

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE LA PREUVE
DES
APPORTS MOBILIERS
SOUS LE RÉGIME DE LA COMMUNAUTÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 16 Décembre 1909, à 4 heures 1/2,

PAR

A. LE ROY

Président : M. THALLER.

*Suffragants : { M. WAHL, professeur.
 { M. PERREAU, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1909

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE LA PREUVE
DES
APPORTS MOBILIERS

SOUS LE RÉGIME DE LA COMMUNAUTÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Jeudi 16 Décembre 1909, à 1 heure 1/2,

PAR

A. LE ROY



Président : M. THALLER.

*Suffragants : { M. WAHL, professeur.
 { M. PERREAU, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE LA PREUVE DES APPORTS MOBILIERS

SOUS LE RÉGIME DE LA COMMUNAUTÉ

INTRODUCTION

Parmi les régimes matrimoniaux qui s'offrent aux futurs époux au moment de fonder une famille, le plus usité est celui de la communauté réduite aux acquêts. Sous ce régime, chacun conserve en principe la propriété des biens mobiliers et immobiliers qui lui appartiennent au jour du mariage et de tous ceux qu'il recueillera par la suite à titre de succession, donation ou legs.

Il ne présente pas cet inconvénient reproché à la communauté légale, lorsque le patrimoine de l'un des époux se compose exclusivement de richesses mobilières tandis que celui de son conjoint ne comprend guère que des immeubles, de faire aux parties une situation que l'une des deux est très intéressée à ne pas accepter. On ne voit plus les deux époux concourir dans des proportions inégales à la composition de l'actif commun, sur lequel le fait même du mariage leur donne cependant des droits égaux. A défaut d'enfants, l'on ne risque pas de

voir une partie de la fortune de l'un des conjoints enrichir une famille étrangère.

Ce n'est pas à dire pourtant que le régime de la communauté réduite aux acquêts n'offre en pratique aucune difficulté. Il en est une notamment qui donne naissance à de nombreux conflits : c'est la détermination des moyens par lesquels les époux feront la preuve de leurs apports mobiliers. Ce problème se présente fréquemment devant les tribunaux et il suffit d'ouvrir les recueils de jurisprudence pour constater qu'il y a là une source intarissable de procès.

La difficulté ne saurait s'élever à propos des immeubles, car, outre qu'ils sont ordinairement désignés au contrat de mariage d'une façon qui ne permet pas la discussion, leur sort est réglé par la disposition de l'article 1402 du Code civil. Cet article, qui établit une présomption d'acquêt pour tout immeuble dont l'époux qui le revendique ne prouve pas qu'il en avait la propriété ou la possession légale antérieurement au mariage, est certainement applicable à la communauté réduite aux acquêts. Nul doute à cet égard. Si donc la femme veut établir que tel immeuble lui appartient en propre, soit pour l'aliéner pendant la durée du mariage, soit pour en exercer la reprise lors de la dissolution du régime, elle devra recourir aux moyens de preuve ordinaires. Cette preuve lui sera très facile, grâce à la nature de ces biens, à leur caractère fixe et immuable. La propriété d'un immeuble est en général accompagnée de titres d'acquisition, actes de vente, de partage, d'échange..., qui en révèlent l'origine ; les registres des transcriptions éclaireront souvent les tiers sur la provenance de cet immeuble. Et dans les cas où il n'y a pas de titre,

au cas de succession par exemple, le fait est en lui-même notoire. Quant à la possession légale de l'immeuble avant le mariage, elle pourra être démontrée par témoins ou présomptions.

Au contraire, les difficultés surgissent quand il s'agit des apports mobiliers. La nature fuyante et instable des meubles rend leur individualité plus délicate à établir. Hormis les valeurs mobilières nominatives dont l'immatriculation et les déclarations de transfert sur les registres de la société offrent quelques ressemblances avec les titres de propriété des immeubles et les livres du conservateur, il est difficile de connaître les transactions auxquelles ils ont donné lieu. L'absence d'écrits et le caractère occulte de leurs déplacements en font des biens qu'il est aisé de dissimuler, de substituer les uns aux autres dans le patrimoine, des valeurs dont l'origine et l'identité paraissent ne pouvoir s'établir que par un inventaire ou un acte équivalent qui en donne l'énumération et la description précise.

Comment la femme prouvera-t-elle que, parmi cette masse de biens réputés communs, se trouvant aux mains du mari, tel objet lui appartient en propre ; qu'il ne peut être saisi par les créanciers envers qui elle n'est pas personnellement engagée ; qu'il échappe, sinon en fait, en droit tout au moins et sauf controverse, aux pouvoirs de libre disposition du mari ; qu'à la dissolution du régime enfin, quel que soit son parti sur la communauté, il doit lui être remis ? Comment établir qu'elle est créancière de la valeur de certains objets, apportés en mariage ou à elle échus au cours de la communauté, qui par suite d'aliénations consenties par le mari ou de consommation ne se retrouvent plus ? Voilà une série de

questions soulevées par le régime de la communauté réduite aux acquêts.

Ces difficultés peuvent naître aussi chaque fois qu'une clause du contrat de mariage exclut de la masse commune les meubles des époux ou modifie les règles légales concernant leur passif personnel. Si, comme il arrive souvent, l'un des conjoints ou tous deux se sont engagés par contrat de mariage à verser certains biens en communauté, ils devront prouver qu'ils ont réellement effectué l'apport promis ; ils voudront établir la valeur totale de leur fortune pour en reprendre l'excédent. Sous le régime légal lui-même, elles sont susceptibles de se présenter, car il n'est pas impossible d'y rencontrer des propres mobiliers. Et d'ailleurs, en ce qui concerne les successions recueillies au cours du mariage par la femme légalement commune en biens, il y a parfois lieu de déterminer la proportion de meubles composant la masse héréditaire afin de fixer la part du passif que la communauté supportera définitivement : sur quels documents peut-on baser cette répartition ?

Pour la solution de toutes ces questions, quelles espèces de preuve exiger de l'époux : commune renommée, présomptions, témoignages, écrit sous seings privés, acte authentique ? Faut-il soumettre la femme, en particulier, au système de preuves du droit commun, ou ne doit-on pas au contraire lui faciliter le moyen de justifier de ses droits en considération de sa situation subordonnée vis-à-vis de son mari ? C'est lui qui administre tous les biens du ménage : elle ne doit pas souffrir des abus, des fraudes, des simples négligences qui peuvent rendre très difficiles les preuves qu'elle doit fournir. Quant aux créanciers qui ont pour gage la masse de

biens confondus aux mains du mari et exercent leur poursuite par la voie de la saisie mobilière, ou qui se reposent sur une inscription hypothécaire d'un rang favorable, sont-ils abandonnés par la loi à l'entente possible des deux conjoints unis par une évidente identité d'intérêts ?

L'objet de notre étude consiste précisément à examiner ces diverses hypothèses où les conjoints mariés sous le régime de communauté peuvent avoir besoin d'établir la réalité ou l'importance de leurs apports mobiliers et à rechercher quelles preuves sont nécessaires dans les différents cas.

Nous diviserons ce travail en cinq parties.

Dans la première, nous examinerons les divers aspects sous lesquels apparaît l'intérêt de la preuve et, en présence de l'insuffisance des textes du Code civil, nous rechercherons dans les précédents historiques s'il n'y avait pas quelques règles générales acceptées par nos anciens auteurs pour résoudre ces questions.

Dans la seconde, nous étudierons, à propos de la communauté réduite aux acquêts, les décisions rendues par les tribunaux et les différents systèmes construits par la doctrine pour la solution de notre problème.

Nous rechercherons ensuite les principes à appliquer dans les autres modifications du régime de communauté.

Les dispositions du Code de commerce, la réglementation de la preuve dans la loi du 13 juillet 1907 sur le libre salaire de la femme mariée seront l'objet d'examen séparés qui constitueront la quatrième partie.

Enfin, dans une dernière partie, nous essayerons d'indiquer, en prenant comme point de départ la juris-

prudence, comment les objets mobiliers possédés par les époux doivent être désignés au contrat de mariage pour donner satisfaction aux exigences les plus rigoureuses et quelles conséquences fiscales résultent pour les parties de cette énonciation.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

DIFFÉRENTS ASPECTS DE LA QUESTION ET INTÉRÊTS DIVERS A CONCILIER

SECTION I. — Apports ; propres parfaits et propres imparfaits

Dans le régime de la communauté, soit légale, soit conventionnelle, le principe fondamental est l'idée de propriété collective et de collaboration. Il y a un patrimoine commun, indépendant de celui du mari et de la femme, formé de la réunion des biens que chacun des époux, pour une part plus ou moins considérable, a détachés de son patrimoine particulier. Par analogie avec les biens formant le capital d'une société, on désigne cette part du nom d'apports.

Le fonds commun dans la société conjugale, comme dans toute société, peut comprendre, indépendamment de l'apport en industrie, deux sortes d'apports en nature : les uns en pleine propriété, les autres en jouissance seulement. Ces deux formes d'apports se rencontrent dans le régime légal : la communauté n'a sur les immeubles qu'un droit d'usufruit, elle reçoit tous les meubles en pleine propriété. Mais avec les différentes clauses du contrat de mariage qui limitent la composi-

tion du fonds commun, il arrive très souvent que les apports en propriété faits à la communauté sont fort restreints. Il existe alors une importante catégorie particulière de biens, les propres mobiliers, qui ne sont l'objet eux aussi que d'un apport en jouissance (1).

Les propres mobiliers n'existent qu'à l'état d'exception sous le régime de la communauté légale. Sous ce dernier régime, en effet, tous les meubles des époux tombent dans le fonds commun : ceux qu'ils possèdent au jour du mariage, et ceux qui leur adviennent plus tard par succession ou donation (art. 1401-1^o). A cette règle, la loi apporte une première dérogation lorsque le mobilier provenant de donation a été réservé propre par le disposant. Mais il y en a d'autres acceptées par les auteurs et la jurisprudence. D'abord les propres mobiliers par voie de réserve tacite, souvenirs et papiers de famille, lettres reçues collectionnées, manuscrits non édités, etc. ; on présume que les époux n'ont pas entendu mettre dans la communauté ces objets d'un caractère tout personnel. Puis les propres par voie de subrogation réelle, c'est-à-dire les propres qui représentent un propre disparu, comme la créance du prix d'un immeuble propre tant que ce prix n'est pas payé ; les propres par voie d'attribution légale comme les produits non périodiques qui proviennent des propres et n'ont pas ainsi le caractère de fruits, tels sont les produits d'une carrière ouverte au cours du mariage. Restent également propres certaines pensions viagères, notamment les pen-

(1) C'est en vertu de cette considération que nous employons le mot « apport » dans un sens large, pour désigner tous les biens des époux, sans distinguer suivant qu'ils deviennent communs ou leur restent propres.

sions alimentaires et celles déclarées insaisissables. On voit que, malgré ces exceptions, le mobilier propre est peu important sous la communauté légale.

Le Code a lui-même prévu dans les articles 1498 à 1504 diverses modifications que les futurs conjoints peuvent imprimer au sort des objets mobiliers et qui sont par là même des sources importantes de propres. Les plus usitées sont la clause de communauté réduite aux acquêts, la clause de réalisation et la clause d'apport.

A l'aide d'une promesse d'apport, les époux conviennent de mettre dans le fonds social telle ou telle valeur ; ils déclarent apporter un corps certain, un objet déterminé. Plus souvent, ils conviennent de rendre respectivement commun leur mobilier jusqu'à concurrence d'une certaine somme. Par la fixation d'un chiffre, ils sont censés se réserver tout ce qui dépasse l'apport promis (art. 1500, al. 2). Cette clause n'empêche pas la totalité du mobilier de devenir commun, sauf à chacun des époux à prélever, lors de la dissolution du régime, la valeur de ce dont le mobilier qu'il a apporté en se mariant, ou qui lui est échu depuis, excédait sa mise en communauté (art. 1503). Ainsi l'époux voit son patrimoine mobilier divisé en deux parts dont il se trouve débiteur de l'une et créancier éventuel de l'autre.

La communauté qui a droit à l'apport promis pourra en exiger le versement : le mari trouvera dans le contrat de mariage le principe d'une action en paiement ; à son défaut, les créanciers intéressés sur l'actif commun se prévaudront de son action (art. 1166). Lors de la dissolution de la communauté, si l'apport n'est pas totalement effectué, l'époux débiteur devra tenir compte de ce qui manque, parfaire la somme promise. Il importe donc de

savoir comment le promettant prouvera sa libération (art. 1501). Inversement, encore à la dissolution du régime, pour exercer la créance qui lui appartient contre la communauté en vertu d'une réalisation indirecte, il lui faudra établir la valeur qu'avait, à l'époque du mariage ou de l'acquisition, le mobilier qu'il a apporté, dont il n'est pas resté propriétaire exclusif, mais dont il n'a pas entendu s'appauvrir.

Par une clause de *réalisation* proprement dite (1), l'époux déclare directement garder en propre tout ou partie de son mobilier, laissant le surplus entrer dans le fonds commun. Il réalisera un objet spécialement indiqué, la totalité ou une partie plus ou moins importante de ses meubles présents ou futurs. Cette clause, encore appelée clause d'*exclusion de communauté*, ou *stipulation de propres* (2) peut exister seule ; elle peut aussi combiner ses effets avec la précédente ; habituellement elle complète la promesse d'apports et elle est ainsi formulée : « les futurs époux se réservent propre le surplus de leurs apports, ainsi que les biens dont ils deviendront propriétaires pendant le mariage par succession, donation ou legs. »

Lorsque la clause de réalisation est universelle, c'est-à-dire s'applique à tout le mobilier présent et futur, et bilatérale, chaque époux l'adoptant pour ses biens per-

(1) Clause de *réalisation* ou *immobilisation*, ainsi nommée à cause des effets qu'elle produit : *réaliser* des meubles, c'est les exclure de la communauté, c'est leur imprimer en quelque sorte le caractère d'immeubles.

(2) Ces dénominations procèdent du fait même qui sert de base à la convention. L'époux *exclut*, selon l'expression de la loi, son mobilier en tout ou en partie de la communauté, et ce mobilier exclus, il le *stipule* à lui *propre* par l'effet de la convention.

sonnels (1), le régime légal ainsi modifié prend le nom de communauté réduite aux acquêts.

L'on voit que, par l'effet de ces clauses, les époux peuvent aller jusqu'à garder en propre la totalité de leur fortune et ne faire aucun apport en propriété.

Sur la fortune de chaque époux, la communauté a un droit de jouissance dont le principe est écrit dans l'article 1401-2° du Code civil. L'étendue de ce droit de jouissance, qui s'exerce suivant les règles de l'usufruit, est variable suivant la nature de l'objet sur lequel il porte.

Il y a en effet certains biens dont on jouit sans les consommer, susceptibles d'un véritable usufruit. On les appelle propres mobiliers *parfaits*. Tels sont un titre de rente, la créance d'un prix. Comme c'est le meuble lui-même que l'époux reprendra lors de la liquidation du régime, on dit que la reprise se fait en *nature*.

D'autres biens, au contraire, se consomment par l'usage qu'on en fait ou sont destinés à être vendus ; ils ne sont susceptibles que d'un quasi-usufruit, conformément à l'article 587 du Code civil. On les désigne sous le nom de propres *imparfaits*. Pour ces objets, par la force des choses, le droit de propriété de l'époux se transformera en un droit de créance. Leur mise en communauté pour la jouissance équivaut à l'attribution de la propriété. Le conjoint perd sur eux tout droit de propriété actuel et individualisé ; la nue-propriété même lui échappe : son droit réservé ne réapparaîtra qu'à la dissolution du régime. L'on dit alors que la reprise s'exerce *en valeur* ou *en deniers*.

¹ (1) Cette clause est, nous le verrons, implicitement ou explicitement accompagnée d'une séparation de dettes.

Il est difficile cependant de s'attacher d'une façon absolue à la base de cette classification bi-partite. Certains meubles se retrouvent sans doute en nature à la dissolution de la communauté ; mais leur valeur, par l'effet du temps, par l'usage ou par suite d'autres circonstances peut avoir sensiblement changé. Les meubles d'ameublement et divers autres objets mobiliers subissent une notable dépréciation qui résulte de l'usage ; les variations des cours pour les valeurs de Bourse entraînent des chances de gain ou de perte. Or ces biens constituent des propres parfaits. Ils peuvent donc en principe être repris par l'époux de qui ils proviennent. Mais si l'époux ne veut pas souffrir seul de la dépréciation de ce mobilier, courir les risques de moins-value des titres de Bourse, il les vendra à la communauté pour le montant de leur estimation.

D'ailleurs la majorité des auteurs et la jurisprudence posent en principe que, lorsque les meubles sont estimés au contrat de mariage, la propriété en passe à la communauté, et l'époux reste simplement créancier de leur prix (1). C'est la règle « estimation vaut vente » établie en matière de société par l'article 1851 du Code civil, et appliquée expressément au régime dotal par l'article 1551, que l'on étend à la communauté. Cette doctrine n'est toutefois pas absolue. La simple estimation, qui s'explique aujourd'hui surtout par les exigences fiscales

(1) Duranton, *Cours de droit français* XIV, n° 438 et XV, n° 21 ; Rodière et Pont, *Contrat de mariage*, II, n°s 4275 et 4278 ; Aubry et Rau, *Droit civil*, V, § 522 texte et note 31 ; Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, *Du contrat de mariage*, II, n° 4299 ; Paris, 11 mai 1837, S., 37, 2, 306 ; Cass., 14 novembre 1853, D., 53, 1, 461, S., 56, 1, 11 ; Béziers, 21 juillet 1900, *Gaz. Pal.*, 1900, 2, 653 et note ; Etampes, 20 février 1901, *Gaz. Pal.*, 1901, 1, 402.

dé la loi du 28 février 1872, ne transmet pas nécessairement à la communauté la propriété des apports mobiliers réservés propres. Pour résoudre cette question, les tribunaux prennent en considération l'intention des parties et la nature des biens estimés (1). S'il y a présomption de vente quand il s'agit de choses fongibles ou s'altérant rapidement par l'usage, il n'en est pas de même lorsque l'estimation concerne un meuble incorporel. L'estimation peut avoir eu pour but, dans ce dernier cas, de fixer en argent la valeur des biens, afin d'éviter toute contestation lors de la dissolution de la communauté. Quant aux choses qui, estimées dans le contrat de mariage, n'ont pas été décrites d'une façon suffisante pour que leur identité puisse être reconnue, il n'est pas douteux que la communauté en devienne propriétaire. Du reste, dans les contrats de mariage récents, pour éviter toute difficulté, on s'explique ordinairement sur ce point d'une manière précise (2).

Grâce à une interprétation de volonté, ces objets mobiliers qui ont le caractère de propres parfaits, susceptibles d'être repris en nature, sont donc parfois assimilés aux propres imparfaits, remplacés dans le patrimoine de l'époux par une créance de reprise en valeur.

(1) Cass., 14 mars 1877, D., 77, 1, 353, S., 78, 1, 5, note de M. Labbé; Bordeaux, 17 février 1886, S., 86, 2, 206. — Rapp. Paris, 4 février 1897, D., 98, 2, 6.

(2) Planiol, *Traité de droit civil*, III, n° 998.

SECTION II. — Les meubles de la femme
et les pouvoirs du mari

Le mari, chargé de pourvoir à l'entretien du ménage et de subvenir aux dépenses communes, a sur les biens du patrimoine social les pouvoirs les plus étendus. Il est chef de la communauté. Et à ce titre, il a encore l'administration de tous les biens dont la communauté a la jouissance et sur lesquels porte son usufruit, c'est-à-dire sur ses biens propres et ceux de la femme. Le mari a donc la détention de toute la fortune de la famille : biens communs, biens personnels de la femme sont confondus entre ses mains avec ses biens propres. Il n'y a en apparence qu'un patrimoine unique : tant que dure la communauté, le fait apparent et extérieur, c'est l'unité de possession.

Pourtant le mari ne peut pas accomplir tous les actes juridiques, indistinctement sur cette masse de biens confondus entre ses mains. Spécialement en ce qui concerne les propres mobiliers de sa femme, quelle est l'étendue de ses pouvoirs ? Peut-il aliéner ces objets ?

Le Code civil dispose que le mari « ne peut aliéner les immeubles personnels de sa femme sans son consentement » (art. 1428). De ce que la loi n'édicte expressément cette prohibition d'aliéner que pour les immeubles, on en a conclu que la même prohibition n'existe pas pour les meubles propres de la femme, et par suite, que le mari peut, en sa qualité de chef et maître de la communauté, en disposer sans le concours de la femme. Mais cette opinion est abandonnée. La doctrine reconnaît généralement que le mari ne peut disposer d'un

meuble corporel ou incorporel propre à son épouse sans un mandat spécial de celle-ci.

Dans cette question de la plus grande importance pratique, la jurisprudence n'a eu à se prononcer que relativement aux aliénations de meubles incorporels, aux transferts de créances faits par le mari, auxquels ne s'applique point l'article 2279 du Code civil, et elle s'est fixée dans le sens qui exclut le droit de disposition du mari (1). Il n'existe pas de monuments de jurisprudence pour les meubles corporels, mais il y a identité de motifs.

Les tiers ne se trouvent donc pas à l'abri de toute revendication s'ils ont traité avec le mari seul et, pour se mettre à couvert, ils exigeront toujours le concours de l'épouse. Cette jurisprudence semble protéger la femme et lui donner intérêt à pouvoir individualiser ses meubles propres, et prouver que tel meuble déterminé, aliéné par le mari ou sur le point de l'être, lui appartient personnellement.

Mais il n'en est évidemment pas ainsi de tous les propres mobiliers.

S'il s'agit des propres imparfaits, le mari a sur eux les mêmes pouvoirs que sur les biens communs. « Les droits du mari et son indépendance, disent Rodière et Pont (2), sont certains, s'il s'agit de choses fongibles, de celles qui, par leur nature, sont destinées à être vendues, et de celles qui sont livrées sur estimation, puis-

(1) Cass., 5 novembre 1860, D., 61, 1, 81, S., 61, 1, 49; Cass., 4 août 1862, D., 62, 1, 480, S., 62, 1, 935; Cass., 17 décembre 1872, S., 72, 1, 421.

(2) *Op. cit.*, II, n° 53.

que ces choses deviennent la propriété de la communauté, et que la femme qui les possédait n'a qu'une action en répétition de leur valeur. » Il peut les vendre, et aussi les donner, sous les seules restrictions de l'article 1422, c'est-à-dire pourvu qu'il ne s'en réserve pas l'usufruit et qu'il dispose à titre particulier.

Et s'il s'agit de meubles propres parfaits, meubles corporels non estimés dans le contrat de mariage, ou estimés avec stipulation que l'estimation ne valait pas vente, et créances et valeurs mobilières, qui constituent seuls avec les immeubles, la fortune véritablement réservée propre par la femme, la restriction des pouvoirs du mari se trouve malheureusement plus théorique que pratique. La règle du droit fléchit devant la situation de fait. Le fait extérieur de l'unité de patrimoine efface aux yeux des tiers la limitation des pouvoirs du mari, en sorte que celui-ci accomplit sur ces biens de sa femme et sans le concours de celle-ci, tous les actes qu'il lui plaît. S'il dispose de l'un de ces objets dont il a seulement l'administration, il outrepassé sans doute ses droits, mais le tiers qui a traité avec lui de bonne foi (1) et qui a reçu livraison de la chose est protégé par la règle de l'article 2279 : en fait de meubles, possession vaut titre.

C'est ce qui arrivera pour les choses fongibles, dont aucun signe ne révèle aux tiers si elles appartiennent à l'un ou à l'autre des conjoints, et notamment pour les titres au porteur ; le plus souvent, les négociations des titres de cette nature ne se font pas directement entre

(1) La condition de la bonne foi de l'acquéreur est en effet exigée par l'article 1141 qui n'est qu'une application particulière du principe de l'article 2279.

les particuliers, mais sont effectuées sur le marché public où acquéreurs et vendeurs ont l'habitude de se rencontrer, c'est-à-dire à la Bourse, par l'intermédiaire des agents de change, intermédiaire obligatoire pour les titres admis à la cote. L'acquéreur ignore presque toujours la capacité et les pouvoirs de son vendeur, être pour lui anonyme et indifférent. Jamais son acquisition ne sera suspectée de mauvaise foi.

Si l'on supposait que le tiers acquéreur d'un meuble corporel propre de la femme, objet d'art, bijou et même titre au porteur, fût de mauvaise foi, c'est-à-dire informé de l'absence du droit de disposition en la personne du mari, il ne serait pas protégé par la règle de l'article 2279. Mais le mari en vendant s'est obligé à garantir, et son obligation est tombée dans la communauté. La femme, à moins qu'elle ne soit renonçante, est donc tenue de respecter l'acquisition du tiers, et pour le tout, puisque, selon l'opinion générale, l'obligation de garantie est indivisible au profit du tiers (1). En outre, l'action de la femme, dépendant du parti que celle-ci prendra sur la communauté, ne pourra s'exercer qu'après la dissolution (2). C'est dire toutes les difficultés pratiques qui rendront impossible l'instance de la femme. Quoi qu'il en soit de ces difficultés, l'action en revendication ne se prescrit pas tant que continue la communauté, et elle dure encore non pas trois ans, mais trente ans après la dissolution (3).

(1) Cass., 18 avril 1860, S., 60, 1, 519; Cass., 8 novembre 1893, S., 94, 1, 401.

(2) Bastia, 6 mai 1856, S., 56, 2, 203; Chambéry, 6 mai 1885, S., 1887, 2, 77.

(3) Planiol, *op. cit.*, I, n° 1125.

Quant aux titres nominatifs propres à la femme et immatriculés à son nom, le mari ne pourra pas en exécuter seul le transfert. Il lui faudrait un mandat spécial. Il en est de même de ceux qu'elle aura recueillis dans une succession et qui sont encore au nom du *de cujus* ; d'ailleurs, avant de les vendre, avant d'en faire opérer le transfert réel, il faut les faire immatriculer au nom de l'héritier ; grâce aux pièces justificatives exigées par le siège social pour effectuer ce transfert de forme, le mari ne peut s'interposer en quelque sorte, usurper la place de la femme dans l'inscription en vue de se préparer une aliénation frauduleuse.

Mais ce qu'il ne peut pas faire directement, n'est-il pas à craindre qu'il le fasse par une voie détournée ? La jurisprudence décide en effet que la loi du 27 février 1880 dont l'article 10 établit que « la conversion par le tuteur de tous titres nominatifs en titres au porteur est soumise aux mêmes conditions et formalités que l'aliénation de ces titres », n'est édictée que pour le tuteur et ne s'applique pas aux autres incapables que les mineurs et les interdits (1). C'est là reconnaître que le mari puise dans ses pouvoirs d'administrateur la faculté de convertir les titres nominatifs de sa femme, et partant de les aliéner. Cependant l'article 163 du décret du 24 août 1793 exige pour la conversion des rentes sur l'Etat les deux signatures du mari et de la femme, et en fait, tous les établissements débiteurs ont aujourd'hui adopté ce système : ils refusent de procéder à la conversion des titres immatriculés au nom de la femme sans la signa-

(1) Trib. Seine, 23 mars 1882; Defrénois, *Répertoire du notariat*, 1883, art. 953; trib. Seine, 17 novembre 1893, *Le Droit financier*, 1894, p. 55.

ture de celle-ci. Ils exigent en outre la production du contrat de mariage, ou à défaut de contrat, un extrait des registres de l'état civil afin de s'assurer qu'il n'existe aucune clause de remploi des meubles propres aliénés qui puisse leur être opposée et donner lieu à l'annulation du transfert. En cas d'aliénation de titres non suivie de remploi régulièrement effectué, ils seraient en effet responsables envers la femme.

Quoiqu'il en soit des valeurs nominatives, l'aliénation abusive par le mari d'un propre de la femme donnera lieu dans tous les cas, lors de la liquidation, à une indemnité contre lui au profit de l'épouse, indemnité du fondement de laquelle on devra justifier et établir l'importance pécuniaire.

Signalons une autre hypothèse où la femme, au cours de la communauté, a intérêt à faire la preuve de sa propriété personnelle individualisée sur tel meuble déterminé. Elle se réalise lorsqu'un créancier du mari veut saisir un bien du patrimoine commun : la femme prétend qu'il s'agit là d'un propre, et que son mari, le débiteur, n'est qu'usufruitier de ce meuble, comme chef de la communauté (1). Sans doute, comme le bien menacé d'exécution se trouve au domicile conjugal, l'huissier, présumant que ce qui est au domicile du saisi lui appartient, passera outre à l'opposition de la femme et comprendra l'objet en litige dans le procès-verbal de saisie. Dans ce cas, et dans celui où, devant la même prétention, mais après le procès-verbal de saisie, la femme

(1) Nous supposons qu'il ne s'agit pas d'un propre imparfait ; les créanciers ont incontestablement le droit de saisir ceux-ci, puisque la communauté en est propriétaire.

forme une demande en distraction, le juge verra se poser la question de preuve (1).

SECTION III. — L'unité de possession et le droit de poursuite des créanciers

Tout créancier a, en vertu de l'article 2092 du Code civil, un droit de gage général sur les biens composant le patrimoine de son débiteur. Il le perd par les aliénations consenties par celui-ci, sauf l'exercice de l'action paulienne (art. 1167) pour faire annuler les actes accomplis en fraude de ses droits, et l'effet du droit de suite en ce qui concerne les immeubles affectés à la garantie de sa créance. Mais l'adoption de la communauté, en tant que son effet est de faire tomber dans la masse commune une partie des biens du débiteur, ne prive pas les tiers de leur droit de poursuite sur les éléments de l'actif versé dans le fonds commun, même en toute propriété, et remis au mari. Celui-ci ne les reçoit que *cum onere*, c'est-à-dire grevés de leur passif antérieur.

Les tiers envers qui la femme s'est obligée avant le mariage, et dont la créance a acquis date certaine antérieurement au jour de la célébration, conservent leur droit de poursuite sur tous les meubles de leur débitrice, tombés dans la communauté, soit à titre universel en vertu du statut légal, soit à titre particulier, en vertu d'une clause d'apport d'un corps certain.

Le gage des créanciers de la femme antérieurs au mariage se trouve même accru : il porte désormais sur tous les biens de la communauté et aussi sur ceux du mari (art. 1419). C'est ce que l'on exprime par une for-

(1) Glasson, *Précis de procédure civile*, 2^e éd., II, n° 1215.

mule expressive : « le créancier de la femme acquiert trois débiteurs au lieu d'un, la femme, la communauté, et le mari » (1).

Les créanciers dont le titre est antérieur au mariage n'ont pas seuls cette situation favorisée : ceux avec qui la femme a contracté autorisée de son mari bénéficient du même avantage pour poursuivre leur paiement. Mais tandis qu'à l'encontre de ces derniers, aucune clause du contrat de mariage ne peut restreindre aux biens personnels de leur débitrice le droit de gage qui leur appartient, il est permis de stipuler que le mari et la communauté ne seront pas tenus, même provisoirement et sauf récompense, des dettes de la femme antérieures au mariage.

Tel est précisément le but de la clause de séparation de dettes, réglementée par l'article 1510 du Code civil : « la clause par laquelle les époux stipulent qu'ils payeront séparément leurs dettes personnelles, les oblige à se faire, lors de la dissolution de la communauté, respectivement raison des dettes qui sont justifiées avoir été acquittées par la communauté à la décharge de celui des époux qui en était débiteur. Cette obligation est la même, soit qu'il y ait eu inventaire ou non : mais, si le mobilier apporté par les époux n'a pas été constaté par un inventaire ou état authentique antérieur au mariage, les créanciers de l'un et de l'autre des époux peuvent, sans égard à aucune des distinctions qui seraient réclamées, poursuivre leur paiement sur le mobilier non inventorié, comme sur tous les autres biens de la communauté. Les créanciers ont le même droit sur le mobi-

(1) Planiol, *op. cit.*, III, n° 1073.

lier qui serait échu aux époux pendant la communauté, s'il n'a pas été pareillement constaté par un inventaire ou état authentique. »

Aux termes de cet article, la clause de séparation de dettes, pour produire son plein effet, rend nécessaire de bien établir la consistance du mobilier de la femme, faute de quoi elle n'aboutirait qu'à une simple modification des règles légales relatives à la contribution des époux aux dettes exclues de la masse commune. Sans l'accomplissement des formalités prescrites, le mobilier de la femme, gage initial de ses créanciers, se trouve en effet confondu sous l'administration du mari avec les biens de celui-ci et ceux de la communauté. N'ayant aucune raison pour limiter leur action à tels meubles plutôt qu'à tels autres, les créanciers poursuivront leur paiement sur toute la masse indivise dans laquelle se trouve le mobilier de leur débitrice. Ils pourront saisir les biens communs, et non seulement les meubles, mais même les immeubles, car le mobilier propre de la femme a pu servir à acquérir des immeubles.

On a comparé (1) la situation du mari qui n'a pas fait dresser d'inventaire à celle « d'un héritier qui a accepté purement et simplement et a confondu ses biens avec ceux de la succession. En recevant les meubles de la femme sans les identifier, il reconnaît implicitement que leur valeur est suffisante pour désintéresser les créanciers : il est garant de cet aveu tacite. »

Il faut donc, si l'on veut circonscrire l'action des créanciers antérieurs au mariage, limiter leur gage initial pour le leur réserver. Le mari présentera aux créanciers

(1) *La vie juridique du Français*, 1909 : *Le mariage*, p. 484.

personnels de la femme l'inventaire des biens apportés par celle-ci ; les tiers n'ont pas à se plaindre puisqu'ils ont pour se payer les valeurs qui constituaient le patrimoine de la femme au jour du mariage.

Bien entendu, l'article 1510 est intéressant, à l'égard des tiers, seulement lorsqu'il s'agit d'une clause réservant à la femme ses dettes antérieures : suivant l'opinion la plus générale en effet, si la convention visait les mêmes dettes du mari, comme celui-ci administre la communauté et qu'en conséquence toute dette du mari est dette de la communauté, elle ne serait pas opposable à ses créanciers (1). Ceux-ci peuvent faire saisir les meubles de la femme compris dans l'inventaire ; la femme a seulement droit à récompense, ou plus exactement le mari est soumis à une récompense au profit de la communauté pour le payement de ses dettes antérieures.

La clause de séparation de dettes peut être unilatérale, exclure de la communauté uniquement les dettes de l'un des époux. C'est sous cet aspect qu'elle apparut dans l'ancien droit. L'application du droit commun, dit Ferrière (2), aurait eu de fâcheuses conséquences « parce que souvent les maris seraient ruinés en épousant des femmes chargées de dettes. C'est pourquoi les réformateurs y ont sagement pourvu par cet article ajouté à la coutume. » Mais le plus souvent la clause est réciproque et accompagne une réalisation correspondante du mobilier. Elle décide que chacun des époux paiera séparément ses dettes et en supportera la charge d'une façon

(1) Aubry et Rau, *op. cit.*, V, § 526, n° 11 ; Guillouard, *Contrat de mariage*, III, n° 1389 ; Planiol, *op. cit.*, III, n° 1133. *Contra* : Rodière et Pont, *op. cit.*, III, n° 1469.

(2) *Coutume de Paris*, art. 222.

définitive. Il n'y a pas dans cette pratique contradiction avec la théorie de l'utilité simplement unilatérale de la séparation de dettes, car, ne l'oublions pas, cette clause produit des effets réciproques dans les rapports entre conjoints : ce point est hors de controverse. Si la communauté a, en fait, soldé pour l'un des époux, le mari par exemple, une dette qui le grevait et a été exclue de la masse commune, cet époux devra une récompense lors de la dissolution.

Avec ce double sens, notre clause est sous-entendue dans les contrats qui établissent la communauté réduite aux acquêts. L'on sait d'ailleurs que la pratique notariale stipule souvent ce régime d'une manière tout implicite. Le contrat de mariage prend pour base de l'union des futurs époux le régime de la communauté tel qu'il est établi par le Code civil, et formule l'adoption, d'une part, d'une clause de réalisation s'appliquant à tout le mobilier, d'autre part, d'une clause de séparation de dettes (1). Rien ne peut mieux faire ressortir les liens qui unissent ces divers régimes, et les raisons d'appliquer à la convention de l'article 1498 la réglementation édictée par l'article 1510, bien que ces deux dispositions soient placées dans des sections différentes.

Il est donc nécessaire, pour assurer dans ces hypothèses l'entière exécution des conventions matrimoniales, d'individualiser nettement, à l'aide d'un inventaire, les objets mobiliers possédés par la femme à l'époque du mariage et ceux qui lui adviennent par la suite par succession, donation ou legs.

Le Code civil lui-même, dans l'application du régime

(1) Planiol, *op. cit.*, III, n° 1000.

qu'il impose à ceux qui se marient sans contrat, rend nécessaire la confection d'un inventaire pour déterminer le sort du passif dont est grevé ce mobilier futur (1).

En premier lieu, si en cas de refus d'assistance du mari, la femme n'accepte une succession, un legs, une donation avec charges qu'autorisée par justice, les dettes qui accompagnent les biens héréditaires ou la donation ne tombent pas dans la communauté légale comme les effets mobiliers. L'autorisation de justice ne peut pas en effet engager la communauté du chef de la femme. Le passif reste personnel à celle-ci de même que s'il s'agissait d'une succession immobilière. Non pas qu'il se produise cette conséquence injuste que la communauté acquiert l'actif sans supporter aucune part du passif, non, car la communauté ne gagne l'actif que déduction faite des dettes, et les créanciers conservent pour gage la totalité de la succession : meubles et immeubles restent affectés à leurs poursuites. Mais cette limitation du gage des créanciers, ce cantonnement de leur droit de poursuite ne se réalisera que si le mari empêche le mobilier de la succession de se confondre en fait avec le mobilier commun, en ayant soin d'en faire dresser inventaire. Si le mari néglige cette mesure, la confusion des deux masses mobilières se produisant, faute de démarcation ostensible, les créanciers auront action pour le tout contre lui et la communauté (art. 1416, al. 2).

Puis, lorsque la femme légalement commune en biens accepte la succession, la donation ou le legs avec l'au-

(1) Les développements qui suivent dans cette section ne s'appliquent pas à la communauté réduite aux acquêts. Dans ce régime, en effet, la communauté ne recueillant pas l'actif héréditaire, ne doit jamais supporter les dettes qui en sont la charge.

torisation de son mari, si les dettes de ces successions deviennent en principe dettes de la communauté, elles ne le deviennent que dans la proportion définie par l'article 1414, « jusqu'à concurrence de la portion contributive du mobilier dans les dettes, eu égard à la valeur de ce mobilier comparée à celle des immeubles. » La règle est en effet que les dettes de succession sont à la charge de celui des trois patrimoines qui recueille l'actif, et dans la mesure où il recueille cet actif. Lorsque la succession est en partie immobilière et en partie mobilière, les dettes en incombent d'une manière définitive à la communauté dans la proportion de ce qu'elle prend, c'est-à-dire du mobilier qui lui échoit. Mais ce principe ne s'applique rigoureusement que dans les rapports des époux entre eux. Les créanciers, ignorant cette proportion des meubles par rapport à l'ensemble de la succession, ne peuvent pas savoir pour quelle part ils ont le droit d'attaquer la communauté. La loi leur permet de poursuivre leur paiement sur les biens personnels de l'époux héritier et aussi sur les biens de la communauté.

Ce n'est là toutefois qu'une simplification et une solution provisoire. Il y aura lieu dans la suite à des « récompenses respectives (art. 1416) », au règlement des différences entre ce qui a été payé en l'acquit de l'un ou de l'autre patrimoine, et ce qui était vraiment dû par ce patrimoine, de façon à ne laisser à sa charge que sa part contributive dans le passif héréditaire. Au moment de la liquidation de la communauté, on comparera à l'estimation des immeubles portée dans l'acte de partage de la succession, ou, à défaut de partage, dans la déclaration faite à l'enregistrement, la valeur du mobilier. Ce dernier élément sera fourni en principe par l'inventaire

auquel, aux termes de l'article 1414, alinéa 2, le mari aura dû faire procéder « soit de son chef..., soit comme dirigeant et autorisant les actions de sa femme. »

Mais tandis que pour le mari un inventaire sera le seul mode de preuve admis, la femme, au contraire, à défaut de cet acte, sera autorisée à faire la preuve par tous les moyens possibles, « tant par titres et papiers domestiques que par témoins, et au besoin par commune renommée » (art 1415). C'est le souci de mettre la femme à l'abri des négligences de son mari qui a fait admettre cette facilité d'une preuve très large. Il devait faire inventorier les meubles de la succession. Si, par sa faute, il n'a pas pu circonscrire à ce lot les poursuites des créanciers héréditaires, il supportera les conséquences de son omission.

L'article 1415 permet la preuve par commune renommée « dans tous les cas où le défaut d'inventaire préjudicie à la femme. » Peu importe donc l'adversaire contre qui, au moment du règlement définitif, elle invoquera son droit à récompense pour l'excédent payé aux créanciers héréditaires : la preuve lui sera facilitée même à l'encontre des créanciers de la communauté, par exemple pour l'exercice de son hypothèque légale.

Nous aurons à étudier dans la suite de ce travail s'il faut accorder à la femme les mêmes facilités de preuve quel que soit également l'adversaire contre qui elle élève sa réclamation, dans une hypothèse toute différente : lorsque dans le cas d'une clause de réalisation, réduction de la communauté aux acquêts notamment, elle prétend exercer une reprise du chef du mobilier recueilli par succession et non tombé en communauté, mais

mêlé en fait avec les biens de la communauté. Il s'agira alors de l'interprétation non plus de l'article 1415, mais de l'article 1504.

SECTION IV. — Exercice des reprises de la femme

C'est surtout lorsque, au moment de la dissolution du mariage ou de la séparation de biens judiciaire, il faut procéder à la liquidation de la communauté, et, avant tout partage du fonds commun, déterminer les prélèvements de l'un ou de l'autre époux, que les questions de preuve acquièrent de l'importance. Dans cette circonstance plus que dans toute autre, il est intéressant de connaître quelles justifications de ses apports mobiliers la femme devra produire, quels procédés de preuve elle devra employer pour détacher de la masse les biens dont elle se prétend propriétaire, ou plus généralement pour établir ses droits, car ses prétentions ne sont pas toujours de même nature.

Nous savons en effet qu'à cause de l'usufruit de la communauté sur les propres, les biens dont on voudra exercer la reprise ne se retrouvent pas toujours en nature dans les mains du mari ; il se peut aussi que la propriété n'ait pas été conservée à l'époux, qu'elle ait été transmise à la communauté, comme lorsqu'il s'agit de choses fongibles, de biens qui se consomment par l'usage ou destinés à être vendus, de meubles estimés au contrat ; enfin malgré la réserve de propriété au profit de la femme, le mari a peut-être outrepassé ses droits et aliéné les propres parfaits. Dans toutes ces hypothèses, l'époux a droit à une reprise en capital, à une reprise en valeur en vertu d'un droit de créance.

Or, qu'il s'agisse d'un droit de propriété ou d'un droit de créance, c'est toujours, d'après les principes généraux en matière de preuve, à celui qui invoque un droit à en démontrer le bien-fondé. Pour mieux comprendre quelle est la nature de la preuve mise à la charge du demandeur, si elle restera soumise au droit commun, ou si l'on exigera une preuve exceptionnelle, il importe de voir quels sont les intérêts en cause dans le débat.

Examinons d'abord quels sont les intérêts des époux l'un vis-à-vis de l'autre.

Si l'un des époux, ou ses héritiers, réussit à exercer contre la communauté une reprise à laquelle il n'a pas droit, il diminue d'autant la masse commune et amoindrit de la moitié de cette valeur, au cas de partage égal, la part qui reviendra au co-partageant.

La communauté est par exemple de 50.000 francs. L'un des époux prétend avoir à exercer une reprise de 40.000 francs ; si son action est fondée, l'actif partageable n'est plus que de 10.000 francs ; chaque époux en prend la moitié, soit 5.000 francs. Les 50.000 francs se répartiront donc ainsi : 45.000 francs à celui qui exerce une reprise, et 5.000 à l'autre époux pour sa part de communauté. Si au contraire la reprise n'était pas acceptée, chacun aurait un lot de 25.000 francs.

Et dans ce débat, en cas d'insuccès, le mari ne court pas autant de risques que la femme. Si en effet la femme renonce à la communauté, le patrimoine commun reste au mari ; celui-ci n'a donc pas besoin de retirer ses propres. Si la femme opte pour l'acceptation, parti qu'elle prendra dans l'hypothèse d'une communauté solvable, il y aura lieu sans doute à isoler la masse partageable, et par conséquent le mari aura intérêt à re-

prendre ses propres. Même alors, le défaut de preuve de son droit ne lui ferait pas perdre complètement les biens qu'il prétend propres : par le partage, il lui en reviendrait toujours la moitié.

La femme, au contraire, est intéressée à la question de preuve quel que soit son parti à l'égard de la communauté. Elle pourra en principe exercer ses reprises soit qu'elle l'accepte, soit qu'elle y renonce (1). C'est même surtout dans ce second cas que son intérêt est considérable. En effet, si elle accepte la communauté, c'est sans doute que celle-ci est solvable, et alors elle recueillera la moitié de cet actif ; de plus, à défaut de preuve de ses droits, elle reprendrait toujours la moitié de ses propres à titre de biens communs. Au contraire, si elle renonce, c'est que le mari a fait de mauvaises affaires, que l'actif social est insuffisant pour le payement des dettes de communauté : elle n'a donc pas à compter sur ce patrimoine. A tout prix, il faut qu'elle reprenne la seule garantie qui lui reste en vue de son veuvage, c'est-à-dire les biens qu'elle s'est réservés précisément pour parer à cette éventualité.

D'autres intérêts peuvent se trouver engagés dans le débat, surtout lorsqu'au lieu de prendre fin par le décès de l'un des conjoints, la communauté se dissout par un jugement de séparation de biens, conformément à l'article 1443 du Code civil. Il se peut que la femme lutte pour sauvegarder ses droits à l'encontre de son mari. Il se peut aussi que mari et femme soient d'accord pour frauder les tiers qui ont traité avec l'un d'eux : loin de

(1) En cas d'acceptation suivie d'inventaire, il est évident que l'émolument de la femme ne comprend pas les biens apportés par elle et repris comme propres.

s'opposer aux prétentions de sa femme, le mari lui facilitera les moyens de preuve.

Devant le tribunal, ou devant le notaire commis pour procéder à la liquidation, les époux, de connivence entre eux, essaieront de grossir par tous les moyens possibles le chiffre de leurs reprises, de celles de la femme en particulier. Celle-ci retirera des biens que mensongèrement elle dira propres et les soustraira ainsi au gage des créanciers qui comptaient sur tout l'actif commun. Ou encore le mari se reconnaîtra débiteur envers la femme de dettes inexistantes ; la reprise aura lieu en capital, en vertu d'un droit de créance ; la femme viendra se faire payer en concours avec tous les créanciers de la communauté et elle diminuera leur dividende.

Supposons le mari insolvable : il est tombé en faillite ou en déconfiture. L'actif commun est de 50.000 francs. Le passif du mari s'élève à 100.000 francs ; la femme demande et obtient la séparation de biens, puis elle opte pour la renonciation. Les créanciers espèrent toucher les 50.000 francs du mari et de la communauté et ne perdre que cinquante pour cent de leurs créances. Survient la femme du failli qui prétend avoir le droit d'exercer contre le mari une reprise de 100.000 francs. Si cette prétention est admise, la femme prendra 25.000 francs, les créanciers ne toucheront plus qu'un dividende de vingt-cinq pour cent.

Lorsque le mari possède des immeubles, la collusion des époux peut frustrer davantage encore les créanciers. L'exagération du montant des apports de la femme et la production à l'ordre pour un chiffre grossi lui permet, grâce à son hypothèque légale, de repousser un créancier hypothécaire du mari qui aurait fait saisir un immeu-

ble de celui-ci, ou les créanciers de la faillite à la requête de qui, par l'intermédiaire du syndic, la vente aurait eu lieu. Notons que si le mariage n'est pas dissous ni la séparation de biens prononcée, la femme se présente à l'ordre, en droit civil comme au cas spécial de faillite ou de liquidation judiciaire, non en vue de toucher immédiatement ses reprises, il lui faut attendre pour cela la fin de la communauté, mais pour se faire réserver et faire consigner à son intention les sommes qui lui seraient dues de ce chef (1).

Des tiers autres que les créanciers peuvent souffrir de l'exagération du chiffre des reprises : ce sont les acquéreurs d'immeubles du mari ou de la communauté. Si le mari est insolvable, la femme (renonçante si l'immeuble aliéné est un conquêt) pourra, par le jeu de son hypothèque légale, évincer le tiers acquéreur et faire saisir le fonds grevé de son hypothèque (2). Cette hypothèse sera, il est vrai, d'une application peu fréquente, la femme ayant presque toujours concouru à la vente, soit qu'elle ait figuré dans l'acte en qualité de co-venderesse, garante ou caution du mari (3), soit qu'elle ait expressément renoncé dans le contrat ou par acte postérieur à son hypothèque sur l'immeuble vendu.

Tous les créanciers de la communauté ont à redouter une collusion frauduleuse entre les époux en vue de faciliter les moyens de preuve. Mais en pratique, c'est

(1) Comp. Thaller, *Séparation de biens et effets personnels de la femme dans la faillite*, *Ann. dr. comm.*, 1896, p. 364.

(2) Tout bien considéré, l'acquéreur obligé de délaisser ou de payer deux fois (art. 2169), devient lui-même un créancier en intentant contre le mari l'action en garantie (art. 2178).

(3) Loi du 12 février 1889.

presque toujours les créanciers de la communauté qui le sont devenus du chef du mari, ou les créanciers du mari, qui courent ce danger. Ceux-là surtout se trouveront en opposition d'intérêts avec la femme, et discuteront ses prétentions. Lorsqu'ils ont contracté, ils ont compté avoir pour gage et garantie de leur créance toute la masse de biens aux mains du mari. Le conflit s'élèvera plus rarement entre le mari et les créanciers communs du chef de la femme. Celle-ci ne pouvant pendant le mariage engager la communauté, les seuls créanciers qui auraient droit à s'opposer aux reprises du mari seraient les créanciers de la femme antérieurs au jour de la célébration et dont la créance est tombée en communauté. Ils n'avaient rien à redouter au cours du mariage, puisque le mari était à cette époque tenu sur ses biens propres même des dettes communes provenant de la femme ; une entente frauduleuse n'aurait eu aucun effet contre leur action. Et si la reprise a lieu au moment où prend fin la communauté, comme il s'agit de dettes communes, les créanciers pourraient toujours poursuivre leur paiement entre les mains du mari pour la moitié. Puis, si la reprise avait lieu en valeur, les créanciers devraient sans doute subir le concours du mari, mais celui-ci n'aurait aucun droit de préférence ; il se présenterait comme simple créancier chirographaire, et encore serait-il personnellement tenu de la moitié de la dette.

En résumé, deux intérêts se trouveront en conflit lorsqu'il s'agira de la preuve des reprises. D'une part, celui des époux et surtout de la femme en faveur de laquelle il paraît juste d'autoriser une preuve large et facile ; d'autre part, l'intérêt tout aussi légitime des tiers, c'est-

à-dire des créanciers, intérêt qui exige en cette matière l'emploi d'un mode de preuve sûr et non suspect.

SECTION V. — Apports fictifs

Par cela seul qu'un époux déclare dans le contrat apporter en mariage certains biens ou une valeur déterminée, il se met dans l'obligation de prouver qu'il a effectué l'apport promis.

Quand l'objet énoncé est un apport à la communauté, que celle-ci recevra sans charge de restitution ni de récompense, l'époux en est débiteur ;

Quand l'énonciation a un autre but, constater par exemple la fortune de chaque conjoint sous le régime de la communauté d'acquêts, elle servira de base à la détermination des reprises, elle en fixera l'importance : il faudra bien encore que l'époux justifie de la réalité de cet apport, mais ce sera alors pour établir la cause de ses reprises.

Les deux cas sont donc très différents. Tandis que dans le premier, c'est l'époux qui se trouve obligé, dans le second, au contraire, c'est la communauté qui s'oblige sous le terme suspensif de l'arrivée de la dissolution. La loi doit se montrer plus exigeante sur les preuves dans le second cas. Elle doit empêcher les prélèvements et les reprises qui ne reposeraient pas sur un titre vrai, et grâce auxquels les époux s'avantageraient entre eux aux frais de leurs créanciers non payés, ou au détriment d'autres intéressés.

Ces abus sont malheureusement fréquents.

Dans la pratique actuelle, il s'en faut de beaucoup que le non versement des valeurs déclarées soit toujours une

cause de déception pour le conjoint, en fait, pour le mari. La reconnaissance des apports sert souvent à établir une dot imaginaire dont le paiement n'a pu être effectué, à déguiser une libéralité. L'on dit alors que la dot, que les apports sont *simulés* ou *fictifs*.

La simulation de dot était jadis employée pour permettre à un officier d'épouser, malgré les règlements militaires, une jeune fille n'ayant pas au moins 1.200 fr. de revenus (décret du 17 décembre 1843 ; circulaire du 3 avril 1875). Mais elle a perdu cette utilité depuis 1899 et 1900, la future épouse d'un officier n'étant plus tenue de justifier d'un apport. Deux circulaires du ministre de la guerre (7 novembre 1900) et de la marine (22 novembre 1900) imposent pourtant au conseil d'administration des corps auxquels appartiennent les sous-officiers de s'assurer que la future épouse possède des ressources suffisantes pour ne pas être à la charge du militaire qui désire l'épouser. La justification peut en être faite par une déclaration d'apport.

La simulation de dot sert surtout à dissimuler une donation entre époux, et c'est avec ce caractère de donation déguisée qu'elle figure au contrat de mariage et se réalise par la clause que la célébration de l'union vaudra quittance, ou mieux encore par une quittance séparée.

La fin poursuivie, ou indirectement atteinte, varie beaucoup suivant les cas. Tantôt c'est, sans aucune idée de fraude, pour assurer l'avenir d'une jeune fille pauvre ; tantôt pour dissimuler une libéralité qui porte atteinte à la réserve des ascendants, ou qui dépasse la limite du disponible établie en faveur des enfants d'un premier lit du mari (art. 1098) ; dans d'autres cas, c'est

pour préparer de longue main une fraude contre des créanciers, mais alors, remarquons-le, le mari aura soin de retirer un écrit, une contre-lettre, pour rétablir la véritable situation (art. 1341).

Dans les deux premières hypothèses, le mari attache à la libéralité déguisée un caractère définitif. En fait, le paiement ne se fera qu'au jour du règlement des reprises de la femme ; mais juridiquement, le mari se dépouille dès à présent. Il se trouve tenu de verser à sa femme, sous couleur de restitution, des valeurs jusqu'à concurrence de la dot reconnue. C'est, comme on l'a analysé, « une donation de biens présents payable à la dissolution du régime et dissimulée sous le déguisement d'un acte à titre onéreux, l'apport prétendu que la femme en aurait fait au moment du mariage » (1).

Mais le mari peut regretter son intention généreuse. Le divorce ou la séparation de corps, même prononcés aux torts de la femme, au lieu de faire perdre à celle-ci les avantages que son époux lui a préparés (art. 299 et 1518), consommerait la donation. Sans supposer ces situations extrêmes, l'ingratitude de la donataire, c'est-à-dire pratiquement son adultère, peut pousser le mari à établir le caractère fictif de la dot pour ensuite non seulement révoquer sa libéralité (2), mais en faire prononcer la nullité radicale. L'on sait en effet que c'est pour la jurisprudence un principe : toute donation dé-

(1) *La vie juridique du Français, loc. cit.*, p. 576, note.

(2) Ce grief est en effet admis comme cause de révocation des donations entre conjoints par contrat de mariage, malgré la généralité des termes de l'article 959 : « Les donations en faveur du mariage ne sont pas révocables pour cause d'ingratitude. » *Planiol, op. cit.*, III, n° 3200 ; *Cass.*, 16 février 1874, D., 74, 4, 197.

guisée est absolument nulle lorsqu'elle intervient entre époux pendant le mariage et même entre futurs époux par contrat de mariage (1). Ne suffira-t-il pas dès lors au donateur d'établir le caractère véritable de la clause? Disons dès maintenant qu'il ne le pourra que si, conformément au droit commun en matière de simulation, il produit un écrit. Cette nécessité cadre mal avec notre hypothèse.

Les héritiers réservataires du mari, quels qu'ils soient : auteurs ou enfants d'un précédent mariage, auxquels la jurisprudence assimile les institués contractuels antérieurs au contrat de mariage renfermant la clause litigieuse (2), seront-ils recevables à établir la simulation afin de priver la femme de son droit d'exercer un prélèvement sur la masse à partager? Oui, ils pourront, théoriquement du moins, critiquer la quittance donnée à la femme par leur auteur. Même solution pour les héritiers réservataires de la femme à l'égard de la déclaration par le mari de prétendus apports.

L'annulation pour cause de simulation ou de fraude des reconnaissances de dot ou d'apport contenues dans un contrat de mariage n'est pas contraire au principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales : on ne tend pas à modifier ces conventions, mais seulement à faire constater que les énonciations qu'elles renferment sont contraires à la vérité (3). Néanmoins ce principe

(1) Art. 1099, al. 2; Cass., 14 avril 1886, S., 86, 1, 289, D., 87, 1, 169; Rennes, 7 avril 1892, D., 92, 2, 245.

(2) Cass., 22 juillet 1884, D., 85, 1, 164, S., 85, 1, 112.

(3) Amiens, 24 janvier 1899, *Gaz. Pal.*, table 1897-1902, v° *Contr. de mar.*, n° 39; Paris, 13 juin 1907, *Gaz. Pal.*, 1907, 2, 182; *Rev. trim. dr. civ.*, 1907, p. 597.

fera bien souvent échouer la demande en annulation et rejeter comme contre-lettre les moyens produits (1)

La contestation ne se heurte pas davantage au caractère authentique des énonciations attaquées. Le contre-dit de l'héritier réservataire, par exemple, ne met pas en doute la sincérité du notaire rédacteur : il tend à établir que celui-ci a reçu de bonne foi des déclarations mensongères. L'officier public a transcrit purement et simplement les indications des parties, il a bien relaté les faits accomplis devant lui, il a exactement décrit les titres produits à ses yeux. Mais les déclarations des parties peuvent être inexactes, et surtout majorées (2). La fraude a consisté dans la simulation d'apports ou de constitution de dot. Des valeurs au porteur empruntées à un banquier, un changeur, ont été montrées à l'officier ministériel ; un comparse lui a été présenté comme constituant de la dot. Remise est faite au mari devant le notaire de la somme convenue, les signatures sont apposées, et une fois hors de l'étude, l'on rend les titres au pseudo-constituant. L'extrême facilité de cette fraude doit faire admettre une preuve peu rigoureuse, quoique contre un titre authentique.

Au lieu de faire croire à la propriété de valeurs em-

(1) Dalloz, *Rép.*, v^o *Contr. de mar.*, n^o 384.

(2) « Dans certaines grandes villes industrielles, il est d'usage courant, en prévision de la faillite possible du gendre commerçant, d'ajouter un zéro au chiffre de la dot. » Sumien, *Examen doctrinal*, *Rev. crit.*, 1907, p. 607. — Rapp. Cour de Paris, 13 juin 1907, *Gaz. Trib.*, 8-9 juillet 1907 : le contrat énonçait que la femme apportait 103.000 francs en espèces, alors qu'en réalité elle n'apportait que 3.000 francs. Le mari produisit une lettre de sa femme : « Je certifie, pour rendre hommage à la vérité, n'avoir apporté en dot que la somme de 3.000 francs sur les 103.000 francs stipulés dans le contrat. »

pruntées ou purement imaginaires, les époux pourraient, semble-t-il, arriver au même résultat en donnant à leurs biens une estimation inexacte, fraude qui serait d'autant plus facile que cette évaluation est l'œuvre personnelle des parties. Il faudrait alors faire intervenir à nouveau la théorie de la simulation. En fait cependant, les conjoints ne choisiront pas ce moyen. L'exagération de l'évaluation serait rarement assez considérable pour permettre les fraudes et soulever les difficultés que nous avons indiquées, d'autant plus que la plus grande partie des fortunes mobilières, les titres de portefeuille, portent en eux-mêmes l'indication de leur valeur. Cette remarque étant faite, prenons la question dans son ensemble : les époux doivent-ils accepter le chiffre de la reprise d'après l'estimation portée au contrat de mariage ? S'il s'agit de l'apport de la femme, le mari ou ses créanciers peuvent trouver le chiffre trop élevé, la femme peut le considérer comme trop bas ; la situation inverse peut aussi se présenter, en envisageant les apports du mari. Faut-il en pareille occurrence autoriser l'époux qui souffre d'une inexactitude à la faire rectifier ?

Quand l'estimation n'a pas valu vente, nous admettons qu'en principe les époux peuvent la faire réformer, si elle est trop forte ou trop faible. L'estimation n'a pas attiré l'attention des époux, elle n'est pas l'élément d'un contrat véritable, un prix bien délibéré. On a grossi le chiffre par amour-propre, ou diminué en vue de l'enregistrement. Serait-il juste que le mari fût obligé de rendre 100.000 francs, alors qu'il n'en a reçu que 20.000 ? Et si les objets trop peu estimés ne se retrouvent pas lors de la dissolution, ne faut-il pas, en équité, accorder au

conjoint la reprise de la valeur réelle, et non pas seulement du montant de l'estimation ? Ce qui est vrai pour les époux l'est à plus forte raison pour les tiers intéressés étrangers au contrat.

Lorsque les conjoints, en estimant leurs effets mobiliers, les ont vendus à la communauté ; ou bien lorsque, faute d'avoir joint à l'estimation une désignation suffisante, ils se sont mis dans l'impossibilité de reprendre les objets dans leur individualité ; l'erreur dans l'estimation restera sans remède, quel que soit le patrimoine lésé. En effet, la lésion n'est pas une cause de rescision pour l'acheteur (art. 1683), et elle ne fonctionne jamais à propos des ventes de meubles (arg. art. 1674).

En cette matière de dots fictives, c'est au moyen de simulations de sommes d'argent que la fraude triomphe le plus aisément. La démonstration de la non-réalité des espèces (dot du mari), ou de leur non-versement (dot de la femme, cas plus fréquent), est de nature à soulever bien des difficultés pratiques. Nous verrons que la jurisprudence exige parfois l'indication d'une origine non douteuse des sommes déclarées.

APPENDICE. — Résumé du chapitre premier

En examinant les différentes fins auxquelles peut tendre la justification des effets mobiliers apportés en mariage ou advenus aux époux au cours de la communauté, nous avons vu que l'*objet* de la preuve à administrer, c'est-à-dire ce qui doit être prouvé, varie suivant les situations. La question peut revêtir cinq aspects différents. Ce peut être : 1° la détermination de la *consistance* des effets dont se composait la masse mobi-

lière possédée au moment du mariage ou échue depuis; 2° la démonstration de la réalité du *versement* des biens déclarés apportés, leur *réception* effective par le mari; 3° l'*identité*, la preuve que tels ou tels meubles actuellement dans la masse sont les mêmes que les meubles demeurés propres à tel époux; 4° la fixation de la *valeur* du mobilier réservé propre qui n'existe plus au moment des reprises ou qui n'avait pas le caractère de propre parfait; 5° l'indication de l'*origine* des valeurs réclamées, c'est-à-dire la preuve qu'elles proviennent bien d'une succession, par exemple, puisque c'est précisément à cause de cette provenance qu'elles ont le caractère de propre.

Connaissant l'objet de la preuve, nous devons maintenant rechercher la *qualité* de cette preuve.

Nous avons déjà rencontré quelques règles de détail concernant l'un ou l'autre des différents éléments de la preuve des apports mobiliers des époux sous le régime de communauté. Mais ces règles, édictées à propos de cas particuliers, ne peuvent, dans une circonstance où elles sont susceptibles de se rencontrer toutes, s'appliquer concurremment. C'est qu'en effet, comme le dit fort justement M. Weiss, « il y a en cette matière une lacune dans la loi. Les textes nous présentent des solutions fragmentaires : ils contiennent des lambeaux de règles : mais ils ne formulent pas une règle au vrai sens du mot » (1).

Un seul point est certain et d'une portée générale : c'est toujours au conjoint réclamant à justifier de sa prétention. Ce principe de droit commun (art. 1315),

(1) P. F., 1906, 1, 291, note.

déjà expressément appliqué aux immeubles par l'article 1402, est consacré pour les meubles par les articles 1498 et 1499. L'article 1498 le met en évidence par ces mots : « après que chacun des époux a prélevé ses apports *dûment justifiés*, le partage se borne aux acquêts », et l'article 1499 dit : « le mobilier est *réputé* acquêt ». Le législateur montre d'ailleurs par cette dernière expression qu'il ne constate pas une situation acquise, mais qu'il entend édicter une présomption. Mais quelle est la force de cette présomption : peut-on la renverser et par quels moyens ?

Comme les textes ne s'accordent pas et comme, d'autre part, il est impossible d'admettre que le législateur ait entendu se contredire à quelques lignes de distance, nous sommes obligés de penser qu'il a sous-entendu une distinction. Cette distinction, quelle est-elle ?

Y a-t-il lieu de distinguer entre le mobilier présent et le mobilier futur des conjoints ? Les preuves seront-elles de même nature, soit que les époux se trouvent seuls en présence, soit que le conflit surgisse entre l'un des conjoints et les créanciers de l'autre ? Faudra-t-il simplement distinguer suivant que les époux se présenteront comme propriétaires des biens revendiqués à titre de propres ou comme créanciers de la valeur de ces propres ?

Tandis que la Cour de cassation et la majorité des Cours d'appel ont progressivement élaboré par des solutions particulières une distinction fondée sur la qualité des personnes en présence, se souciant ainsi de donner dans chaque cas satisfaction immédiate aux intérêts enchevêtrés, une importante partie de la doctrine et quelques juridictions se sont ralliées à une autre dis-

tion proposée par M. Bufnoir, d'une conception plus formaliste pour ainsi dire, considérant le caractère, réel ou personnel, de la réclamation. Deux autres systèmes : l'un, d'interprétation étroite de chaque article, exposé par M. Laurent ; l'autre, enseigné par M. Saleilles, plus rapproché des principes du droit commun, ont tenté la conciliation des textes.

Nous passerons successivement en revue ces différents systèmes en insistant d'abord sur celui de la jurisprudence dont les décisions isolées forment aujourd'hui un corps de doctrine dont toutes les parties se tiennent et dont nous nous efforcerons de faire ressortir l'enchaînement.

Nous discuterons ensuite leur valeur sans avoir toutefois la prétention d'émettre une nouvelle interprétation.

Mais avant d'étudier comment les interprètes modernes, tribunaux et jurisconsultes, ont résolu ce problème, nous devons chercher « en interrogeant les précédents historiques, s'il n'existait pas dans notre ancien droit quelque donnée communément acceptée, formant une règle générale, à laquelle le Code civil se serait référé, qu'il aurait tacitement adoptée et maintenue, sauf les restrictions qu'il aurait jugé nécessaire d'apporter pour certaines hypothèses particulières, directement réglées par lui » (1).

(1) Weiss, *op. cit.*

CHAPITRE II

HISTORIQUE

Les coutumes et nos anciens auteurs se sont peu occupés des questions de preuve en notre matière. Ce silence s'explique naturellement par la raison que ces questions, si importantes aujourd'hui, ne présentaient qu'un intérêt secondaire à une époque où la communauté d'acquêts était assez rare, où la fortune consistait surtout en immeubles, et où les biens meubles se réduisaient à quelques objets sans valeur de rapport, tels que bijoux, objets d'art, meubles d'ameublement et de toilette : *vilis mobilium possessio*.

Mais dès le XIII^e siècle, la fortune mobilière recevant du développement du commerce une plus grande importance, la conception primitive d'une communauté de tous les meubles et des conquêts immeubles commença à s'altérer. L'on prit l'habitude d'en modifier les règles par des clauses antérieures au mariage.

Pour éviter les conséquences injustes de la mise en communauté de richesses mobilières inégales, les époux exclurent souvent du patrimoine commun, par une clause dite de réalisation, une quotité ou même la totalité de leur mobilier. Ces biens constituaient ce qu'on appela des propres imparfaits, c'est-à-dire qu'ils deve-

naient la propriété de la communauté et que les époux, à la dissolution du mariage, n'avaient droit qu'à une valeur en argent et non à des objets déterminés, à leurs meubles réservés propres. Pothier s'exprime ainsi à cet égard : « les meubles réalisés étant des choses qui se consomment par l'usage même qu'on en fait, *quæ usu consumuntur*, ou du moins qui s'altèrent et deviennent de nulle valeur par un long usage, pour que la communauté en puisse avoir la jouissance, et pour conserver en même temps au conjoint qui les a réalisés quelque chose qui lui tienne lieu du droit de propriété qu'il a entendu se réserver par la convention de réalisation; il a été nécessaire d'abandonner à la communauté ces meubles réalisés et de laisser au mari, chef de la communauté, le droit de les aliéner et d'en disposer, sans quoi la communauté n'en pourrait pas avoir la jouissance. Il a fallu aussi, pour conserver au conjoint son droit de propriété sur les meubles qu'il a réalisés, lui donner une créance de reprise de la valeur des effets réalisés, qu'il aura droit d'exercer contre la communauté lors de sa dissolution » (1).

Cette qualité de propre pouvait encore être attribuée à un objet mobilier donné sous la condition qu'il serait exclu de la communauté, car, disait-on, tout donateur a le droit d'imposer telle condition que bon lui semble. C'était là une seconde catégorie de meubles imparfaits.

Ainsi, dans l'ancien droit, on admettait la notion de meubles réservés propres, mais on n'admettait pas que les époux eussent une propriété actuelle sur ces biens. Ils n'avaient qu'une propriété virtuelle se tradui-

(1) Pothier, *Communauté*, n° 325.

sant par un droit de créance. En d'autres termes, la reprise avait toujours lieu en deniers.

Si sur la question de la preuve des reprises mobilières aucune théorie d'ensemble ne paraît avoir été construite autrefois, il y a, par contre, un point que les commentateurs des coutumes ont longuement étudié : c'est la clause de séparation de dettes, c'est-à-dire l'engagement pris par les époux de payer séparément leurs dettes antérieures au mariage. Cette clause était prévue par l'article 222 de la coutume de Paris qui s'exprimait ainsi : « Combien qu'il soit convenu entre deux conjoints qu'ils paieront séparément leurs dettes faites auparavant leur mariage, ce néanmoins ils en seront tenus, s'il n'y a inventaire préalablement fait, auquel cas ils demeurent quittes représentant l'inventaire ou l'estimation d'icelui. » Nous connaissons l'hypothèse visée par cette disposition et nous savons comment les créanciers seraient lésés s'ils ne conservaient leur gage dans son intégrité et s'ils ne pouvaient poursuivre dans le patrimoine de la communauté les apports de l'époux débiteur. Mais leur droit étant restreint à ces biens qui constituaient leur gage initial et ne s'étendant pas aux apports de l'autre époux, la difficulté qui se présente est de reconnaître les patrimoines respectifs. Il s'agit de déterminer l'origine et l'identité des apports pour limiter le droit de poursuite des créanciers.

A cet égard l'ancien droit s'était montré très rigoureux. Il distinguait les rapports des époux entre eux et les rapports des époux avec les créanciers.

Lorsque l'exclusion portait sur les dettes de la femme, le mari, pour mettre obstacle à la poursuite des créanciers sur ses apports personnels et sur les autres

biens de communauté, était tenu de représenter un inventaire. Si cet inventaire établissait la consistance du mobilier de la femme, le droit de gage des créanciers se trouvait par là même limité. Si l'inventaire portait seulement sur le mobilier du mari, les créanciers conservaient un droit de poursuite sur les biens de la communauté. Or, le patrimoine commun comprend les meubles de la femme ; par suite les créanciers qui ont action sur les biens du mari peuvent poursuivre tous les biens de la communauté et, par conséquent, les apports de la femme qui sont devenus la propriété de la communauté. A ce sujet, Ferrière (1) dit expressément :

« Cette clause de séparation des dettes n'empêche pas que les créanciers ne fassent saisir et exécuter les meubles de la femme contenus dans son inventaire, parce que le mari est maître de la communauté. » La clause n'empêche pas, dit Renusson (2), « que les effets mobiliers contenus en l'inventaire entrent en la communauté, et que le mari n'en soit le maître et seigneur, qu'il n'en puisse disposer... et si la femme vient à renoncer à la communauté, elle n'y peut rien prétendre. » Lebrun (3) et Pothier (4) donnent la même solution. Nous lisons dans Bourjon (5) : « De la part du mari, l'état de ses biens n'ajoute rien à la clause de séparation de dettes ; elle a toujours pour lui le même effet et se réduit à l'indemnité, attendu sa qualité de chef de communauté. »

(1) Ferrière, *Coutume de Paris*, glose de l'art. 222.

(2) Renusson, *Traité des propres*, part. I, chap. XI, n° 7.

(3) Lebrun, *Communauté*, liv. II, chap. III, sect. 4, n° 2.

(4) Pothier, *op. cit.*, n° 363.

(5) Bourjon, *Droit commun de la France, Communauté*, part. III, chap. IV, sect. 2, n° 7.

Il ajoute: « telle est la doctrine du Châtelet de Paris. »

Pour que la clause fût opposable aux créanciers, il fallait un inventaire, et c'était le seul mode de preuve autorisé. A son défaut, « ny la femme ny le mari ne seraient recevables à vérifier par témoins contre les créanciers ce qu'ils ont apporté en mariage » (1). L'inventaire doit être fait « avant les épousailles ou bénédiction nuptiale » (2) et il « doit être avec les deux conjoints, car tout inventaire doit être fait avec un légitime contradicteur » (3). Il ne suffit pas d'ailleurs d'une estimation en bloc. « Cette clause n'équipolle pas à un inventaire, elle ne sert que pour sçavoir la valeur des meubles que la femme met dans la communauté pour la reprendre en renonçant en cas de stipulation de reprise » (4).

L'exigence d'un inventaire se justifiait par la nécessité d'assurer aux créanciers la conservation de leur gage. On avait redouté l'emploi des modes usuels de preuve pour en établir la consistance. Le droit de distraire ses apports afin de repousser les poursuites des créanciers de son conjoint n'appartenant qu'au mari vis-à-vis des créanciers de la femme, on avait trouvé qu'il n'y avait rien d'excessif à exiger de lui un soin tout particulier et à lui imposer la formalité de l'inventaire.

Entre époux, la convention de séparation de dettes produit tous ses effets sans qu'il soit nécessaire de recourir à un inventaire (5). Dans ce cas, c'est une simple

(1) Bacquet, *Traité des droits de justice*, chap. XXI, n° 100.

(2) Bacquet, *op. cit.*, n° 101.

(3) Lebrun, *op. cit.*, n° 1.

(4) Ferrière, *op. cit.*, glose de l'art. 222.

(5) Lebrun, *op. cit.*, n° 11.

question de récompense qui se pose : l'époux débiteur doit faire raison à l'autre de l'acquittement de ses dettes des deniers de la communauté.

Bacquet (1), prévoyant le cas où les époux ont stipulé dans leur contrat que leurs apports seraient exclus de la communauté, en d'autres termes, l'hypothèse d'une communauté réduite aux acquêts, s'exprime ainsi : « La confection d'inventaire est nécessaire d'une part et d'autre, quand l'homme et la femme ont contracté mariage, aux biens et droits qui leur appartiennent, qu'ils promettent d'apporter l'un avec l'autre, dedans le jour de leur mariage et épousailles, sans toutefois que les biens qui ainsi seront par eux et chacun d'eux portés l'un avec l'autre, soient aucunement communs entre eux, ny que l'un des futurs mariez, ny leurs hoirs et ayants-cause y puissent prétendre ou demander l'un sur l'autre aucun droit, part et portion, mais seront ces biens repris par chacun desdits futurs mariez ou leur héritiers, au jour de la dissolution de leur futur mariage, tels et ainsi que chacun d'eux les auront portés l'un avec l'autre ensemble. Et à cette fin, les futurs conjoints feront inventaire de ce qu'ils apporteront, ou récolement de leurs inventaires en la présence de chacun d'eux. » Ce passage faisant suite immédiatement à la question de la séparation de dettes, on peut en inférer que, dans la pensée de l'auteur, les règles applicables à la première question devaient s'appliquer à la seconde, c'est-à-dire qu'en matière de reprises comme en matière de séparation de dettes, l'inventaire est nécessaire seulement vis-à-vis des créanciers.

(1) *Op. cit.*, n° 105.

Notre ancien droit connaissait aussi la clause de réa-lisation tacite. Les époux s'engageaient à faire un apport de telle valeur, et le surplus de l'apport se trouvait par là même réalisé de plein droit ; la communauté en était comptable envers l'époux qui l'avait apporté. La question de preuve se posait de nouveau et très nettement quand il fallait établir la libération de la dette d'apport ou bien l'existence et le montant de la créance.

Le problème présentait un double aspect. Pour démontrer d'abord que l'apport avait bien été effectué, réellement versé à la communauté, la femme devait produire une quittance du mari (1), laquelle devait, en principe, être authentique et antérieure au mariage (2) ; quant au mari, il ne devait pas produire de quittance pour justifier de son apport : la simple déclaration dans le contrat de mariage de la valeur de son mobilier suffisait (3). Il fallait ensuite établir la consistance de l'apport promis ou de l'excédent de la fortune : sauf le cas où la valeur des apports était fixée par une estimation globale, et celui où l'apport était fait en deniers, toute reprise en valeur suppose un état descriptif des biens réclamés. Aussi, les anciens auteurs posèrent-ils d'abord en principe que la preuve normale serait l'inventaire. Mais elle ne demeura pas longtemps la preuve exclusive et on se montra de plus en plus large dans l'admission des moyens de preuve subsidiaires.

L'évolution de la doctrine et de la jurisprudence est caractérisée par trois phases successives :

(1) Pothier, *Coutume d'Orléans, Communauté*, n° 45.

(2) Lebrun, *op. cit.*, n°s 48-49.

(3) Pothier, *op. cit.*, *ibid.*

Au début et jusqu'au XVI^e siècle, l'inventaire fut le seul procédé possible pour justifier du droit aux reprises et pour en établir le montant. Nous avons rapporté plus haut l'opinion de Bacquet sur ce point. Cette formalité de l'inventaire était rigoureuse et parfois vexatoire. Aussi, dès le XVII^e siècle, la jurisprudence, se relâchant de sa sévérité primitive, arriva à se contenter d'un acte écrit. « S'il n'a pas été fait d'inventaire avant la célébration du mariage, nous dit Auzanet, les meubles, droits et effets mobiliers qui appartiendront à chacun des conjoints entreront en la société conventionnelle, à la réserve de ceux qu'on justifiera *par écrit* leur avoir appartenu au temps des épousailles » (1).

Cette règle est également formulée d'une façon très nette dans les arrêtés de Lamoignon. L'article 9, titre 32, des arrêtés est ainsi conçu : « Si par le contrat de mariage il est convenu que le total ou une partie des effets mobiliers des deux conjoints ou de l'un d'eux leur tiendra nature de propres, la convention n'aura aucun effet, s'il n'en a été fait inventaire avant la célébration du mariage ou le même jour, par devant notaires ou d'autres personnes publiques, signé des conjoints ou avec déclaration de ne savoir signer ; et au défaut d'inventaire, celui en faveur duquel a été fait la convention ne reprendra que ce qu'il justifiera *par écrit* lui avoir appartenu lors des épousailles. »

Sur la fin du XVIII^e siècle, on paraît s'être accommodé de toute espèce de preuves. Par une faveur spéciale, la preuve par commune renommée fut accordée

(1) Auzanet, *Coutume de Paris*, p. 439.

à la femme, à ce que nous apprend Lebrun (1). Pothier (2) étend au mari ce mode exceptionnel de preuve autorisé pour la femme. Et à raison de l'influence que le mari peut exercer sur sa femme pendant le mariage, Pothier recommande aux juges de montrer à l'égard de celle-ci plus d'indulgence pour la reprise de ses propres.

Quelques coutumes avaient adopté la communauté d'acquêts comme régime de droit commun. Les questions de preuve devaient s'y présenter souvent. Dunod, sur la Coutume de Bourgogne, nous dit : « Les meubles qui se trouvent dans la communauté sont réputés acquêts, à moins qu'on ne prouve qu'ils sont anciens à l'un des conjoints, ce que l'on peut faire par témoins, puisque c'est la preuve d'un fait et non d'une convention. L'on considère aussi lequel des conjoints avait un ménage assorti de meubles au temps du mariage : circonstance qui, jointe à la condition des parties, favorise la preuve sur la qualité et quantité des meubles qui appartenaient aux conjoints au temps de leur mariage. L'arbitrage du juge a beaucoup de part dans le règlement de ce qui doit être prélevé lorsque les preuves ne sont pas spécifiées sur chaque meuble en particulier ou sur leur espèce » (3).

En résumé, la conclusion à tirer de ces constatations historiques c'est que la question de preuve n'a pas été traitée dans son ensemble par nos anciens auteurs. Il résulte seulement de leurs observations que le droit

(1) Lebrun, *op. cit.*, liv. III, chap. II, sect. 2.

(2) Pothier, *op. cit.*, n° 300.

(3) Rapporté par Tissier, *Revue bourguignonne*, 1901, p. 111.

coutumier, rigoureux à l'origine sur les preuves à fournir, s'est départi peu à peu de sa sévérité, et s'est enfin relâché au point d'admettre, dans son dernier état, même la preuve par commune renommée, sans distinguer si la reprise avait lieu à l'encontre des créanciers ou entre époux, qu'il s'agisse du mobilier présent ou du mobilier futur, que la demande soit faite par le mari ou par la femme, sauf recommandation aux juges de montrer envers celle-ci plus de bienveillance.

Il est à croire que des difficultés naquirent précisément de cette grande latitude laissée aux époux, difficultés dont les rédacteurs du Code civil paraissent avoir l'expérience et craindre le retour. A la discussion devant le Conseil d'Etat, Maleville demandait l'adoption de la communauté d'acquêts comme régime légal. « A défaut de renseignements, dit-il, les meubles sont censés appartenir à celui dans l'habitation duquel les époux se sont établis ; si chacun avait son domicile meublé, ils sont présumés propres par moitié : si aucun n'avait de domicile meublé, ils sont censés acquêts (1). » Berlier, voulant au contraire que la communauté légale comprenne, outre les acquêts, les meubles respectifs présents et futurs des époux, s'écriait : « Que l'on admette des distinctions en cette matière et l'on ne pourra plus y faire un pas sans inventaire. Que d'embarras dans cette seule obligation, et que de difficultés dans le récolement ! Reconnaîtra-t-on facilement après un long usage les meubles qui auront appartenu au mari ou à la femme et qui auront été longtemps confondus ? Et si, à défaut de documents écrits, il faut arriver par

(1) Fenet, *Travaux préparatoires*, XIII, p. 549 et s.

la preuve vocale à la connaissance de ce qui appartient à chacun, où en sera-t-on ? Que deviendront surtout le bonheur et le repos des familles ? » (1)

La proposition de Maleville fut rejetée.

« Les associés, dit Troplong, opèrent un mélange de leur actif mobilier d'où résulte l'impossibilité d'en retrouver l'origine et les parts » (2).

C'est en s'inspirant de ce motif, déjà invoqué par Berlier, et par réaction contre les tendances trop larges de l'ancien droit, que les rédacteurs du Code ont voulu réglementer les preuves à fournir en cette matière, ce qu'ils n'ont fait malheureusement que d'une façon bien confuse et bien obscure.

(1) Fenet, *op. cit.*, XIII, p. 668.

(2) *Du contrat de mariage*, I, p. 402.

DEUXIÈME PARTIE

Régime de la communauté réduite aux acquêts

CHAPITRE PREMIER

SYSTÈME DE LA JURISPRUDENCE

SECTION I. — Preuve dans les rapports des époux entre eux

1. — *Mobilier présent*

L'article 1499, commun au mobilier présent et au mobilier futur, établit de la façon suivante la règle applicable à notre matière : « Si le mobilier existant lors du mariage ou échu depuis n'a pas été constaté par inventaire ou état en bonne forme, il est réputé acquêt. »

Faut-il dire avec Laurent (1) que ce texte, après avoir établi la présomption d'acquêts, indique limitativement par les mots « inventaire ou état en bonne forme » les seuls moyens de preuve par lesquels on pourra renverser cette présomption et qu'à défaut de l'un ou de l'autre de ces deux modes de preuve légale,

(1) *Principes de droit civil français*, XXIII, p. 172.

la preuve contraire sera impossible ? Non ; il n'existe aucune disposition qui interdise aux époux *dans leurs rapports entre eux*, de combattre par d'autres moyens la présomption d'acquêts. Il faut donc admettre, quand il s'agit de statuer sur une réclamation entre les conjoints eux-mêmes ou leurs héritiers, que la règle posée constitue une présomption *juris tantum*, susceptible d'être combattue par la preuve contraire (1). Néanmoins, régulièrement et en principe, la preuve doit se faire soit par un inventaire dressé précisément en vue de distinguer les meubles propres des meubles de la communauté, soit par un état en bonne forme.

L'inventaire dont il est ici question est un acte authentique dressé par un notaire et contenant l'énumération descriptive et estimative des effets mobiliers composant la masse des biens, ainsi que l'énonciation et l'analyse sommaire des papiers qui en dépendent (2). Cette énumération descriptive et cette évaluation sont nécessaires pour établir la consistance des objets, leur identité et leur valeur. Ainsi, la Cour de Douai a jugé, le 28 avril 1890, qu'il n'y avait pas inventaire si chaque objet n'était pas individualisé nettement et si l'on s'était contenté d'une estimation globale (3).

A défaut d'inventaire, la loi admet un état en bonne forme, c'est-à-dire un écrit contenant une énumération et suffisamment explicite, tel que celui qui se trouverait dans un compte de tutelle, ou qui serait annexé à la minute d'un acte de donation mobilière.

L'inventaire qui ne serait dressé qu'après la célébra-

(1) Pau, 10 décembre 1858, D., 59, 2, 48.

(2) Garsonnet, *Traité de Procédure*, VI, nos 1257 et 1260.

(3) D., 91, 2, 334.

tion du mariage serait-il néanmoins efficace ? Tout le monde reconnaît que, par analogie de l'article 1510, il ne serait pas opposable aux créanciers, et la difficulté est seulement de savoir s'il produirait son effet entre les époux. Bugnet, dans ses notes sur Pothier, répond négativement (1) : ce serait, dit-il, une modification aux conventions matrimoniales. Nous préférons adopter l'opinion contraire enseignée par Pothier et par la majorité des auteurs (2), opinion d'ailleurs consacrée par un arrêt de la cour de Poitiers du 15 novembre 1856, décidant que l'état ne peut être contesté seulement à raison de sa date par les héritiers de l'un des époux. « Il ne résulte expressément ou virtuellement d'aucune disposition de la loi, dit cet arrêt, que, pendant la durée de l'union conjugale, la femme n'a point capacité suffisante pour reconnaître au profit de son mari la nature et l'importance des objets mobiliers qui pouvaient appartenir à ce dernier au moment où elle a contracté (3). » Cet état toutefois ne s'imposerait pas aux juges et ceux-ci auraient égard aux circonstances, notamment si l'inventaire était produit par le mari, car la signature de la femme pourrait n'être que le résultat d'une surprise.

Dé même, il a été jugé par la Cour de cassation que « si, au moment du mariage, le mari était intéressé dans une maison de banque dont les bénéfices s'établissaient à la fin de chaque année, on pouvait reconnaître que, de ces bénéfices constituant un propre, la

(1) N° 298.

(2) Pothier, *Communauté*, n° 298 ; Rodière et Pont, *op. cit.*, II, n° 4266 ; Aubry et Rau, *op. cit.*, V, p. 450.

(3) D., 66, 2, 68, S., 66, 2, 498.

valeur pouvait être fixée par appréciation des inventaires sociaux » (1).

Supposons maintenant que l'on ne produise ni inventaire ni état en bonne forme : les époux vont se heurter à la présomption d'acquêts. Comment pourront-ils la combattre ? Le principe est posé par la Cour de cassation de la façon suivante : « c'est aux tribunaux et aux cours qu'il appartient d'apprécier les preuves supplétives qui peuvent être fournies à l'appui des demandes des époux en prélèvement de leurs apports respectifs » (2). Mais « l'admission de ces preuves n'en est pas moins soumise au droit commun » (3).

Ainsi, de ce que les preuves pour combattre la présomption d'acquêts peuvent être fournies selon le droit commun, il résulte que des livres de commerce régulièrement tenus, corroborés d'ailleurs par d'autres documents, pourraient servir de preuve (4). Les registres et papiers domestiques où le chef de famille inscrit successivement, afin d'en conserver la mémoire, tous les actes de son administration domestique, ventes, achats, recettes, paiements..., s'ils offrent toute apparence de sincérité, seront même utilement invoqués comme titres (5). Des états dressés par le mari de sa fortune personnelle, états renforcés par des documents de toute nature, ont été admis par la Cour de Grenoble comme

(1) Cass., 30 juillet 1872, D., 73, 1, 241, S., 72, 1, 326.

(2) Cass., 19 juillet 1864, D., 65, 1, 66 ; 22 juillet 1889, D., 90, 1, 421, S., 93, 1, 405.

(3) Cass., 2 mars 1904, D., 04, 1, 615, S., 04, 1, 260.

(4) Agen, 2 juillet 1869, D., 70, 2, 185, S., 70, 2, 43.

(5) Cass., 29 décembre 1902, P. F., 05, 1, 260 ; Liège, 11 février 1903, *Pasicr.*, 03, 2, 224.

preuve suffisante (1). L'évaluation faite dans le contrat de mariage et concordant sensiblement avec le total de fortune indiqué dans les états a été considérée comme constituant une approbation officielle donnée par les parties contractantes aux états dressés par le mari.

L'acte public qui a conféré avant le mariage un office ministériel à l'un des conjoints suffit pour renverser la présomption d'acquêts (2).

Un écrit sous signatures privées fait également preuve de la qualité de propre. Ainsi, dans un état constatant leur mobilier présent, les époux avaient omis un billet souscrit au profit de la femme avant son mariage, et le mari prétendait englober le billet dans les biens communs ; la Cour de cassation a rejeté cette prétention : « Attendu qu'il résulte du billet et de la déclaration affirmative faite par le souscripteur dudit billet devant le juge de paix, que cet effet a été souscrit au profit de la dame B. avant son mariage » (3).

Un commencement de preuve par écrit, complété par des témoignages, peut constituer un mode de preuve recevable (4). La simple preuve par témoins serait, par application du droit commun, certainement admissible en faveur de l'un des conjoints lorsque la valeur de ses apports ne dépasse pas 150 francs ; ce cas est, il est vrai, plutôt hypothétique sous le régime d'une communauté conventionnelle !

(1) D., 1877, 1, 353.

(2) Bordeaux, 19 février 1856, D., 56, 2, 177.

(3) Cass., 17 août 1825, D., *Rép.*, v° *Contrat de mariage*, n° 2619, note 2.

(4) Pour les reprises de la femme : Pau, 10 décembre 1858, D., 59, 2, 18. — En sens contraire, pour les reprises du mari : Douai, 2 avril 1846, D., 47, 2, 198.

L'aveu de l'un des époux fait tomber la présomption d'acquêts, mais il n'est valable qu'autant qu'il émane d'une personne capable : la femme mariée en secondes noces qui, en l'absence d'inventaire ou d'état, voudrait reconnaître la consistance des propres de son premier époux, devrait être spécialement autorisée par son second mari (1).

Quant au serment, les juges se réservent le droit d'apprécier s'il existe dans les circonstances de la cause des motifs de refuser ou d'autoriser ce mode de preuve (2).

Une énumération des apports des conjoints contenue au contrat de mariage et trop peu explicite pour constituer un inventaire peut cependant servir d'élément de preuve susceptible d'être complété par tous moyens, ces derniers étant d'ailleurs extrêmement variables, suivant la nature des biens litigieux. Ainsi, la Cour de Paris a jugé que la simple mention dans le contrat de mariage d'un fonds de commerce apporté par la femme suffisait à établir, même en l'absence d'inventaire, la qualité de propre (3).

Si, comme il arrive trop fréquemment, le contrat de mariage se borne à mentionner le mobilier en bloc, avec estimation de sa valeur totale, l'époux qui a apporté le mobilier pourra-t-il prélever sur la communauté la valeur fixée par le contrat ? L'affirmative ne paraît pas douteuse. Il s'agit là d'une valeur reconnue par les deux parties avant leur mariage. Comment cette

(1) Limoges, 3 août 1860, D., 61, 2, 48, S., 61, 2, 241.

(2) Agen, 8 décembre 1858, D., 59, 2, 18.

(3) Paris, 23 février 1835, D., *Rép.*, v° *Contrat de mariage*, n° 2616.

reconnaissance ne serait-elle pas opposable par l'une d'elles à l'autre ? Toutefois, l'estimation ne prouvant qu'une seule chose, à savoir la valeur du mobilier revendiqué comme propre, l'époux demandeur aura à fournir la preuve que l'apport de ce mobilier a été effectué.

Faut-il autoriser les époux à faire, par témoins au-delà de la limite du droit commun, ou sans réserve par commune renommée, la preuve de la consistance du mobilier qu'ils ont apporté en mariage ?

A cet égard, trois opinions sont en présence.

Ecartons tout d'abord la première, professée par Toullier (1) et par Glandaz (2), dans laquelle on applique comme pour le mobilier échu pendant le mariage la disposition de l'article 1504 ; d'où la conclusion que la femme seulement pourrait prouver par témoins et commune renommée. Nous répondons : tant que le mariage n'a pas été célébré, la femme n'est pas sous la dépendance du mari, et l'obligation pour celui-ci de faire inventorier le mobilier de son épouse n'existe pas ; les futurs époux, jouissant l'un comme l'autre d'une entière liberté d'action, doivent être tous deux traités de la même manière. Il n'y a aucune raison d'accorder à l'un la preuve par commune renommée en ne permettant à l'autre que la preuve par titre.

Il reste donc deux systèmes. Dans l'un, la preuve par commune renommée est permise aux deux époux (3) ;

(1) *Droit civil français*, XIII, n° 305.

(2) *Encycl.*, v° *Comm. conj.*, n° 388.

(3) Pothier, *Communauté*, n° 300 ; Rodière et Pont, *op. cit.*, II, n° 1273.

dans l'autre, aucun des deux ne peut user de la preuve par témoins ou par commune renommée (1).

Nous trouvons téméraire de vouloir, comme on le fait dans le second système, argumenter de ce que la preuve par commune renommée était permise dans l'ancienne jurisprudence ; car cet usage perd toute sa valeur en présence de la règle contraire posée par l'article 1499.

Il faut donc s'arrêter au troisième système, et dire qu'aucun des époux ne pourra user de la preuve par témoins ou par commune renommée. En effet, la preuve testimoniale n'est permise qu'exceptionnellement à ceux qui n'ont pu se procurer une preuve écrite ; or, il est clair qu'avant le mariage, aucun empêchement n'existe ni pour la femme ni pour le mari de faire dresser, à défaut d'état en bonne forme préexistant, l'inventaire exigé par l'article 1499. On ne saurait tirer argument de l'article 1504 qui vise expressément le mobilier échu *durante matrimonio*, et reste muet sur le mobilier existant lors de la célébration du mariage. La règle de l'article 1499 n'est d'ailleurs que l'application des principes généraux et la femme ne saurait se plaindre, puisqu'il s'agit de son mobilier antérieur au mariage et d'une preuve qu'elle aurait dû et pu se procurer à une époque où elle jouissait d'une indépendance complète. La jurisprudence paraît être dans le sens de cette opinion : ainsi la Cour de cassation (2) a confirmé un arrêt de la Cour de Pau qui refusait au mari la preuve par témoins parce qu'il ne produisait aucun titre. Dans le

(1) Aubry et Rau, *op. cit.*, V, § 522, n° 14 ; Marcadé, *op. cit.*, art. 1499, n° 3 ; Bonnier, *Traité des preuves*, 4^e éd., I, n° 243.

(2) Cass., 20 août 1884, D., 85, I, 312, S., 85, I, 126.

même sens, la Cour de Grenoble (1) a décidé que « les preuves à fournir ne sont pas de simples indications obtenues par commune renommée ou par témoignages, mais des preuves littérales procédant de titres ou de documents avérés. » Enfin, un arrêt de Paris, du 3 avril 1884 (2), a refusé à la femme la preuve par commune renommée pour établir la consistance de la communauté au moment d'une demande en séparation de biens, et tous les arguments invoqués par l'arrêt s'appliquent *a fortiori* au mobilier des époux antérieur au mariage.

Preuve de la réception

Il ne suffit pas de faire la preuve de la consistance ou de la valeur du mobilier : il faut, en outre, justifier que le mobilier a été réellement mis par les époux à la disposition de la communauté, que les meubles de la femme notamment ont été remis au mari, administrateur des trois patrimoines.

Ecartons dès maintenant le cas où le mobilier existant encore en nature a été inventorié ou compris dans une clause d'apport de corps certains. Il n'y a pas alors de difficulté, l'inventaire ou la clause d'apport des meubles déterminés identifie chaque bien : on est sûr que l'apport a eu lieu puisqu'on retrouve les objets dans la masse. Hormis ce cas, comment joindre à la preuve de la consistance celle du versement ?

Et d'abord, existe-t-il en faveur de la femme une présomption de paiement de la dot qui la délierait de sa promesse d'apport, ou lui permettrait d'exercer une

(1) Grenoble, 20 mars 1876, précité.

(2) S., 84, 2, 120.

reprise à raison de ses propres mobiliers sans avoir rien à prouver ?

Nous rencontrons dans le chapitre du régime dotal un texte qui dispense la femme de toute espèce de preuve et présume que le mari a reçu la dot lorsque « le mariage a duré dix ans depuis l'échéance du terme pris pour le paiement (art. 1569). » Mais cet article ne s'applique pas au régime de communauté. L'article 1501 déclare l'époux *débiteur* de la somme promise et l'oblige à *justifier de cet apport* ; c'est donc une *preuve* de libération qui doit être produite (1).

L'article 1502 indique comment le conjoint justifie de sa libération vis-à-vis de la communauté et comment, en supposant qu'il ne soit pas contraint, à la dissolution du régime, de compléter son apport, il exerce la reprise à laquelle il peut avoir droit. « L'apport, dit ce texte, est suffisamment justifié, à l'égard de la femme, par la quittance que le mari lui donne, ou à ceux qui l'ont dotée. Il est suffisamment justifié quant au mari, par la déclaration portée au contrat que son mobilier est de telle valeur. » Exiger du chef de la communauté une quittance émanant de lui-même eût été une vaine formalité ; la femme, de son côté, n'a pas qualité pour en donner une à son mari. C'est donc à elle à vérifier l'exactitude de la déclaration et à y contredire, s'il y a lieu, avant de signer.

Bien que l'article 1502 soit écrit pour la clause d'apport, il doit cependant être étendu à la communauté réduite aux acquêts, puisque dans les deux cas, il y a

(1) Dijon, 11 mai 1888, S., 88, 2, 239 ; Rodière et Pont, *op. cit.*, II, n° 90.

reprise d'apports : reprise du surplus des apports dans le cas des articles 1500 à 1502 ; reprise de tous les apports dans le cas de l'article 1498 (1). La communauté d'acquêts se confond du reste avec la clause de l'article 1500, alinéa 1^{er}, qui prévoit comme elle la réalisation étendue à tous les meubles présents et futurs des deux conjoints.

La quittance exigée de la femme peut faire l'objet d'un acte séparé ; souvent en fait, pour les apports présents, elle semble faire corps avec le contrat de mariage.

Presque toujours le contrat de mariage contient une clause ainsi conçue : « le futur époux reconnaît avoir pris connaissance des apports de la future et consent à en demeurer chargé par le seul fait du mariage. » Lorsqu'une dot a été constituée à la femme et doit être versée le jour du mariage, il est de pratique courante de stipuler que « la célébration du mariage devant l'officier de l'état civil vaudra quittance aux donateurs. » Ces conventions ont pour but de dispenser les époux de constater par quittance spéciale un paiement qui s'effectue au dernier moment, au milieu des préoccupations et des cérémonies du mariage, sans cependant priver le conjoint ou le constituant d'un titre libératoire.

Quelle est la force probante de ces énonciations rapprochées du fait de la célébration du mariage ? Ces clauses donnent-elles prise à la preuve contraire lorsque le mariage a été célébré sans que la dot ait été effectivement versée ?

Une ancienne jurisprudence a longtemps décidé que

(1) Guillouard, *Traité du contrat de mariage*, III, n° 1486 ; Dijon, 4 février 1884, D., 84, 2, 171.

cette clause tenait lieu de preuve littérale du paiement de la dot, qu'elle faisait preuve complète de la réception par le mari des apports de la femme (1). On justifiait cette solution en disant que si le mari pouvait n'avoir pas reçu l'apport, au moins en totalité, il était en faute de ne s'en être pas assuré la remise le jour de la célébration ou de n'avoir pas pris ses sûretés. La femme ou ceux qui avaient constitué la dot, au contraire, étaient à l'abri de tout reproche : s'ils n'avaient pas exigé une reconnaissance expresse, c'est que, d'après les conventions, la célébration devait en tenir lieu.

• Cette opinion est abandonnée. La jurisprudence actuelle reconnaît qu'une telle convention ne crée pas au profit du constituant une preuve décisive de libération. La Cour de cassation, s'appropriant la thèse d'un arrêt de la Cour de Bordeaux (2), a décidé le 22 août 1882 « qu'il ne résultait point de notre clause suivie de la célébration du mariage la preuve d'un paiement effectif de la dot, mais une simple présomption de libération qui peut céder à la preuve contraire » (3).

Cette solution est beaucoup plus équitable. Pour ne citer que ce fait que le futur époux a pu croire à un simple retard et espérer que la dot lui serait prochainement versée, « bien des raisons ont pu le décider à passer outre à la célébration du mariage sans que la dot lui ait été payée » (4). L'ancienne solution était donc de nature à occasionner un mécompte au futur époux,

(1) Orléans, 29 mars 1855, S., 55, 2, 401 ; Dijon, 7 mai 1862, S., 63, 2, 34. ; Cass. req., 14 décembre 1875, D., 76, 1, 455.

(2) 29 mars 1851, D., 52, 2, 111.

(3) Req., 22 août 1882, D., 83, 1, 296, S., 83, 1, 25.

(4) Planiol, *Revue critique*, 1883, p. 670.

ou tout au moins à lui mettre à l'esprit quelque crainte.

Au point de vue juridique, l'opinion nouvelle se justifie. En vain, pour écarter la preuve contraire, invoquerait-on l'article 1341 : « il n'est reçu aucune preuve par témoins contre et outre le contenu aux actes » car, ainsi que le fait remarquer M. Planiol, il n'y a pas ici de quittance littérale où se trouve consignée la preuve du paiement des valeurs promises. On n'y voit pas, comme dans une quittance, l'énonciation et la reconnaissance écrite d'un paiement. Ce n'est pas, dit-il, « une quittance écrite de la dot, donnée par anticipation. Il n'est point dit, dans le contrat de mariage, que la dot est déjà payée. Loin de là ; on la suppose encore due, puisqu'on énonce que le paiement doit avoir lieu avant la célébration du mariage. Donc, au jour où le contrat de mariage est rédigé, le paiement de la dot est encore à faire. Notre clause n'est qu'une stipulation attribuant l'effet d'une quittance à un événement futur : la célébration du mariage. Ce n'est point *l'acte écrit*, le contrat de mariage, c'est un *simple fait*, la célébration du mariage qui doit prouver le paiement de la dot. Ainsi que l'ont dit et voulu les parties, c'est ce fait qui vaut quittance... (1) ». Le mari ne demande donc pas à prouver contre un écrit ; il veut simplement détruire la force de la présomption libératoire que l'on avait à l'avance et imprudemment attachée au fait de la célébration. L'article 1341 n'empêche pas de prouver contre un fait.

(1) Planiol, *loc. cit.* — Rapp. *Traité de droit civil*, III, n° 863 : « on ne dresse pas la preuve d'un fait avant qu'il soit accompli, ou bien l'écrit qui est alors dressé n'en fait pas preuve. »

La jurisprudence reste fidèle à la doctrine consacrée par l'arrêt de 1882 (1).

Il est fréquent que celui qui a promis la dot, le père de la future, par exemple, verse au mari, à la suite d'un mutuel accord, constaté ou non par écrit, et même quelquefois tacite, au lieu du capital promis, une rente représentant les intérêts de ce capital. Il y a là, de la part du débi-rentier, un aveu de non-paiement qui détruit l'effet de l'énonciation du contrat de mariage et dispense le créancier de toute espèce de preuve. Cet aveu ne modifie pourtant pas les termes du contrat, il n'est pas contraire à ses énonciations, puisque cet acte ne porte pas quittance de la dot. Aussi ne constitue-t-il pas une contre-lettre, non opposable aux tiers d'après l'article 1321, et prohibée en matière de contrat de mariage par l'article 1395 (Comp. Cass., 22 août 1882, précité).

La jurisprudence a vu un commencement de preuve par écrit dans le refus par le constituant de la dot de répondre à un interrogatoire sur faits et articles (2).

Certaines clauses du contrat de mariage doivent être considérées comme insuffisantes et comme n'emportant pas quittance : telle est la disposition qui déclare le mari « chargé du mobilier de la femme par le seul fait de la célébration (3) », ou encore celle par laquelle le mari reconnaît que « l'apport de la femme est évalué

(1) Cass. req., 7 mai 1884, D., 84, 1, 285, S., 85, 1, 28 ; Paris, 11 janvier 1890, D., 91, 5, 137 ; Nancy, 7 novembre 1896, D., 97, 2 46 ; Limoges, 6 juillet 1901, D., 03, 2, 261 ; Paris, 28 janvier 1904, D., 04, 2, 88 ; Poitiers, 30 décembre 1907, *La Loi*, 3 février 1908.

(2) Rouen, 13 mai 1868, S., 72, 2, 401. — *Contra*, Paris, 24 février 1865, S., 1866, 2, 144.

(3) Guillouard, *op. cit.*, III, n° 1538.

à francs et qu'il en a pris connaissance (1) ». Lorsque le contrat énonce que tel apport de la femme « ne sera livré au mari que sur sa reconnaissance », il ne fait que reproduire la disposition de l'article 1502.

Quant à la déclaration par le mari de son apport, elle fait foi, mais on peut établir qu'elle est fausse ; que le mari n'a pas vraiment apporté les objets qu'il a déclarés dans le contrat de mariage, soit pour constater ce qu'il excluait de la communauté, soit au contraire pour désigner ce qu'il apportait au fonds social ; la preuve est naturellement à la charge de celui qui conteste la déclaration. La jurisprudence paraît cependant plus exigeante que l'article 1502. C'est ainsi que, dans une espèce où le mari avait dans le contrat évalué à ... francs ses apports en billets, créances, titres, espèces, la Cour de l'île Bourbon a refusé à l'héritier du mari la reprise de cette somme sous prétexte que rien ne constatait que ses apports aient jamais été réalisés (2) : Dans un cas identique, la Cour de cassation a décidé de même : « attendu que les consorts S... n'ont, lors de la liquidation de la communauté, fourni aucune justification de l'apport de leur auteur » (3).

Quand la reconnaissance du mari est donnée par acte séparé, elle a une force probante beaucoup plus grande que l'énonciation au contrat que « la célébration vaudra décharge de la dot. » C'est une quittance véritable, qui ne crée pas seulement une présomption libératoire dont tout l'effet est de mettre la femme, ou plus généralement le débiteur de la dot, dans la situation

(1) Aix, 19 juin 1901, D., 1907, 5, 42.

(2) 10 mai 1845, D., 52, 1, 186.

(3) 4 décembre 1894, D., 95, 1, 352, S., 98, 1, 487.

de défendeur à l'action en paiement. Le mari se trouve en principe lié par sa signature. Il est irrecevable à prouver qu'il n'a rien reçu, à moins que, victime de dol ou de violences, il n'établisse ces faits qui ont vicié son consentement (1).

Théoriquement, l'acquit donné par acte séparé, au moment où le mari prend en charge les divers biens qui composent la fortune de l'épouse, c'est-à-dire le jour même du mariage, satisfait seul aux conditions d'une quittance sincère et équitable. Toute énumération d'apports suivie d'un aveu de réception fait avant l'entrée en possession, expose la communauté, et subsidiairement le patrimoine du mari à une conséquence injuste pour le jour plus ou moins éloigné de la détermination des reprises de la femme. Si la future épouse, profitant de ses derniers moments d'indépendance, use des valeurs qu'elle a déclaré apporter pour s'acquitter d'un passif qui restera ainsi toujours ignoré de son conjoint ; ou bien si un mobilier d'appartement estimé au contrat et vendu à la communauté est anéanti avant le mariage ; est-il juste que la communauté soit quand même débitrice de ces valeurs, et un jour obligée d'en payer récompense ?

Il est possible que parmi les biens apportés se trouvent des créances : celles-ci restent propres au conjoint créancier comme le reste du mobilier, car la communauté n'en a que la jouissance. Lorsque l'époux voudra en exercer la reprise, il devra, comme pour tous ses propres, en prouver la consistance et la réception.

La femme fournira ces preuves conformément aux

(1) Paris, 24 février 1865, D., 65, 2, 140, S., 66, 2, 144 ; Alger, 13 mai 1894, D., 96, 2, 27.

règles que nous avons étudiées, et elle n'aura pas à prouver que ces créances ont été encaissées par la communauté. Elle a, nous le supposons, établi son apport comprenant telles créances ; elle en demande la restitution. Ou bien le mari lui rendra les titres constatant lesdites créances, et alors la femme sera satisfaite, pourvu toutefois que le mari justifie avoir fait toutes diligences pour en assurer le recouvrement ; ou bien, il ne pourra opérer cette restitution, auquel cas il devra payer à la femme le montant de ses créances, car il y a lieu de présumer que les créances ont été remboursées au cours du mariage. C'est ce qu'a ordonné un arrêt de la Cour de Lyon : « c'est au mari à établir que ces créances n'ont pas été touchées et à les représenter » (1).

Il en sera de même lorsque la femme ayant mis en communauté son mobilier présent et futur jusqu'à concurrence d'une certaine somme, il se trouve encore des créances parmi les meubles apportés. Elles devront naturellement être imputées pour leur valeur nominale sur le montant de l'apport promis. Et la femme n'aura pas à établir que le mari les a recouvrées, à moins que celui-ci ne prouve qu'il n'a pu obtenir de paiement malgré les diligences faites à temps contre les débiteurs.

S'il s'agit du mari, il ne pourra imputer les créances sur son apport que s'il prouve leur encaissement au cours de la communauté. Si les créances réservées propres existent encore à son nom lors de la dissolution, il les reprendra après administration des preuves ordinaires. Il y a pourtant un danger à craindre lorsque le mari prétend que les créances ont été remboursées en

(1) 28 décembre 1897, D., 99, 2, 49.

cours de mariage et veut imputer leur montant sur l'apport promis ou le reprendre sur la communauté : le mari pourrait dissimuler les titres, se faire libérer ou rembourser d'autant par la communauté, puis réclamer ensuite son paiement à ses débiteurs. Pour déjouer ce calcul, on exigera du mari la preuve que l'apport des créances s'est traduit pour la communauté par un encaissement d'espèces. Cette preuve sera facile : elle résultera d'une mention apposée sur le titre même de la créance (art. 1332), d'une mainlevée d'hypothèque, d'une production à faillite, d'un compte de banque, de registres régulièrement tenus, ou même de papiers domestiques.

Apports fictifs

Le contrat de mariage contient, nous le supposons, une énumération de biens apportés par le mari, ou la reconnaissance par le mari des apports de sa femme ; il s'agit d'en prouver la simulation.

S'il y a simple simulation, — l'un des époux a par exemple, sans idée de fraude, reconnu à l'autre un apport que celui-ci ne pouvait pas effectuer, — les parties contractantes ne seront admises à faire preuve par témoins que si elles produisent un commencement de preuve par écrit. Cependant l'aveu du conjoint reconnaissant que son apport est fictif suffirait, pourvu qu'il soit corroboré par des présomptions précises et concordantes (1).

Si la simulation est entachée d'un dessein frauduleux, l'un des époux veut échapper aux règles de la quo-

(1) D., *Rép.*, v^o *Contrat de mariage*, n^o 384.

tité disponible, à la poursuite des créanciers, ou tromper son conjoint ; tous deux veulent tourner une prohibition légale, — cette simulation peut, même entre les parties, être établie par tous moyens (1). Dans la pratique toutefois, la détermination des moyens de preuve est susceptible de soulever bien des difficultés. Suffira-t-il de la preuve testimoniale isolée, ou de simples présomptions, comme celles qui seraient tirées de la position de fortune soit des parents de la future, soit de la future elle-même ? (2).

2. — Mobilier futur

Nous avons vu que l'article 1499 établissait une présomption d'acquêts tant pour le mobilier existant lors de la célébration du mariage que pour le mobilier échu depuis, toutes les fois qu'il n'existe pas d'état en bonne forme et qu'un inventaire n'a pas été dressé. Nous savons aussi qu'il n'y a là, dans les rapports des époux entre eux, qu'une présomption *juris tantum*. L'article 1504, après nous avoir rappelé le principe de la nécessité d'un inventaire (1^{er} al.), nous indique quels seront les modes de preuve à l'aide desquels on combattrait la présomption dans le cas spécial où le mobilier est échu pendant le mariage. Il établit la distinction suivante : le mari ne pourra faire usage que « d'un titre propre à

(1) Cf. Planiol, *op. cit.*, II, n° 1207 et note ; Cass. req., 31 juillet 1833, S., 33, 1, 840 ; Toulouse, 15 mars 1834, S., 34, 2, 537 ; Orléans, 23 février 1861, D., 61, 2, 84 ; Rouen, 23 décembre 1871, « évidence des faits de la cause », S., 72, 2, 101 ; Cass., 2 mars 1904, S., 04, 1, 260 ; Alger, 19 mai 1894, D., 94, 2, 27 ; Defrénois, *Rép. not.*, 1894, art. 7867.

(2) Négative, Paris, 24 février 1865, précité.

justifier de la consistance et valeur du mobilier échu (2^e al.) » ; la femme pourra aller jusqu'à la preuve par commune renommée (3^e al.).

En ce qui concerne le mobilier échu au mari, la doctrine admet, comme titre propre à justifier de sa consistance et valeur, un acte de partage non suspect (1). Les arrêts vont plus loin et admettent un écrit quelconque ; ils considèrent notamment comme preuves suffisantes les registres et papiers domestiques du défunt dont le mari a recueilli la succession (2). Il faut, bien entendu, que ces documents ne laissent aucun doute sur l'existence de la reprise et indiquent la consistance du mobilier et le détail des dettes à déduire (3). Un jugement du tribunal de la Seine, du 16 juin 1894, a admis comme preuve l'état dressé pour la déclaration de succession faite à l'enregistrement par le mari, état corroboré d'ailleurs par divers documents (4). La Cour de Lyon a réformé le jugement d'un tribunal qui, commettant un notaire pour liquider les reprises, lui enjoignait de ne pas se baser sur les registres et papiers domestiques ainsi que sur les documents émanant de tiers (5). Les juges se contentent parfois de déclarer qu'il résulte des documents produits que le mobilier litigieux a été recueilli par succession et n'est pas un acquêt (6).

(1) Rodière et Pont., *op. cit.*, II, n^o 1267 ; Aubry et Rau, *op. cit.*, V, p. 451.

(2) Orléans, 24 février 1860, D., 60, 2, 121 ; Cass., 14 mai 1879, D., 79, 1, 420, S., 80, 1, 17 ; Nancy, 10 mars 1906. P. F., 1906, 2, 249.

(3) Orléans, 28 décembre 1878 et 27 janvier 1882, D., 83, 2, 36.

(4) Defrénois, *Rép. not.*, 1894, art. 8088. — Rapp. Chambéry, 25 août 1879, D., 80, 2, 196.

(5) *Moniteur judiciaire de Lyon*, 12 janvier 1900.

(6) Cass. req., 22 juillet 1889, D., 90, 1, 421.

Nous admettons avec la jurisprudence que le mari n'aurait pas à produire d'inventaire ou autre preuve analogue pour exercer la reprise des valeurs nominatives recueillies à cause de mort au cours du mariage et inscrites au nom du *de cujus* sur le grand-livre de la Dette publique, ou sur les registres de l'établissement émetteur avant l'ouverture de la succession (1). De même, si la succession comprenait un office ministériel ou un fonds de commerce, le décret de nomination, les livres commerciaux deviendraient aux mains du mari une preuve du caractère propre de l'office ou du fonds.

La Cour de Nancy, par arrêt du 23 janvier 1904, a décidé que le mari qui, dans la liquidation de la communauté, par suite d'une erreur de droit, n'a pas repris le mobilier échü au cours du mariage, croyant que sans inventaire la reprise n'en était pas possible, peut demander la rectification de cette liquidation, et exercer sa reprise en fournissant les preuves de l'article 1504 (2).

Enfin, il faudrait admettre au profit du mari l'aveu de la femme si celle-ci était capable (3). Mais en aucun cas, le mari ne pourrait user de la preuve par témoins, par présomptions ou par commune renommée.

L'article 1504 parlant de la femme et de ses héritiers, et ne parlant pas des héritiers du mari, certains auteurs ont conclu du silence même du texte que les héritiers

(1) Trib. Cherbourg, 28 juillet 1896, *Gaz. Pal.*, table 1897-1902, v° *Comm. conj.*, n° 282 ; Douai, 11 janvier 1906, *Rev. not. et enreg.*, 1897, art. 12981.

(2) D., 1906, 2, 174. — La solution contraire prévaudrait si la liquidation avait présenté, sur la question de reprise, le caractère d'une transaction.

(3) Limoges, 3 août 1860, précité.

du mari pourraient, par témoins et même par commune renommée, faire la preuve de la consistance et valeur du mobilier échu à leur auteur au cours du mariage (1). Cette opinion n'est pas admissible, car les héritiers ne peuvent jamais avoir plus de droits que leur auteur, et d'ailleurs, la preuve par commune renommée ne saurait être reçue qu'en vertu d'un texte formel (2). Dans un cas cependant, les héritiers seraient recevables à invoquer ce moyen : c'est lorsqu'ils agiraient en vertu d'un droit propre, comme réservataires, et prétendraient que le défaut d'inventaire a eu lieu à dessein et pour avantager la femme au préjudice de leur réserve. Ils pourraient alors faire preuve par commune renommée, puisque la fraude se prouve par tous moyens (3).

Si le défaut d'inventaire porte sur un mobilier échu à la femme, celle-ci fera sa preuve par témoins, présomptions et aussi par commune renommée (4). La jurisprudence, quand les conjoints sont seuls en conflit, distingue très nettement le mobilier présent de l'épouse et son mobilier futur, et réserve pour ce dernier les facilités de preuve accordées par l'article 1504, 3^e alinéa (5). Ce traitement de faveur s'explique par l'état de dépendance de la femme durant le mariage. Il sanctionne la négligence, ou peut-être même la fraude du

(1) Rodière et Pont, *op. cit.*, II, n° 1268.

(2) Marcadé, *op. cit.*, III, art. 1499 ; Guillouard, *op. cit.*, III, n° 4489 ; Aubry et Rau, *op. cit.*, V, § 522 ; Limoges, 3 août 1860, D., 61, 2, 48. S., 61, 2, 241.

(3) Marcadé, *eod. loc.* — *Contra*, Guillouard, *eod. loc.*

(4) Cass., 8 décembre 1874, D., 75, 1, 33, S., 75, 1, 209 ; Douai, 28 novembre 1901, *Rev. not. et enreg.*, 1903, art. 11310.

(5) Orléans, 26 mars 1897, *Fr. jud.*, 97, 2, 251.

mari qui n'a pas fait procéder à l'inventaire du mobilier échu à sa femme pendant le mariage, mettant celle-ci dans l'impossibilité d'administrer la preuve légale.

Etant donné ce motif, si la femme avait eu l'administration de ses biens par suite de l'absence ou de l'interdiction de son mari, il nous paraîtrait conforme aux intentions du législateur de revenir aux preuves plus régulières établies pour le mobilier présent (1).

Lorsque la loi parle d'inventaire, elle ajoute souvent les mots « bon et fidèle ». Si, dans notre hypothèse, ces qualités font défaut, la femme devra-t-elle souffrir des inexactitudes ? L'inventaire a peut-être été vicié par la mauvaise foi, par des dissimulations ; ou bien sans pensée de fraude, le mobilier échu à la femme a été remis au mari sans aucune constatation régulière : on a partagé sans écrit, à la main, les biens indivis, notamment les titres au porteur, afin d'éviter le paiement des droits de mutation (2). La femme pourra-t-elle faire par commune renommée la preuve de la consistance ou de la valeur réelle de la masse mobilière ? La Cour de cassation, par arrêt du 28 novembre 1866, a reconnu ce droit à la femme et à ses héritiers (3). Mais un arrêt de la Chambre des requêtes (4) s'est montré plus rigoureux et n'a accordé à la femme que les preuves du droit commun, c'est-à-dire, puisqu'il s'agit de prouver contre et outre le contenu d'un acte, a mis la femme dans la nécessité de produire un commencement de preuve par

(1) Cf. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, *op. cit.*, I, n° 842.

(2) Buchère, *Traité des valeurs mobilières*, n° 851.

(3) D., 67, 4, 209, S., 67, 4, 110.

(4) Req., 20 juin 1883, D., 84, 4, 230, S., 85, 4, 107.

écrit. A notre avis, une distinction est nécessaire. Si la femme est intervenue à l'inventaire et l'a signé, l'acte lui est évidemment opposable, car elle pouvait refuser de l'approuver tant qu'il ne mentionnerait pas la totalité du mobilier échu ; elle doit alors subir le droit commun et s'imputer son imprudence, son manque de vigilance ou de fermeté. Mais si l'inventaire a été dressé sans intervention de la femme, pourquoi ferait-il preuve contre elle de la consistance du mobilier à elle échu ? Les mêmes raisons qui justifient un traitement de faveur en cas de défaut d'inventaire subsistent avec toute leur force au cas où l'inventaire est incomplet. Décider le contraire, c'est tourner contre la femme une mesure de protection prise dans son intérêt ; c'est permettre au mari de faire tomber en communauté une partie des successions échues à la femme : il n'aura pour cela qu'à omettre d'inventorier les valeurs qu'il voudra rendre communes ; et alors, où la femme trouvera-t-elle le commencement de preuve par écrit émané du mari, nécessaire pour attaquer l'inventaire (1) ?

La Cour de cassation a jugé que si le mari ayant touché durant le mariage certaines sommes pour le compte de sa femme, soutenait qu'il s'agit d'intérêts tombés en communauté, la femme pourrait, par tous modes de preuve, prouver qu'il s'agit de capitaux à elles propres et faire exclure de l'actif commun les sommes contestées (2).

Il n'est pas douteux que les héritiers de la femme bé-

(1) Cf. Guillouard, *op. cit.*, II, n° 652 ; Fuzier-Herman, *Rép.*, v° *Comm. conj.*, n° 2634.

(2) Cass., 19 juillet 1864, S., 64, 1, 442, D., 65, 1, 66.

néficient en cette matière des mêmes facilités qu'elle : l'article 1504, 3^e alinéa, est formel sur ce point.

Les distinctions qui précèdent, suivant qu'il est question du mobilier échu à la femme ou du mobilier échu au mari, ne sont plus applicables dans le cas où l'un quelconque des époux serait débiteur du *de cujus* dont l'autre recueille la succession. Pour exercer contre son conjoint la créance du défunt, l'époux créancier est dans la situation d'un créancier ordinaire vis-à-vis de son débiteur (1). Le mari ou la femme peut donc prouver l'existence de sa créance par les moyens du droit commun, profiter ou souffrir de ce rejet de l'article 1504. Il en serait autrement si, ayant établi l'existence de cette créance, la femme voulait prouver qu'elle était comprise dans le mobilier héréditaire, afin d'en exercer la reprise : elle pourrait alors se servir des moyens de l'article 1504.

Preuve de l'origine

Notre texte ne parlant que de la consistance et de la valeur du mobilier recueilli pendant le mariage, on peut se demander si les modes de preuve exceptionnels qu'il autorise pour ces éléments doivent s'étendre à la preuve de l'origine du mobilier réclamé comme propre, c'est-à-dire au *fait même de son acquisition*. Ainsi la femme pourra-t-elle établir par commune renommée, non seulement la consistance du mobilier à elle échu, mais l'événement de la succession ou de la donation ?

(1) Rodière et Pont, *op. cit.*, II, n° 1270 ; Laurent, *op. cit.*, XXIII, n° 180 ; Guillouard, *op. cit.*, III, n° 1490 ; Cass., 29 novembre 1853, D., 54, 1, 189, S., 54, 1, 641 ; Dijon, 17 juillet 1874, S., 74, 2, 250,

S'il s'agit d'une succession, la question ne présente pas de difficultés. L'époux démontre qu'il est héritier du *de cujus* en prouvant deux faits : sa parenté avec le défunt, et l'absence d'autres héritiers d'un degré plus proche ; ce qu'il pourra établir par tous modes de preuve, témoins, présomptions (1), et ce qui, dans la pratique, ressortira d'un acte de notoriété ou d'un intitulé d'inventaire. Avec ce dernier moyen, et s'il n'y a pas concours d'héritiers, la preuve de la consistance, de la valeur et de l'origine des meubles se trouveront réunies dans le même acte, tout au moins dans la minute de l'acte, car l'intitulé de l'inventaire peut être expédié séparément.

La solution est encore aisée si les droits de la femme résultent d'un testament, ce titre, quelle qu'en soit la forme, étant toujours déposé chez un notaire (art. 1007).

De même pour les meubles provenant d'une donation proprement dite : les trois éléments qui font l'objet de la preuve se trouveront encore réunis dans l'acte notarié et dans l'état qui l'accompagne (art. 931 et 948).

Où il peut y avoir des difficultés, c'est dans le cas où les biens ont été acquis par don manuel. Les libéralités de ce genre échappent par leur nature même à toute formalité, et la question se pose de savoir si la femme sera obligée d'en faire la preuve conformément au droit commun, c'est-à-dire par écrit au-dessus de cent cinquante francs, ou si elle sera admise au bénéfice du régime exceptionnel de l'article 1504.

Remarquons d'abord qu'il ne suffirait pas, pour écarter l'article 1504, de dire : « ce texte a pour but de punir

(1) Planiol, *op. cit.*, III, n° 2049.

la négligence du mari ; or, si l'on peut tenir le mari comme coupable de négligence lorsqu'il n'a pas fait dresser inventaire d'un mobilier dont la réception n'est pas contestée, l'on ne saurait plus lui imputer *a priori* comme une faute l'absence de constatation d'une transmission, lorsqu'il nie précisément l'existence de cette transmission : la prétention du mari est alors exclusive de l'idée de faute. » A cela, nous pourrions répondre avec M. Guénée que le législateur, en édictant l'article 1504, a voulu bien moins punir la négligence du mari que protéger la femme empêchée pendant le mariage par sa position subordonnée de se procurer une preuve écrite et régulière (1).

Un certain nombre d'auteurs et d'arrêts soumettent la femme au droit commun. Ils exigent un écrit au-dessus de cent cinquante francs, conformément à l'article 1341. L'article 1504, dit-on dans cette doctrine, est un texte exceptionnel qui ne règle que la preuve de la consistance et de la valeur, non celle de l'origine (2).

Nous croyons, avec d'autres auteurs et d'autres arrêts en plus grand nombre, mieux répondre à la pensée du législateur en faisant bénéficier la femme de l'article 1504. Comme nous l'avons dit, c'est en raison de sa situation dépendante que la loi lui accorde certaines facilités de preuve ; or, s'il y a pour elle difficulté à se procurer une preuve écrite de la consistance du mobilier qui lui échoit au cours du mariage, pourquoi ne

(1) Note dans D., 1904, 1, 401.

(2) Laurent, *op. cit.*, XXIII, n° 184 ; Huc, *Commentaire du Code civil*, IX, n° 144 ; Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, *op. cit.*, I, n° 563 ; Bordeaux, 26 janvier 1874, S., 74, 2, 140 ; Angers, 4 mars 1903, D., 1903, 2, 421, S., 04, 2, 281.

pas tenir compte de cette même difficulté lorsqu'il s'agit de la preuve, non plus de la consistance, mais du don manuel lui-même ? Si le législateur n'a pas statué expressément sur la preuve de l'origine, c'est qu'il a envisagé le cas normal d'une succession ou d'une donation, où les difficultés ne se rencontrent pas. Mais les motifs qui ont fait déroger au profit de la femme aux règles générales en matière de preuve, c'est-à-dire la qualité d'administrateur du mari et la situation subordonnée de l'épouse, se retrouvent ici avec la même valeur (1).

Dans le cas spécial où le don manuel émane, non plus d'un tiers, mais du mari, faut-il donner la même solution ? La Cour de cassation a décidé que la femme doit être déclarée non recevable à prouver par témoins ou commune renommée un don manuel supérieur à cent cinquante francs « lorsque la libéralité a été faite non par un tiers, mais par le mari » (2). La Cour a basé sa décision sur les deux motifs suivants : 1° dans le cas de don manuel fait par le mari, celui-ci n'est pas tenu de faire dresser un inventaire constatant la remise des valeurs ; 2° il n'y a pas nécessairement impossibilité morale à ce que la femme obtienne du mari qui se dépouille en sa faveur un écrit quelconque établissant la libéralité.

A ce raisonnement, on pourrait se contenter d'opposer que l'article 1504 n'établit aucune distinction entre

(1) Guillouard, *op. cit.*, II, n° 653 bis ; Bressolles, *Traité des dons manuels*, p. 384 ; Cass. req., 28 novembre 1866, D., 67, 1, 209, S., 67, 1, 110 ; Douai, 11 avril 1884, S., 84, 2, 156 ; Cass., 29 décembre 1902, D., 1904, 1, 401, P. F., 1905, 1, 260.

(2) Cass., 6 février 1905, D., 1905, 1, 481, S., 1907, 1, 393.

les différentes personnes susceptibles de faire une libéralité ; il parle du mobilier « échu à la femme » et cette expression très large ne laisse place à aucune restriction.

Mais on peut réfuter directement, comme l'a fait M. Naquet (1), les arguments de la Cour de cassation : 1° par le fait même du don manuel, la femme devient propriétaire de l'objet donné ; le mari voit s'ajouter à sa qualité de donateur celle d'administrateur (art. 1428), d'où dérive pour lui l'obligation de procurer un titre à sa femme, obligation sanctionnée précisément par l'article 1504 ; 2° si ce texte dispense la femme de produire un écrit, ce n'est pas par application du principe de l'article 1328 : l'impossibilité absolue de se procurer un moyen de preuve n'existe pas, puisque les époux peuvent, à moins d'exception, contracter entre eux. Libres de contracter, ils sont aptes à faire constater le contrat. Cette dispense procède seulement de l'idée de gêne, d'embarras, tenant à la dépendance de la femme dans le ménage (2). Pourquoi lui retirer le bénéfice de cette disposition dans un cas où « le témoignage d'affection que lui donne son mari l'invite à ne pas paraître se défier de lui en lui réclamant un écrit ? »

SECTION II. — Preuve dans les rapports des époux avec les créanciers

Doit-on, lorsque la question de preuve met en conflit l'un des époux avec les créanciers de son conjoint ou de la communauté, appliquer les mêmes solutions que dans

(1) Note au S., 1907, 1, 393.

(2) Comp. Cour d'appel de Rome, 7 février 1905, S., 1906, 4, 40.

les rapports entre époux ? Non, dit la jurisprudence. La présomption légale de l'article 1499 est *juris tantum* entre époux, puisqu'aucun texte ne vient dire le contraire (art. 1352) ; elle peut donc être combattue par tous moyens de droit commun quant au mobilier présent, et par les moyens énumérés dans l'article 1504 quant au mobilier futur. Mais si la preuve doit se faire à l'encontre des créanciers, la présomption d'acquêts devient *juris et de jure* ; un texte formel la rend absolue à ce point qu'elle ne cédera devant aucune preuve contraire, s'il n'y a un inventaire ou état authentique établissant la consistance du mobilier propre. Ce texte est l'article 1510 qui exige sans réserve ni distinction l'un de ces actes pour triompher dans la demande en reconnaissance de propres, même s'il s'agit pour la femme de son mobilier échu au cours du mariage ; il est placé dans la section qui règle la séparation de dettes, mais la jurisprudence l'étend à tous les cas où l'intérêt des créanciers se trouve engagé. Donc, vis-à-vis de ceux-ci, il n'y a plus à distinguer entre le mobilier présent et le mobilier futur, tous deux sont réputés acquêts.

Un arrêt de la Cour de Bordeaux, du 21 janvier 1853 (1), repoussant une demande en distraction contre la saisie pratiquée par les créanciers du mari sur des meubles que la femme prétendait lui appartenir en propre, paraît avoir servi de base à cette doctrine, et s'exprime ainsi : « Attendu qu'aux termes de l'article 1499, quand il existe entre les époux une communauté ainsi restreinte (aux acquêts), le mobilier existant lors du mariage ou échu depuis, qui n'a pas été constaté par

(1) D., 53, 2, 491, S., 53, 2, 243.

inventaire ou état en bonne forme, est réputé acquêt ; que, sans doute, vis-à-vis du mari ou de ses héritiers, la femme qui n'a pas fait inventaire peut être relevée des conséquences de cette présomption et autorisée par application de l'article 1504 à faire preuve, même par commune renommée, de la valeur du mobilier qui lui est échu ; mais qu'elle ne saurait avoir le même droit à l'égard des créanciers du mari, parce que, autrement, la fraude deviendrait trop facile ; que ceux-ci, qui ont vu le mobilier confondu avec l'actif de la société, perdraient un gage sur lequel ils ont dû naturellement compter ; et qu'enfin la femme qui n'a pas pris les précautions exigées par la loi doit s'imputer les suites de sa négligence ; attendu qu'en cette matière, *l'esprit de la loi est clairement révélé par l'article 1510* qui, définissant les droits des créanciers de l'un et de l'autre des époux, porte expressément qu'ils peuvent poursuivre leur paiement sans distinction sur le mobilier *non inventorié par acte authentique* comme sur tous les autres biens de la communauté ; qu'en présence de cette disposition si formelle quand il est question des créanciers et non pas des époux entre eux, il n'est pas permis de douter que l'article 1504 s'applique seulement pour le cas où ceux-ci ont à régler leurs intérêts respectifs ; — Attendu que le principe posé par l'article 1510, bien que ce texte figure dans la section relative à la clause de séparation de dettes, est parfaitement applicable en matière de communauté réduite aux acquêts ; *que ces divers textes forment un ensemble de règles qui s'expliquent et se modifient les unes par les autres* ; d'où résulte, en définitive, que la preuve testimoniale est admissible contre la présomption de l'article 1499, au profit de la femme

envers le mari ou ses héritiers d'après l'article 1504, mais non envers les créanciers, d'après l'article 1510 ; qu'en conséquence, ces derniers peuvent poursuivre leur paiement sur le mobilier dont l'origine n'est pas attestée par un état authentique. »

Cet arrêt fut déféré à la Cour de cassation, et la Chambre civile en adopta la doctrine : « Attendu qu'aux termes des articles 1498 et 1499, si le mobilier échu aux époux n'a pas été constaté par un inventaire ou état en bonne forme, il est réputé acquêt, et que par suite, suivant l'article 1510, qui est le *complément ou l'interprétation naturelle de l'article 1499*, les créanciers du mari peuvent poursuivre leur paiement sur le mobilier échu à la femme pendant le mariage, lorsqu'il n'a pas été constaté par un inventaire ou état authentique... (1) »

La jurisprudence voit une confirmation de sa doctrine dans l'article 560 du Code de commerce qui exige expressément, vis-à-vis des créanciers du failli, un inventaire ou tout autre acte authentique, pour que la femme puisse reprendre en nature les effets mobiliers qu'elle s'est constitués par contrat de mariage, ou qui lui sont advenus par succession ou donation.

Les arrêts ne font, remarquons-le, aucune distinction suivant que les reprises sont exercées en nature ou en valeur (2), ni suivant que les créanciers sont antérieurs ou postérieurs au mariage (3).

L'inventaire exigé par les articles 1499 et 1510 est un acte authentique notarié. Il doit contenir notamment la

(1) Cass., 19 juin 1855, D., 55, 1, 305, S., 55, 1, 506.

(2) Cass., 22 novembre 1886, D., 87, 1, 114, S., 89, 1, 465, *Gaz. Pal.*, 87, 1, 548.

(3) Cass., 15 mai 1899, S., 1900, 1, 113, P. F., 1900, 1, 35.

description et l'estimation des objets de façon que ceux-ci puissent être, le cas échéant, nettement identifiés ; en ce qui concerne les sommes d'argent, il doit indiquer leur montant (1). L'état annexé à un acte de donation (art. 948), de même que le compte de tutelle remis à la femme quelques jours avant le mariage, ou un acte de partage d'une succession, pourvu que, dans ces deux derniers cas, il s'agisse d'actes authentiques, constitueraient la preuve légale. Les tribunaux admettent aussi l'inventaire (art. 9 C. com.) de la maison de banque ou de la société dans laquelle l'époux avait des intérêts.

Il en est de même du contrat de mariage en ce qui concerne les apports présents. Aucune difficulté ne s'élèvera évidemment si l'on a pris soin : 1° d'y distinguer les apports en meubles corporels, en meubles incorporels, en créances, en titres au porteur, en argent, et 2° d'y spécifier en détail la valeur de chacun d'eux. Mais trop souvent, le contrat de mariage ne contient pas d'inventaire. Quand une dot est fournie pour la plus grande part en espèces, et pour une petite part en trousseau, les notaires ont tendance à ne faire qu'une seule énonciation, sans évaluation spéciale du trousseau. La dot est déclarée reconnue par l'autre époux. Or, si, comme nous l'avons vu, cette clause est en principe suffisante entre époux, vis-à-vis des créanciers, la jurisprudence la regarde comme inopérante (2) : la quittance du mari, s'il s'agit des apports de la femme, la reconnaissance de la femme s'il s'agit des apports du mari, sont inop-

(1) Douai, 28 avril 1890, D., 94, 2, 334 ; Lille, 7 août 1905, *Le Droit*, 23 novembre 1905 ; Cass., 5 février 1908, S., 1908, 1, 93.

(2) Trib. Dijon, 14 janvier 1901, P. F., 1902, 2, 188 ; Douai, 11 janvier 1906, *Rev. not. et enreg.*, 1907, art. 12981.

posables aux créanciers à défaut d'inventaire (1). La femme, dans ces conditions, est donc exposée à perdre non seulement la valeur de son trousseau qui n'a pas été inventorié, mais même sa dot en argent dont l'acte authentique n'a pas précisé le chiffre (2). La jurisprudence se montre très rigoureuse à cet égard. Nous reviendrons sur le détail de ces applications : observons seulement ici que, pour elle, les mots « mobilier » ou « effets mobiliers » employés dans les articles 1499 et 1510 comprennent tout ce qui est censé meuble d'après les règles de l'article 535, notamment les sommes d'argent et les créances mobilières (3).

Lorsque les apports ont été détaillés dans un inventaire ou autre acte authentique antérieur, est-il nécessaire de fournir un inventaire *ad hoc*, c'est-à-dire dressé spécialement en vue du mariage des futurs époux ?

Dans une espèce soumise à la Cour de cassation, la femme, avant son mariage, avait recueilli une succession composée elle-même des droits recueillis par le *de cujus* dans deux autres successions : celles-ci avaient été inventoriées au moment de leur ouverture. La question à résoudre était de savoir si la femme devait produire un inventaire spécial pour reprendre à l'encontre des créanciers du mari le mobilier successoral. En même temps, la Cour de cassation devait se prononcer sur la reprise par la femme d'une somme de 3.000 francs,

(1) Bordeaux, 21 janvier 1853 ; Besançon, 26 février 1896 ; Douai, 12 février 1897 ; Rennes, 1^{er} avril 1902, précités.

(2) Charmont, *Rev. crit.*, 1907, p. 131.

(3) Paris, 28 janvier 1904, D., 04, 2, 88, cassé par Cass., 24 janvier 1906, S., 06, 1, 80, P. F., 06, 1, 290 ; Cass., 5 février 1908, *Gaz. Trib.*, 19 février 1908, S., 08, 1, 93.

montant du reliquat du compte d'administration de ses biens, versée par son père au mari au cours du mariage. Sur l'un et l'autre point, la Cour de cassation fit droit à la réclamation de la femme : elle décida, d'une part, que la succession échue à la femme n'étant que la somme de deux autres dont la consistance avait été inventoriée, la femme n'avait pas à produire d'inventaire *ad hoc* ; d'autre part, les éléments du compte d'administration se composant exclusivement des intérêts et revenus de la succession se trouvaient par là même authentiquement constatés (1).

Dans tous les cas, pour le mobilier présent, l'inventaire ou état authentique doit être antérieur au mariage. L'article 1510 est absolu sur ce point. En ce qui concerne les successions échues au cours du mariage, l'inventaire doit être dressé peu de temps après leur ouverture. Aucun texte, il est vrai, n'impartit de délai, mais il est évident qu'une rédaction tardive n'offrirait plus une garantie sérieuse (2). Le délai de trois mois, sans s'imposer au juge, nous semble un maximum équitable.

On a prétendu que la jurisprudence la plus rigoureuse admettrait vraisemblablement comme justifications suffisantes de la valeur du mobilier la prisée que les époux en auraient fait dresser contradictoirement entre eux par un commissaire-priseur, ou bien un procès-verbal d'huissier rédigé à la requête de chacun des époux en présence de l'autre sur la représentation des

(1) Cass., 22 novembre 1886, D., 87, 1, 113, S., 89, 1, 485.

(2) Cass., 18 juin 1855, précité ; Caen, 24 mars 1890, D., 90, 2, 217, note de M. Planiol.

objets mobiliers (1). A notre avis, cela est inexact. Ces actes, à la vérité, présentent au point de vue des garanties de sincérité la même valeur qu'un inventaire notarié ; mais n'oublions pas que la jurisprudence applique à la lettre l'exigence par l'article 1510 d'un état *authentique* ; or, dans les exemples indiqués, l'acte ne serait pas authentique : cette qualité exige la compétence de l'officier public qui reçoit l'acte, et la loi n'a donné ni aux commissaires-priseurs ni aux huissiers mission de dresser des inventaires (2).

Rodière et Pont estiment que les époux pourraient opposer aux tiers un état qui, bien que rédigé sous seing-privé, aurait été enregistré et déposé chez un notaire avant le mariage : cette solution nous paraît conforme à l'opinion généralement admise en matière d'authenticité (3).

Il faudrait aussi admettre en preuve une décision de justice, antérieure au mariage, qui constaterait au profit de l'un des conjoints la propriété d'une valeur mobilière importante.

Les droits de l'époux peuvent résulter d'un testament ouvert soit avant, soit depuis le mariage. Si la femme est instituée légataire universelle ou à titre universel, la jurisprudence exigera naturellement un inventaire ou un autre état authentique : satisfaction lui sera donnée s'il y a un acte de partage notarié contenant une description détaillée des meubles attribués. Il faut appliquer la même solution dans l'hypothèse toute voisine où un legs particulier dispose d'un ensemble de meubles

(1) Sumien, *Rev. crit.*, 1907, p. 606.

(2) Planiol, *op. cit.*, II, n° 82 ; Glasson, *op. cit.*, I, n° 188.

(3) Rodière et Pont, *op. cit.*, II, n° 1264.

non individualisés, « le mobilier de telle maison », par exemple. Dans bien des cas, l'acte notarié de la délivrance du legs contiendra la description détaillée des meubles remis, ce qui permettra de les reconnaître. Enfin, si le testament individualise les meubles compris dans le legs particulier, les exigences de la loi nous paraissent remplies. Certaine pour le testament par acte public, cette solution nous semble devoir être également admise pour le testament mystique ou olographe (1).

Lorsque l'exercice de la reprise porte sur un office ministériel ou sur un fonds de commerce, la rigueur des décisions judiciaires s'est quelque peu adoucie. Ainsi, dans une espèce où la femme avait apporté en dot un fonds de commerce d'ébénisterie et l'avait fait mentionner dans son contrat de mariage, mais sans inventaire, la Cour de Paris a jugé : « que la disposition de l'article 1499 pouvait n'être pas appliquée dans toute sa rigueur à l'égard d'un objet mobilier désigné dans le contrat de mariage, lorsqu'il est certain qu'il n'a pas changé de nature ; attendu que les meubles qui composent un fonds de commerce de marchand de meubles ne peuvent être confondus avec le mobilier des époux. » La reprise de la femme à l'encontre des créanciers fut permise (2).

Mais la Cour de cassation, dans une autre espèce, par un arrêt de la Chambre des requêtes du 15 mai 1899 s'est montrée plus sévère : « Attendu, dit-elle, que l'arrêt attaqué, après avoir constaté que le fonds de commerce n'avait pas été inventorié au décès du père, a

(1) Cf. D., *Rép.*, v° *Contrat de mariage*, n° 2625, et note de M. de Loynes dans D., 1908, 1, 355.

(2) 23 février 1835, D., *Rép.*, v° *Contrat de mariage*, n° 2616, S., 35, 2, 68.

décidé avec raison qu'à défaut d'inventaire, le mobilier dont l'apport était relaté au contrat de mariage devait être réputé acquêt » (1).

Quand il s'agit d'un office ministériel dont le mari était titulaire au jour du mariage et qu'il s'est indirectement réservé propre par la stipulation de la communauté réduite aux acquêts, le décret de nomination établira suffisamment le droit du mari : « Attendu, dit le tribunal de Marseille, que les offices ministériels, à raison de la netteté exceptionnelle avec laquelle leur existence apparaît aux yeux de tous, échappent aux exigences soupçonneuses de l'article 1499, et qu'il serait injuste de les comprendre parmi les acquêts » (2).

Il faut également considérer comme une constatation susceptible d'éloigner toute crainte de fraude, l'inscription, antérieure au mariage, de valeurs au nom de l'un des conjoints, sur les registres de la société qui a fait l'émission. La même garantie s'attache aux titres immatriculés au nom du *de cujus* dont l'un des époux a recueilli la succession ouverte avant ou depuis le mariage.

Les tribunaux décident que l'inscription au grand-livre de la Dette publique de titres de rente propres à la femme constitue à son profit l'état en bonne forme prévu par l'article 1499 (3). La doctrine admet cette exception comme tout-à-fait rationnelle et enseigne qu'il faut l'étendre aux autres valeurs dont la propriété se

(1) S., 1900, 1, 114.

(2) 10 juin 1904, D., 1906, 2, 388.

(3) Trib. Cherbourg, 28 juillet 1896 ; *Gaz Pal*, table 1897-1902, v° *Communauté conjugale*, n° 282 ; Douai, 11 janvier 1906, précité.

constate par un transfert sur les registres de la société (1).

La Cour de cassation, en ce qui concerne l'aveu des créanciers reconnaissant la sincérité des prétentions du conjoint demandeur, se montre particulièrement rigoureuse. « La présomption de l'article 1499, dit-elle, conserve son empire quoique les créanciers n'allèguent, en fait, aucune fraude, et reconnaissent même la sincérité des actes authentiques produits ; il s'agit ici, en effet, d'une présomption *juris et de jure* qui, lorsqu'elle est invoquée, ne peut être paralysée ni par la preuve contraire, ni par le défaut de constatation au sujet de la sincérité des actes, ni même par la reconnaissance de cette sincérité » (2).

Quant au serment, dès l'instant que la jurisprudence reconnaît aux créanciers le droit de se prévaloir de la présomption d'acquêts, sans être tenus d'élever aucune contestation sur la sincérité des actes produits par les époux, *a fortiori* refusera-t-elle qu'on leur impose un serment sur le même objet. Il en serait toutefois autrement si les créanciers, convaincus de la bonne foi de l'époux demandeur, déféraient à celui-ci le serment pour compléter leur conviction.

Faut-il considérer, avec la Cour de Caen, que le jugement qui liquide les reprises de la femme « fait état en la forme authentique » (3) ? Nous pensons, au contraire, qu'un jugement, soit qu'il opère lui-même la liquidation des reprises, soit qu'il s'approprie le travail du notaire

(1) Thaller, *Traité élémentaire de droit commercial*, 3^e éd., n° 1974 ; de Loynes, note, D., 1908, 1, p. 355, col. 1 ; Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, *op. cit.*, II. p. 685.

(2) Cass., 22 novembre 1886, précité.

(3) Caen, 24 mars 1890, D., 90, 2, 218.

par l'homologation qu'il en donne, ne peut avoir d'autre valeur que celle qui appartient en propre aux pièces écrites antérieures invoquées par les parties, ou aux déclarations orales de celles-ci dont le tribunal a donné acte ou dont le notaire a dressé procès-verbal.

Aucun monument de jurisprudence n'a statué, à notre connaissance, sur l'hypothèse où la preuve d'un don manuel soulève un conflit entre l'époux demandeur et les créanciers de son conjoint. Il y a lieu de croire que la Cour de cassation, pour écarter le danger de fraudes trop faciles, appliquerait l'article 1510.

Lorsque la femme se présente non plus comme exerçant un droit personnel, mais en qualité d'héritière, et comme exerçant les droits de son auteur, elle peut alors user des mêmes moyens dont le *de cujus* aurait pu lui-même se servir, c'est-à-dire faire la preuve conformément au droit commun (1).

Des biens peuvent être acquis pendant la communauté à l'aide de deniers propres ou du prix de la vente de meubles propres. Le conjoint qui était simplement créancier de ces valeurs devient alors, si les formalités du remploi (art. 1434-1435) ont été observées, propriétaire des biens acquis ; encore faut-il cependant qu'il prouve que l'opération a eu un fondement légal : ce fondement, c'est l'existence à l'origine d'une valeur propre qui a servi à l'acquisition, ou qui a été aliénée et en remploi de laquelle le bien réclamé comme propre a été acquis.

Supposons qu'il s'agisse d'un bien acheté au nom de l'épouse. L'intervention du mari à l'opération du rem-

(1) Dijon, 17 juillet 1874, S., 74, 2, 250 ; Cass. req., 29 novembre 1853, D., 54, 1, 489, S., 54, 1, 642.

ploi, soit pour le réaliser, soit pour autoriser sa femme, pourrait entre époux être considérée comme une reconnaissance par lui de l'existence du propre originaire. Il n'en est pas de même à l'égard des créanciers. Que l'acte d'acquisition soit sous seings-privés ou authentique, il faudra prouver par acte en bonne forme l'existence du propre originaire.

La Cour de Paris (1) a statué dans une espèce où les héritiers de la femme revendiquaient des obligations au porteur achetées au cours du mariage avec des fonds provenant de la succession du père de la femme. Le placement, fait en exécution d'une clause testamentaire, avait été effectué directement par le notaire liquidateur, et à aucun moment les capitaux n'avaient été aux mains du mari. Malgré ces circonstances particulièrement favorables, la Cour refusa la reprise en nature. Cette solution s'imposait par suite du non-accomplissement des formalités prescrites par les articles 1434-1435, motif pour lequel les juges du premier degré avaient décidé : « la reprise en nature des valeurs mobilières ne sera pas maintenue dans l'état liquidatif, le capital sera repris en valeur » (2). Mais la Cour a, croyons-nous, fait une confusion en s'appuyant sur les articles 1499 et 1510 pour repousser toute demande de la femme. L'acte de liquidation et partage de la succession du père de la femme, dressé par le notaire, répondait complètement aux exigences de ces textes pour prouver que la femme avait recueilli tels et tels biens : ce point établi, rien

(1) 27 juin 1894, D., 95, 2, 123.

(2) Trib. Sainte-Menèhould, 18 janvier 1893, D., 95, 2, 124.

ne s'opposait plus à la reprise en deniers des valeurs héréditaires.

Nous devons rapprocher de cette solution un arrêt de la Chambre des requêtes (1) : une femme gratifiée au cours du mariage d'un legs de 25.000 francs en avait touché le montant en vertu d'une procuration du mari, et dès le lendemain, elle avait acquis un titre de Rente qui fut inscrit en son nom. Bien que les présomptions de fait fussent très favorables à la femme, la Cour refusa la reprise du titre, faute d'accomplissement régulier des formalités exigées par les articles 1434 et 1435. Dans une note sous cet arrêt, M. Capitant fait remarquer que, même en supposant accomplies les formalités légales, la femme aurait échoué dans sa revendication, parce que le paiement de son legs n'avait pas été constaté vis-à-vis du mari par un acte authentique. Cette doctrine est, en effet, consacrée par la Cour de cassation qui repousse la distinction proposée par les auteurs entre le cas où la femme agit comme propriétaire et celui où elle invoque seulement un droit de créance. Mais en tant seulement qu'il s'agit de notre cas particulier, elle pèche par excès de formalisme. La femme a prouvé par le testament qu'elle a bénéficié d'un legs de 25.000 francs. Or, nous le savons, le testament, même olographe, doit être considéré comme preuve en bonne forme puisque, en tous cas, il doit être déposé chez un notaire (art. 1007) ; quant au paiement, est-ce à la femme à le prouver ? Le mari, administrateur responsable de la fortune de l'épouse, doit pour suivre ce paiement : ne doit-il pas être présumé avoir

(1) 25 novembre 1903, D., 1903, 4, 505 et la note de M. Capitant.

été payé, à moins qu'il ne justifie de toutes diligences inutilement faites pour recouvrer le montant du legs (1)? Dès lors, s'il est exact de dire que faute d'accomplissement des formalités du remploi la femme ne pouvait reprendre le titre de Rente, rien au contraire ne l'empêchait de reprendre en valeur la somme de 25.000 francs, — ou encore de reprendre en nature le titre de Rente si les articles 1434 et 1435 avaient été observés.

Preuve de la réception

Si complet que soit l'état descriptif et estimatif, son effet ne peut aller jusqu'à justifier que les valeurs qu'il énumère et évalue ont été réellement apportées. Comme lorsqu'il s'agit des rapports des époux entre eux, il faut établir ici encore le fait du versement.

S'il s'agit du mobilier recueilli durant la communauté par la femme, celle-ci n'a pas à en prouver la réception : il lui suffira d'opposer aux créanciers une preuve authentique de la consistance et de la valeur de ces biens, sauf aux créanciers à démontrer que le mari n'a pu en réaliser le recouvrement (2).

En ce qui concerne le mobilier que la femme prétend avoir apporté en mariage, la cause de la reprise ne sera établie que si la femme produit une quittance de son mari.

Mais est-ce que les créanciers pourront critiquer cette quittance? Elle satisfait par hypothèse et si besoin est

(1) A supposer même que la femme dût prouver le paiement du legs, on ne pouvait exiger d'elle une preuve authentique du paiement, aucun texte n'imposant une quittance authentique. Cf. art. 563, C. com.

(2) Comp. note précitée de M. Capitant.

aux exigences de l'article 563 du Code de commerce ; sa date est, d'une façon certaine, antérieure au jugement déclaratif de la faillite. Elle remplit même les conditions d'un acte authentique, faisant corps avec le contrat de mariage ; le notaire y déclare que les fonds ont été en sa présence remis au mari. Il faut, dans tous les cas, accorder en principe aux créanciers l'accès large et facile à la preuve contraire, comme on le reconnaît au mari qui se plaint d'avoir été victime de dol, comme on l'accorde aux héritiers réservataires, comme toutes les fois que la simulation cache une fraude (1).

Quant au mari, l'article 1502, nous l'avons vu, le dispense de produire une quittance des apports présents. Mais s'il s'agit des biens qui lui sont échus par succession ou donation pendant le mariage, ou de la dot à lui constituée par un tiers avec stipulation d'un terme de paiement, le mari devra prouver que la dot payable en cours de mariage lui a été versée, que les biens compris dans la donation ou la succession ont été reçus par lui ; cette preuve se fera suivant les termes du droit commun.

Identité

La loi n'impose pas de modes de preuve particuliers pour établir l'identité entre le mobilier réclamé comme propre et le mobilier apporté en mariage ou recueilli en cours de communauté. C'est là une question de fait dans la solution de laquelle il n'est pas possible le plus souvent d'arriver à une certitude complète. Si l'on écarte le cas d'un tableau de maître ou d'un souvenir

(1) Alger, 13 mai 1894, D., 96, 2, 27.

historique, il y aura, en effet, toujours quelque doute sur le point de savoir si tel objet mobilier corporel existant au jour du débat, bien que semblable à celui, apporté jadis, est vraiment encore le même. On doit admettre la prétention de l'époux, dès que l'on retrouve dans l'actif commun un objet identique à celui qu'il réclame. Cette preuve, ainsi entendue, résultera le plus souvent d'un inventaire descriptif.

La Cour de Paris a statué dans une espèce où la femme revendiquait certaines obligations qui, d'après elle, provenaient de la conversion d'autres titres dont les numéros étaient reproduits dans une liquidation par acte notarié. La Cour refusa la reprise en nature, au motif que rien ne prouvait d'une façon authentique que les titres existant étaient bien ceux qui, en suite d'une conversion, avaient remplacé les titres anciens (1).

*Clauses du contrat de mariage réglant les questions
de preuve*

Les époux font parfois insérer dans le contrat de mariage une clause conçue en ce sens : « Pour faire la preuve tant de la consistance et de la valeur de leur mobilier personnel que de sa réception, les futurs époux pourront user de tous moyens de preuve, même de la commune renommée. » Quelle est la valeur de cette clause ?

Tout ce que l'on pourrait invoquer en faveur de sa validité, c'est d'abord le principe de la liberté des conventions (art. 1387), puis le droit pour les tiers de prendre quand ils y ont intérêt connaissance du contrat de

(1) 27 juin 1894, précité.

mariage. Ces arguments ne sont pas convaincants ; le premier semble même renfermer une pétition de principe. Sans doute, l'on peut modifier à son gré les divers régimes matrimoniaux, mais à une condition : c'est de n'y rien insérer qui soit contraire à la loi. Or la loi réclame un inventaire ou un état. La clause en question, ayant pour but de dispenser de ces justifications, est donc exactement le contraire de ce qui est prescrit. Que, dans les rapports entre époux, cette clause puisse produire effet (1), jusqu'à un certain point on le comprend, les conventions tenant lieu de loi à ceux qui les ont faites ; mais au regard des tiers, étrangers au contrat, au préjudice desquels une majoration d'apport pourrait être concertée, cette clause ne saurait être opposable.

Admise par un arrêt de la Cour de Poitiers (2), elle est repoussée par l'ensemble de la doctrine et de la jurisprudence comme contraire au caractère d'ordre public des articles 1499 et 1502 (3).

(1) Dijon, 14 août 1872, S., 72, 2, 132, D., 73, 2, 166.

(2) 16 décembre 1868, D., 69, 2, 203, S., 70, 2, 43.

(3) Aubry et Rau, *op. cit.*, V, § 522, note 29 ; Laurent, *op. cit.*, XXIII, n° 189 ; Rodière et Pont, *op. cit.*, II, n° 1274 ; Guillaouard, *op. cit.*, III, n° 1480 ; Paris, 4 mai 1866, D., 68, 2, 29 ; Metz, 26 mai 1868, D., 70, 2, 80 ; Dijon, 14 août 1872, précité ; Cass. req., 3 mars 1902, D., 04, 1, 188.

CHAPITRE II

SYSTÈME DE M. LAURENT (1)

M. Laurent a cru devoir s'arrêter à l'interprétation étroite et rigoureuse d'une présomption légale n'admettant pas de preuve contraire en dehors de l'inventaire ou de l'état en bonne forme. Pour lui, l'article 1499 est limitatif : admettre d'autres modes de preuve, c'est ouvrir précisément la source de contestations que le Code a voulu tarir. D'ailleurs l'admission d'autres preuves ne se justifie pas quant au mobilier possédé par l'époux, mari ou femme, avant son mariage, libre à ce moment de se procurer une preuve écrite de son apport et coupable de négligence s'il ne le fait pas ; il en est de même pour les meubles échus pendant le mariage. Non seulement la loi n'établit aucune distinction entre le mobilier présent et le mobilier futur, mais même elle la repousse formellement, puisqu'elle place ces deux mobiliers sur la même ligne, en ces termes : « Si le mobilier *existant lors du mariage ou échu depuis* n'a pas été constaté par inventaire ou état en bonne forme, il est réputé acquêt. »

Et l'on ne peut appliquer à la communauté d'acquêts la règle établie par l'article 1504 pour la clause de réa-

(1) *Principes de droit civil français*, XXIII, p. 172 à 190.

lisation. Les deux clauses sont analogues ; soit. Mais on ne raisonne par analogie que dans le silence de la loi. Or l'article 1499 tranche la difficulté. Il dit tout simplement et en termes absolus que le mobilier futur non inventorié est réputé acquêt. Sans doute la distinction introduite par l'article 1504 pour le mobilier futur entre le mari et la femme est rationnelle, « le législateur aurait dû l'admettre, mais il ne l'a pas fait. »

M. Laurent n'admet pas non plus qu'on distingue les rapports entre époux des rapports vis-à-vis des créanciers.

Sans succès en jurisprudence, cette théorie est unanimement repoussée par la doctrine.

CHAPITRE III

SYSTÈME DE M. BUFNOIR (1)

Le savant professeur combat tout d'abord la distinction des rapports entre époux et des rapports avec les créanciers. Selon lui, pour préciser le sens et la portée des articles 1499, 1504 et 1510, et faire disparaître toute antinomie entre ces textes, il faut simplement distinguer les reprises en nature et les reprises en valeur. L'article 1499 a, relativement aux meubles dans le régime de la communauté réduite aux acquêts, une portée analogue à celle de l'article 1402 relativement aux immeubles dans le régime de la communauté légale.

L'application de cet article doit être réservée au cas où la femme invoquerait un droit de propriété pour distraire de prétendus apports de la masse de la communauté ; en d'autres termes, cet article ne vise qu'une question de reprise en nature. « Il s'agit de savoir, parmi les effets mobiliers confondus aux mains du mari, quels sont ceux qui sont restés propres aux conjoints ; quels sont ceux qui, au contraire, appartiennent à la communauté. » Comme l'a dit un arrêt de la Cour de Caen (2) consacrant la doctrine de M. Bufnoir, « il y a

(1) Notes dans S., 85, 2, 25 et 89, 4, 465.

(2) 24 mars 1890, D., 90, 2, 218, S., 90, 2, 134.

lieu de distinguer l'action en revendication par laquelle la femme réclame la *propriété* d'objets mobiliers, c'est-à-dire un *droit exclusif*, d'avec l'action que la femme exerce comme simple créancière et pour laquelle elle vient sur le mobilier en concours avec les créanciers de son mari. » C'est parce qu'il s'agit dans l'article 1499 d'une question de propriété qu'on exige du conjoint qui veut faire tomber la présomption établie en faveur de la communauté des preuves qui soient de nature à constater non seulement l'origine mais aussi l'identité des biens réclamés.

L'article 1504 se place visiblement à un point de vue différent ; il suppose une clause d'apport ; il est le complément de l'article 1503 qui ne vise que les clauses de réalisation indirecte, c'est-à-dire celles par lesquelles les époux promettent à la communauté une somme déterminée et se réservent ainsi tacitement tout l'excédent de la valeur de leur mobilier ; ici, il n'y a que des propres imparfaits : la communauté étant devenue propriétaire de tous les meubles, les époux ont seulement droit à la reprise en valeur de tout ce qui dépasse la somme promise. Donc, l'article 1504 traite seulement de la preuve à fournir lorsqu'il s'agit d'une reprise en valeur ; sa sphère d'application se restreint à l'hypothèse où les époux se présentent comme créanciers.

Cette interprétation explique de la façon la plus naturelle la différence profonde qui sépare la disposition de l'article 1499 de la doctrine de Pothier. Dans notre ancien droit, on ne connaissait que les reprises en valeur ; c'était seulement un droit de créance que les époux invoquaient ; il n'y avait pas de propres parfaits. Or, ce sont les solutions de Lebrun et de Pothier, tout au moins

relativement à la femme, qui ont été reproduites par l'article 1504 dans une hypothèse analogue, c'est-à-dire lorsque l'époux n'a droit qu'à une valeur (1). Au contraire, le Code a introduit un droit nouveau plus rigoureux pour les reprises d'un nouveau genre qu'il autorise, celles qui se font en nature lorsque les époux ont conservé la propriété individualisée de leurs propres.

La distinction des deux situations s'accuse encore avec netteté dans les dispositions spéciales du Code de commerce qui prévoient le cas de faillite du mari. S'agit-il de la revendication d'un propre en nature ? l'article 560 exige une justification d'identité par inventaire ou acte authentique. Au contraire, la femme se présente-t-elle comme créancière, prétendant simplement exercer une reprise en valeur ? l'article 563 se contente d'un acte à date certaine sans exiger l'authenticité, et même la date certaine n'est exigée que si le mari était commerçant au moment du mariage ou l'est devenu dans l'année. S'il en est ainsi en matière de faillite, serait-il admissible que la loi fût plus rigoureuse en droit civil ?

On voit que le Code de commerce laisse sous l'empire du droit commun la question de preuve des créances de la femme, sauf l'exigence de la date certaine dans le cas spécial visé par l'article 563 ; or, le droit commun, c'est l'article 2121 du Code civil qui réserve à la femme une hypothèque pour la garantie de ses droits et créances contre son mari. Comme toute créance dont l'existence est établie contre le mari l'est également vis-à-vis

(1) La Cour de Caen, dans l'arrêt du 24 mars 1890 précité, a tiré argument de cette jurisprudence antérieure pour autoriser une reprise en valeur.

des créanciers et entraîne hypothèque légale, ce ne sera que sur la question de rang que les créanciers pourront exiger la date certaine (art. 1328) et seulement dans le cas où le rang dépend de la date d'un acte.

Donc, s'agit-il des reprises en valeur, on appliquera l'article 1504, et la femme pourra, même à l'égard des créanciers du mari, faire preuve par témoins et au besoin par commune renommée de la valeur de son mobilier. S'agit-il de reprises en nature, l'on se conformera à l'article 1499 sans distinguer si le conflit s'élève entre époux ou vis-à-vis des créanciers.

Quant à l'article 1510, il règle uniquement les droits des créanciers antérieurs au mariage (art. 1511 et 1497-4°) auxquels on oppose une clause de séparation de dettes. En d'autres termes, il ne s'occupe que d'une question de distraction. « Les biens dont l'inventaire est prescrit pour limiter leur droit de poursuite sont ceux du conjoint qui est leur débiteur, nullement ceux qu'on prétend soustraire à leur action. Ainsi, étant supposé qu'il s'agit des créanciers de la femme ayant stipulé l'exclusion des dettes, le mari doit leur représenter l'inventaire qui établit la consistance de leur gage, sinon il est exposé à leurs poursuites sur tous les biens de la communauté, et par suite sur tous ses biens personnels, tant que la communauté dure (1) ». Une fraude était à prévoir : on pouvait craindre qu'au moment de la saisie, les époux ne vinssent diminuer les garanties accordées aux créanciers en attribuant la qualité d'acquêts aux meubles compris dans cette saisie ; c'est pourquoi le Code décide que la preuve de la qualité de propre

(1) S., 85, 2, 27, note a.

doit résulter d'un inventaire ou d'un acte authentique, à défaut desquels le droit des créanciers s'étendra sur tous les biens de la communauté et sur ceux du mari. L'article 1510 a simplement repris les solutions de l'article 222 de la Coutume de Paris.

Mais à supposer même, poursuit M. Bufnoir, que l'article 1510 doive être interprété comme complétant l'article 1499, il n'en est pas moins vrai « qu'il reste étranger à l'hypothèse où la femme, sans contester sur aucun bien, même provenant de ses apports, le droit de saisie des créanciers de la communauté ou du mari, se bornerait à se prétendre créancière d'une valeur qu'elle a mise dans la communauté en s'en réservant la reprise. » L'article 1510 ne vise manifestement que l'action par laquelle la femme voudrait soustraire à la poursuite des créanciers du mari des meubles qu'elle revendique comme propres. Enfin, ce même article 1510 oblige les époux à se faire respectivement raison des dettes que la communauté aurait payées à la décharge de l'un d'eux et déclare que cette obligation est la même qu'il y ait inventaire ou non. « Le droit à la récompense existe donc même en l'absence d'inventaire, ce qui implique le droit d'en poursuivre le paiement sur les biens du conjoint débiteur en concours avec les autres créanciers, ou par préférence, si le conjoint créancier est la femme et qu'elle soit dans les conditions voulues pour se prévaloir de son hypothèque. »

Cette interprétation est d'ailleurs corroborée par les dispositions des articles 1414 et 1415 du Code civil, qui règlent la part de dettes à payer par la communauté dans les successions composées tout à la fois de meubles et d'immeubles. Pour fixer l'importance relative du mo-

bilier et des immeubles, la loi veut qu'il soit dressé un inventaire estimatif par le mari alors même que la succession est échue à la femme. A défaut d'inventaire, et s'il résulte de cette omission un préjudice pour la femme, celle-ci pourra, à la dissolution de la communauté, poursuivre les récompenses de droit, et faire preuve même par témoins et commune renommée de la consistance et de la valeur du mobilier non inventorié. Les règles du droit commun sont donc adoucies spécialement quand il s'agit de biens mobiliers échus à la femme pendant la communauté, et dans le cas où la femme invoque un droit à récompense, c'est-à-dire un simple droit de créance ; la loi admet les mêmes facilités de preuve qu'elle a ensuite adoptées pour les reprises en valeur.

La distinction de deux catégories bien tranchées de reprises peut seule expliquer « la singularité apparente » que présentent les articles 558 et 563 du Code de commerce. L'article 558 vise le cas où la femme a, durant le mariage, acheté des immeubles avec des deniers provenant de successions qu'elle a recueillies ; la femme pourra reprendre en nature lesdits immeubles à condition que, notamment, « l'origine des deniers soit constatée par inventaire ou par tout autre acte authentique. » L'article 563, visant le cas où la femme veut exercer son hypothèque à raison des deniers et effets mobiliers qui lui sont advenus par succession, donation ou legs, demande comme preuve de leur réception un acte ayant date certaine. Dans ces deux cas, il s'agit d'une succession échue à la femme, et cependant, pour l'un, la loi exige une preuve authentique, pour l'autre, elle se contente d'un acte sous seing-privé.

Pourquoi cette différence ? Parce que, répond M. Bufnoir, dans le premier cas, la femme prétend reprendre en nature des immeubles, se présente comme propriétaire, tandis que, dans le second, elle exerce simplement son hypothèque, et agit comme créancière d'une reprise en valeur.

« Tout cet ensemble de textes se tient, dit à son tour M. Planiol (1). On retrouve sur les points les plus divers, dans la communauté légale, dans la communauté réduite par une clause d'apport, dans le régime de la faillite, la trace d'une distinction qui domine la loi entière, quoiqu'elle ne soit écrite nulle part. » Mais M. Planiol agence les textes d'une autre façon que M. Bufnoir. Le point de départ est l'article 1415 qui détermine par quels moyens, à défaut d'inventaire, la femme établira la consistance du mobilier provenant d'une succession pour fixer la *part contributoire* de la communauté légale dans le passif héréditaire. Le rôle de cet article dans la discussion est de montrer que : dans un cas particulier où la preuve de la consistance du mobilier échu à la femme par succession devrait régulièrement se faire, comme toujours, au moyen d'un inventaire ou état en bonne forme, l'omission par le mari de faire dresser l'inventaire ne prive pas la femme du droit d'établir par d'autres moyens la valeur de ce mobilier. Il y a là une faveur fondée sur l'équité.

L'argument à tirer de l'article 1415 est renforcé par l'article 1504 qui accorde à la femme, venant comme créancière réclamer à titre de propre la *valeur* du mobilier entré de son chef dans la communauté, les mê-

(1) Note dans D., 90, 2, 217.

mes procédés de preuve à défaut d'inventaire, et indique ainsi une différence entre la femme créancière et la femme propriétaire. Enfin et surtout, les dispositions du Code de commerce, en réduisant dans de notables proportions les droits qui d'après le droit commun appartiennent à la femme, permettent par cela même de déterminer la situation qui lui serait faite à l'état normal. Or, la loi des faillites permet plus facilement à la femme de se présenter comme créancière, même munie de son hypothèque légale (art. 563) que comme propriétaire exerçant une revendication pour soustraire à la masse une part d'actif (art. 560). Elle nous montre donc bien que la distinction entre les deux natures de reprises est « réellement un *principe* sous-entendu dans nos lois, et non pas simplement une *solution d'équité*, admise çà et là, à titre de tempérament et avec le caractère d'une exception aux règles générales. »

D'ailleurs, dans les hypothèses même où la reprise du mobilier qui devait avoir lieu en nature ne peut se faire faute d'inventaire, la loi, par une sorte de *retour sur elle-même*, permet à la femme de reprendre en argent, à l'aide de son hypothèque légale sur les immeubles de son mari, une valeur égale à celle que la loi attribue à la communauté en réputant « acquêt » le mobilier non inventorié, ou en le déclarant « acquis aux créanciers ». Elle écarte ainsi le préjudice que la femme subirait par suite de la faute que son mari a commise en négligeant de faire dresser un inventaire.

M. Bufnoir, après avoir argumenté des textes, s'est attaché à démontrer que la distinction entre les reprises en nature et les reprises en valeur est rationnelle. La reprise en nature, dit-il, a pour effet d'attribuer à la

femme des biens que les créanciers considéraient comme leur gage ; elle diminue, peut-être même épuise-t-elle l'actif mobilier apparent. Au contraire, la reprise en valeur ne touche pas à la consistance du gage, elle diminue seulement, par le concours d'un créancier de plus, le dividende afférent à chaque créance. Même dans le cas de l'exercice de l'hypothèque légale, le préjudice causé aux créanciers est encore moindre que celui qui résulterait d'une revendication ; l'actif mobilier reste intact, il n'est pas sûr que la femme obtienne satisfaction complète ; son hypothèque peut être restreinte et rendue inutile par d'autres droits de même nature. Enfin, « s'il y a une collusion à craindre entre les époux, elle se réalisera plutôt par une création fictive de propres en nature que par une exagération du chiffre des reprises en valeur (1) ».

Dans sa note de 1885, M. Bufnoir apportait à sa théorie un tempérament important tenant à la cause première des reprises. Les facilités de preuve accordées pour les reprises en valeur ne devaient recevoir leur application qu'autant que la femme, par l'effet de son apport, avait eu *ab initio* une créance de reprise : par exemple, lorsque son apport, tombant en communauté à raison de l'estimation faite dans le contrat de mariage, la constituait, dès le jour du mariage, créancière de la valeur. Au contraire, les preuves rigoureuses de la propriété devaient être exigées lorsque la femme exerçait une reprise, même en valeur, si sa réclamation impliquait qu'elle était demeurée propriétaire d'un effet mobilier : par exemple, dans le cas où elle réclamait le

(1) Massigli, *Rev. crit.*, 1888, p. 659.

prix d'un meuble propre parfait aliéné en cours de mariage. En 1889, dans une autre annotation insérée dans le recueil de Sirey, M. Bufnoir crut devoir abandonner ce tempérament qui « lui paraissait impliquer une certaine contradiction avec la donnée fondamentale de la thèse elle-même. »

La théorie très ingénieuse de M. Bufnoir a eu en doctrine un succès retentissant. Cependant la distinction des reprises en nature et des reprises en valeur avait déjà été proposée avant lui, comme fondamentale, par Aubry et Rau. Ils admettaient que la femme exerçant des reprises en valeur pouvait justifier de sa créance vis-à-vis des créanciers par les mêmes moyens à l'aide desquels elle l'établissait contre son mari ; mais ces auteurs, argumentant de l'article 1510, exigeaient un inventaire notarié lorsque la femme revendiquait ses meubles propres à l'encontre des créanciers de son mari (1).

Cette distinction avait été également reconnue dans un arrêt de la Cour d'Angers du 26 mai 1869 (2). Cet arrêt visait le cas où la femme se présente comme « simple créancière chirographaire », et autorisait sa reprise en deniers « par concurrence avec les autres créanciers. »

D'autres Cours d'appel ont aussi professé cette théorie. Un arrêt de Lyon du 28 avril 1850 (3), statuant sur un cas de faillite du mari, consacre la même doctrine en ce qui concerne l'article 560 du Code de commerce, et autorise la femme du négociant failli à prouver con-

(1) Aubry et Rau, *op. cit.*, III, § 264 *ter*, n° 17.

(2) D., 69, 2, 239, S., 70, 2, 85.

(3) D., 52, 2, 283.

formément à l'article 1504 du Code civil, c'est-à-dire même par commune renommée, la valeur de son mobilier, pour exercer « en simple qualité de créancière » la reprise de cette valeur. Mais l'arrêt refuse « d'attribuer à la femme, à défaut de tout privilège écrit dans la loi, le prix desdits effets mobiliers par préférence aux autres créanciers du mari. »

La Cour de Dijon, dans son arrêt précité de 1884, a décidé que la femme qui se présente comme créancière peut faire preuve de ses reprises conformément aux articles 1415 et 1504, même lorsqu'elle invoque son hypothèque légale à l'encontre des créanciers du mari. Cet arrêt a été cassé par la Cour suprême le 22 novembre 1886.

Un arrêt de la Cour de Caen, du 24 mars 1890, consacre également la distinction des reprises en nature et des reprises en valeur (1). Même solution émanant de la Cour d'Agen, le 24 mars 1902 (2).

Mais l'ensemble des Cours d'appel s'est rallié à l'opinion de la Cour de cassation. La Cour de Caen elle-même, par arrêt du 2 mai 1900 (3), comme aussi la Cour de Dijon, le 18 décembre 1902 (4), sont revenues à la jurisprudence traditionnelle de la Cour suprême.

(1) D., 1890, 2, 217, S., 1890, 2, 134.

(2) D., 1903, 2, 433.

(3) D., 1904, 1, 188.

(4) D., 1904, 2, 87.

CHAPITRE IV

SYSTÈME DE M. SALEILLES (1)

M. le professeur Saleilles, en 1900, a tenté une nouvelle exposition de principes relativement à la question de preuve des reprises mobilières.

M. Saleilles commence par rejeter toutes les distinctions proposées soit par la Cour de cassation, soit par M. Bufnoir. Ces distinctions ne trouvent suivant lui aucun fondement dans la loi. La règle de droit commun pour toutes les hypothèses doit être puisée dans l'article 1499 qui s'applique indifféremment aux reprises en nature ou en valeur, aux rapports entre époux et aux rapports avec les créanciers.

L'article 1510 est étranger au débat.

L'article 1504 apporte une exception à la disposition générale de l'article 1499 en ce qui concerne le mobilier échu pendant le mariage. Cette exception ne se justifie ni par le caractère des reprises, comme le prétend M. Bufnoir, ni par les intérêts en cause, comme le soutient la jurisprudence ; elle tire sa raison d'être de l'espèce même qu'elle prévoit. C'est parce qu'il s'agit de

(1) V. Gouyon, *Des questions de preuve en matière de reprises matrimoniales*, thèse, Paris, 1900 ; Desrez, *De la preuve en matière de reprises matrimoniales*, thèse, Caen, 1903.

biens advenus au cours du mariage et parce que la femme ne jouit pas à ce moment de toute l'indépendance nécessaire pour se ménager les preuves dont elle aurait besoin, que la loi lui accorde certaines facilités. Il s'agit là d'une garantie qu'impose l'équité. Ce n'est pas autre chose que le système enseigné par nos anciens auteurs, par Lebrun et Pothier, mais restreint au mobilier futur.

La présomption de l'article 1499 est absolue ; elle s'applique même entre époux, même pour les reprises en valeur, sans distinction ni réserve, sauf le cas où il y a un inventaire ou un état en bonne forme. Le législateur a voulu que la justification du montant des apports résultât d'une preuve qui ne pût soulever aucun doute, et voilà pourquoi la présomption d'acquêt ne disparaît que devant une preuve certaine : un inventaire ou un état en bonne forme. Jusqu'ici, M. Saleilles admet la théorie étroite de M. Laurent, mais il va s'en séparer en élargissant la notion de ce qu'il faut entendre par « état en bonne forme ». Si l'état en bonne forme désignait simplement un état authentique, il se confondrait avec l'inventaire. La véritable définition en est donnée par l'article 1504 qui énumère les modes de preuve permis au mari quant au mobilier échu au cours du mariage. Cet article exige un inventaire ou *tout titre propre à justifier de la consistance et valeur du mobilier*, c'est-à-dire tout écrit pouvant constituer un titre justificatif, sans aucune forme particulière spécialement requise, par exemple, un inventaire sous seings-privés, un compte de tutelle, un billet, un titre nominatif.

Mais si les textes ne font aucune distinction, la « na-

ture même des choses », dit M. Saleilles, nous oblige à distinguer les reprises en nature et les reprises en valeur.

Reprises en nature. — La reprise en nature impose la preuve de l'identité, de l'individualité de l'objet, et une pareille justification ne peut résulter que d'un inventaire ou d'un état énumératif qui permette de reconnaître dans la masse la fortune mobilière propre qui s'y trouve confondue.

Reprises en valeur. — S'il s'agit de reprises en valeur, des distinctions s'imposent.

1° La créance en reprise est fondée sur l'apport d'objets individualisés qui ne se retrouvent plus en nature dans la masse mobilière et qui n'ont pas été estimés dans le contrat. Pour fixer le montant de la créance, c'est-à-dire pour faire l'estimation de l'apport, une reconstitution du patrimoine mobilier est nécessaire. Cette évaluation ne peut se faire sans une preuve d'identité, et cette preuve devra résulter des procédés énumérés par l'article 1499, qui sont un inventaire ou un état en bonne forme. C'est en ce sens que M. Saleilles admet qu'il n'y a pas à distinguer entre les reprises en nature et les reprises en valeur, car ici le montant de la créance dépend d'une preuve d'identité.

2° Les apports consistent en sommes d'argent ou titres au porteur dont le montant a été indiqué dans le contrat ; il ne s'agit plus ici de preuve d'identité, mais de preuve du versement.

On a soutenu que l'article 1502 trouvait son application dans cette hypothèse, c'est-à-dire en ce qui touche la preuve de l'apport en deniers dont le chiffre est indiqué dans le contrat. M. Saleilles repousse cette interven-

tion. L'article 1502, dit-il, a visé le cas où une somme a été promise à la communauté pour y rester ; le mari, comme chef de la communauté, a le droit d'en exiger le paiement, et il s'agit de savoir comment ceux qui ont constitué la dot prouveront qu'elle a été remise au mari ; à cela l'article 1502 répond par une distinction, selon qu'il s'agit du mari ou de la femme. Au cas de reprises mobilières, il s'agit d'apports réservés propres que les époux pourront prélever et dont la femme, grâce à son hypothèque légale, reprendra la valeur contre les créanciers de la communauté et du mari. C'est donc une hypothèse tout-à-fait différente et l'article 1502 ne s'applique pas en cette matière. Cependant, en vertu des principes généraux, les solutions devront être les mêmes en matière de reprise d'une somme d'argent portée au contrat.

C'est qu'en effet, il est question seulement de prouver le versement d'une somme, et pour cela, il suffit d'appliquer les règles ordinaires. Or, de droit commun, cette preuve doit se faire par une quittance ; mais lorsqu'il s'agira du mari, les nécessités de fait et la nature des choses imposeront les solutions de l'article 1502, sans qu'il soit besoin d'aucune disposition légale. On ne peut raisonnablement exiger que le mari se donne quittance à lui-même.

Il n'y a pas seulement un intérêt théorique à écarter l'article 1502 en cette matière, et à déclarer que les solutions admises le sont en vertu d'un raisonnement de principe, et non comme une application de ce texte auquel elles sont conformes par suite d'une simple coïncidence. L'intérêt pratique de cette thèse apparaîtra en ce qui touche la troisième classe de reprises en valeur.

3° Il est très rare que les époux apportent en mariage uniquement des deniers. Ordinairement, ils possèdent à la fois des valeurs mobilières, de l'argent et des effets corporels. Le contrat contient habituellement l'énumération descriptive des titres et valeurs ; mais les objets mobiliers corporels sont le plus souvent estimés en bloc, sans inventaire. Parfois même on se contente d'une estimation globale comprenant à la fois les meubles et les valeurs. Lorsque les époux voudront reprendre le montant de ces apports qu'ils se sont réservés propres, quelle preuve devront-ils fournir ? Pourront-ils user des règles de l'article 1502 ?

M. Saleilles fait remarquer qu'ici la valeur d'estimation n'est qu'une valeur représentative derrière laquelle se trouvent des meubles individualisés de catégories très diverses. Il s'ensuit que la véritable preuve, celle qui pourrait établir d'une façon certaine que le versement a bien été fait, serait l'énumération et la description des différents objets afin que l'on pût en constater l'identité, s'ils existent encore, ou qu'en tout cas l'on pût être sûr qu'ils ont été réellement apportés. Dès lors, il semble au premier abord que l'article 1499 devrait être applicable ; pourtant, ce qui s'y oppose, c'est que l'époux créancier ne s'élève pas contre la présomption d'acquêts : il reconnaît que tous les meubles en la possession du mari sont à la communauté ; la preuve à faire, c'est celle de la réception par le mari de la valeur portée au contrat, et puisque l'on ne peut appliquer l'article 1499, l'on est obligé de s'en référer aux principes généraux en matière de preuve.

C'est donc à celui qui veut exercer une reprise à justifier qu'il a apporté la valeur énoncée au contrat et,

toujours en vertu des règles ordinaires, il lui faudra fournir une quittance, justification qui sera suffisante. Sans doute, le mari ne pourra se donner quittance à lui-même, mais il pourra se constituer un titre en dressant un état de son mobilier, formalité qu'il est possible d'accomplir, puisque, dans cette hypothèse, il ne s'agit plus d'argent, mais de meubles divers.

4° Enfin si le contrat porte que la célébration du mariage vaudra quittance, cette clause fera, entre les époux, preuve complète du versement des apports. Mais, à l'égard des créanciers, elle ne constituera qu'une simple présomption de paiement admettant la preuve contraire. Et même la quittance donnée à la femme ne constituera pas non plus une preuve absolue, à l'égard des créanciers, de la réception du mobilier par le mari : elle engendrera seulement une présomption de paiement encore susceptible d'être combattue par la preuve contraire.

M. Saleilles en arrive donc lui aussi à distinguer entre les époux et les créanciers, mais les différences de solution ne dérivent pas des textes, elles tiennent à une distinction très importante en ce qui touche la théorie de la preuve. Il faut reconnaître deux sortes de procédés de preuve : d'une part, les modes de preuve proprement dits, c'est-à-dire ceux qui supposent une concordance absolue entre le fait allégué et le fait réalisé ; et d'autre part, les *contrats de preuve*, ou *contrats de reconnaissance* qui impliquent l'engagement, de la part des contractants, de tenir pour établi le fait allégué et reconnu par eux-mêmes, alors même qu'il ne correspond pas à la réalité. C'est un forfait contractuel. L'exemple le plus caractéristique en est précisément cette clause si usitée dans les contrats de mariage en vertu de laquelle, par le

seul fait de la célébration, le futur époux sera chargé de la dot.

La quittance donnée à la femme dans le contrat constitue vis-à-vis d'elle une preuve complète de sa libération, mais elle ne suffit pas à l'égard des créanciers, quand la femme invoque à leur préjudice son hypothèque légale. On ne peut leur opposer un contrat impliquant une renonciation à contester la réalité des faits, puisqu'ils n'ont pas été parties à ce contrat.

M. Saleilles faisant en toute cette matière application pure et simple du droit commun et n'étant pas lié par l'article 1502 qui aurait imposé la justification par une quittance, ce mode de preuve n'a plus rien d'exclusif et les époux ont la faculté d'y suppléer suivant les principes généraux. C'est ainsi que l'on pourrait admettre la preuve testimoniale, si la femme avait un commencement de preuve par écrit émanant du mari ; mais dans ce cas, nous nous trouverions en présence d'un mode de preuve proprement dit, qui établirait d'une façon absolue, même au regard des créanciers, le paiement effectif de la dot.

CHAPITRE V

EXAMEN CRITIQUE DES DIFFÉRENTS SYSTÈMES

SECTION I. — Système de M. Laurent

Il nous semble tout d'abord qu'en traduisant état en bonne forme par état authentique, M. Laurent s'écarte, malgré sa prétention contraire, d'une interprétation littérale rigoureusement exacte ; sur ce point, il avance de son chef une opinion qui ne ressort nullement du texte de l'article 1499. En droit commun, un état en bonne forme n'est pas nécessairement authentique : ainsi un acte de partage sous seings-privés, relatif à une succession antérieure au mariage et contenant l'énumération et la description des objets mobiliers, est un état en bonne forme ; faudra-t-il le rejeter parce qu'il n'est pas authentique ?

Supposons que la femme réclame un bien à elle advenu pendant le mariage par donation, succession ou legs. Devra-t-elle rapporter un inventaire ou un état authentique ? Il faut répondre affirmativement si, avec M. Laurent, nous prenons à la lettre l'article 1499. Mais alors comment expliquerons-nous l'article 1504 qui, statuant sur un cas parfaitement identique, puisque le régime de la communauté d'acquêts n'est qu'une combinaison des clauses de séparation de dettes et de réalisa-

tion, permet à la femme de prouver par témoins ou commune renommée que tel bien lui est advenu à titre de propre pendant le mariage ? Est-il admissible que le législateur ait établi de telles différences entre des cas absolument analogues et fait varier la réglementation du régime suivant que le notaire aura rédigé le contrat de mariage dans les termes de l'article 1498, ou dans ceux des articles 1500, alinéa 1^{er}, et 1510 ?

Que ferons-nous de l'article 1415 : « à défaut d'inventaire et dans tous les cas où ce défaut préjudicie à la femme, elle ou ses héritiers peuvent, lors de la dissolution de la communauté, poursuivre les récompenses de droit, et même faire preuve tant par titres et papiers domestiques que par témoins et même par commune renommée de la consistance et valeur du mobilier non inventorié. » Est-ce que le droit de reprise n'est pas analogue au droit de récompense ? Dans l'un et l'autre cas, l'état de subordination de la femme pendant le mariage a pu l'empêcher de se procurer une preuve écrite, d'inventorier les meubles composant les successions qui lui sont échues.

Exiger de la femme une preuve authentique est une sévérité qui, pour ces raisons, nous paraît rendre inacceptable un système consistant à isoler dans sa rigueur l'article 1499.

SECTION II. — Système de M. Bufnoir

La théorie de M. Bufnoir peut se résumer dans les trois propositions suivantes : 1^o l'article 1499 vise les reprises en nature ; 2^o l'article 1504 vise les reprises en valeur ; 3^o l'article 1510 est étranger au débat : il est spécial aux créanciers antérieurs au mariage et l'inven-

taire qu'il prescrit est celui des biens de l'époux débiteur.

La division imaginée par M. Bufnoir et fondée sur la portée indépendante de l'article 1499 d'une part, et de l'article 1504 d'autre part, est certainement très séduisante, mais il faut reconnaître qu'elle n'apparaît guère clairement de la lecture des textes. L'article 1499 établit une présomption d'acquêts qui frappe tous les biens non inventoriés et ne fait aucune distinction entre les propres parfaits et les propres imparfaits.

Quant à l'article 1504, il est bien clair qu'il restreint la preuve par commune renommée au seul cas où il s'agit de mobilier échu pendant le mariage. A supposer même qu'il ne vise, comme le veut M. Bufnoir, que les reprises en valeur, si d'autre part l'article 1499 ne prévoit que les reprises en nature, dans quel article trouverons-nous une disposition relative à la reprise en valeur du mobilier possédé par les époux au jour de la célébration ? Il nous paraît impossible de nier que l'article 1499 s'appliquera forcément ici, et par conséquent, chacun de ces articles ne comporte pas la sphère d'application limitée que la théorie de M. Bufnoir lui attribue. A l'inverse, l'article 1504 vise non seulement les reprises en valeur mais aussi les reprises en nature, parce qu'il est en corrélation nécessaire avec l'article 1500, et que cet article prévoit deux clauses distinctes réservant les propres : la clause de réalisation et les clauses d'apport. Quand, par une clause expresse de réalisation, l'époux déclare directement qu'il exclut de la communauté tout ou partie de ses meubles, il est bien évident qu'il ne peut être question en principe que d'une reprise en nature. L'article 1504 vise même les reprises en nature,

parce que les motifs qui justifient sa disposition existent aussi bien quand il s'agit de ces dernières reprises que lorsqu'il est question des reprises en valeur. Que la femme exerce un droit de propriété ou un droit de créance fondé sur du mobilier échu au cours du mariage, sa situation est la même et nécessite les mêmes mesures de protection. C'est à quoi doit pourvoir l'article 1504.

La clause d'exclusion des dettes, constituant une dérogation au droit commun, doit s'entendre restrictive-ment, et nous accordons qu'en principe elle ne s'applique qu'aux dettes présentes, c'est-à-dire aux dettes antérieures au mariage. Mais les époux peuvent aussi exclure leurs dettes futures, c'est-à-dire celles des donations et successions à échoir. L'on comprend parfaitement l'utilité d'une clause tendant à ce que la communauté ne supporte jamais le passif héréditaire au delà de l'émolument par elle recueilli dans la succession. La femme peut avoir besoin d'être protégée contre l'acceptation imprudente faite purement et simplement par son mari d'une succession exclusivement mobilière. Il serait donc téméraire d'affirmer d'une façon absolue que l'article 1510 ne vise que les créanciers antérieurs au mariage (1).

On nous dit encore : le Code de commerce, dans l'article 560, a prévu le cas de reprises en nature, tandis que son article 563 s'occupe de reprises en valeur, confirmant ainsi la distinction sur laquelle est fondé le système de M. Bufnoir. M. Capitant a contesté ce point d'appui que l'on veut prendre dans la loi (2). L'article 563

(1) Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, *op. cit.*, II, n° 1353.

(2) Note dans D., 1903, 2, 433.

parle, dit-il, de la preuve de la *délivrance* ou du *paie-ment*, et non de la preuve de la *consistance* ou de l'*identité* ; il ne s'occupe donc que de la *question de réception* par le mari des sommes dont la femme se prétend créancière. « Quand la femme exerce ses reprises en nature conformément à l'article 560, elle n'a qu'une preuve à fournir : celle de l'identité des meubles dont elle se prétend propriétaire, et il faut qu'elle prouve cette identité par acte authentique. Mais il en est autrement quand il s'agit d'un droit de créance. Dans ce dernier cas, la preuve à fournir est double : la femme doit établir d'abord qu'une somme d'argent lui a été constituée en dot ou lui est échue pendant le mariage, et en second lieu que cette somme a été versée au mari (1). C'est de cette seconde preuve seule, relative à la réception des deniers par le mari, que parle l'article 563. »

Au point de vue logique, ajoute M. Capitant, la distinction proposée ne présente pas un fondement plus solide. Le législateur se serait montré bien imprudent et bien inconséquent si, voulant protéger les créanciers contre les fraudes qu'il redoute, il ne les avait défendus que contre les revendications de la femme, en les laissant exposés à son concours comme créancière. Sans parler du cas où, par l'exercice de son hypothèque légale, la femme prélèvera avant tout autre créancier les sommes qu'elle réclame, même lorsqu'elle viendra comme simple chirographaire, elle causera un préjudice certain aux créanciers.

D'ailleurs, la prétention de la femme qui exerce une reprise en deniers comporte toujours virtuellement,

(1) Comp. Thaller, *op. cit.*, n° 2042.

mais nécessairement, une affirmation de propriété antérieure. C'est parce que la femme a été au début propriétaire de ces effets mobiliers qu'elle en réclame la valeur. Même pour ses propres imparfaits, la cause de la reprise est dans un droit de propriété qui, par application des règles du quasi-usufruit, s'est transformé en une créance d'indemnité (1). C'est cette considération qui a conduit M. Bufnoir à abandonner le tempérament qu'il avait primitivement apporté à sa doctrine. « Si la réclamation de la femme, avait fait observer M. Massigli, porte sur la valeur d'un meuble dont elle était restée propriétaire et qui a été vendu..., et si elle prétend s'en faire attribuer le prix intégralement, nul doute que sa demande ne peut réussir qu'à la charge par elle de produire les preuves sans lesquelles elle n'aurait pas été recevable à revendiquer le bien lui-même » (2).

Il y a surtout un cas où apparait avec évidence la fragilité de la distinction proposée. C'est le cas où la femme a échoué dans sa demande en revendication. On admet alors qu'elle pourra encore agir à titre de créancière, et invoquer toutes espèces de preuves, même celle par commune renommée. Repoussée dans la première demande, elle triomphera dans la seconde, et s'il existe des immeubles elle exercera son droit de préférence. Que deviendra la protection dont on veut couvrir les créanciers ?

La pensée dominante du système de M. Bufnoir est celle-ci : une revendication cause aux créanciers un préjudice plus considérable qu'une reprise en valeur. Il

(1) Guénée, note dans D., 87, 4, 113.

(2) *Rev. crit.*, 1888, p. 663.

faut donc des preuves plus rigoureuses pour son admission. L'hypothèque légale est moins dangereuse, car si le mari n'a pas d'immeubles elle demeure sans effet, et, s'il y a des immeubles, les créanciers ne souffrent pas toujours de l'intervention de la femme ; il est possible qu'elle soit primée par ces créanciers.

A cela, on a répondu très justement qu'en règle générale la femme qui jouit d'une hypothèque légale primera les créanciers du mari, et qu'en conséquence, *normalement*, la reprise en valeur est aussi dangereuse que la reprise en nature (1).

En fait, les reprises en valeur peuvent être aussi préjudiciables aux créanciers que les reprises en nature. Elles nécessitent la vente des biens de la communauté et des biens du mari ; il y a là une source de frais et de complications ; ces biens se vendent souvent mal et il se peut qu'il ne reste plus assez pour le paiement des créances. Dans ces conditions, les créanciers ont parfois intérêt à laisser la femme prélever en nature un mobilier d'une vente peu facile, plutôt que de lui voir exercer, à raison de la créance de ce mobilier, une hypothèque qui les primerait.

Enfin, il nous sera permis de remarquer que ce système a des conséquences bien singulières. Ainsi, dans les rapports entre époux, la femme exerçant une reprise en nature contre son mari devra, même pour le mobilier échu pendant le mariage, produire un inventaire ou état en bonne forme. L'exigence d'une preuve écrite est une rigueur d'autant plus injustifiable que, le plus souvent,

(1) Thaller, *op. cit.*, n° 1973.

l'absence d'écrit sera due à la négligence sinon à la mauvaise foi du mari.

Au contraire, à l'encontre des créanciers de son mari, la femme pourrait, même par commune renommée, faire preuve de la valeur de ses propres, lorsqu'elle se présenterait comme créancière. Comme nous l'avons vu, elle se présenterait donc en cette qualité, armée de son hypothèque légale, toutes les fois qu'elle craindrait d'échouer dans sa demande en revendication, faute de titres en règle.

Il est bien difficile d'admettre que le législateur ait voulu autoriser à l'encontre des créanciers, auxquels aucun reproche ne peut être adressé, un mode de preuve qui se présente toujours comme une peine, et aussi dangereux que la preuve par commune renommée (1).

On a aussi fait remarquer que la théorie générale des preuves n'offre pas d'exemple d'une différence faite dans les conditions de la preuve d'un droit pécuniaire suivant que ce droit est un droit de propriété ou un droit de créance (2).

SECTION III. — Système de la jurisprudence

La jurisprudence s'est montrée beaucoup moins rigoureuse que M. Laurent dans l'application de l'article 1499, mais elle introduit dans cet article une distinction que le texte ne laisse pas soupçonner et que rien n'autorise. « L'intervention de l'article 1510 dans cette théorie, a-t-on dit, a bien l'air d'un expédient. On l'invoque pour justifier une distinction dont la loi ne porte pas tra-

(1) Planiol, *op. cit.*, I, p. 573, note 1.

(2) Guénée, *loc. cit.*

ce ; ni l'article 1499, ni l'article 1504 n'y font en effet la moindre allusion » (1).

Suivant la doctrine de la Cour de cassation, la présomption établie par l'article 1499 fait réputer acquêt le mobilier existant lors du mariage ou échu depuis, lorsqu'il n'a pas été constaté par inventaire ou état authentique ; mais cette présomption ne serait absolue que lorsqu'elle est opposée à la femme par les créanciers du mari et elle souffrirait un tempérament quand il s'agit de liquider les droits des époux l'un à l'égard de l'autre. Or, l'article 1510 ne traite d'une façon manifeste que de l'exclusion des dettes antérieures au mariage (art. 1497-4°), et ce n'est que par un raisonnement par analogie qu'on l'a étendu à certaines dettes futures. Il faut donc déjà s'écarter de la lettre de ce texte pour lui donner une portée générale permettant de le mettre en corrélation avec l'article 1499. Si les articles 1504 et 1510 étaient destinés à éclairer l'obscurité regrettable de l'article 1499, pourquoi figurent-ils dans des sections différentes réglant des cas particuliers ?

L'application rigoureuse de l'article 560 du Code de commerce, sans distinguer si la reprise s'exerce en nature ou en deniers, est combattue par la doctrine qui conteste l'interprétation donnée aux mots « mobilier » ou « effets mobiliers ». Il est difficile de concilier cette manière de voir avec les termes mêmes de l'article 560 qui ne parle que de la reprise « en nature d'effets mobiliers... toutes les fois que l'identité en sera prouvée par inventaire. » Comment comprendre qu'il puisse être

(1) Boyer, *De la preuve en matière de reprises matrimoniales*, thèse, Toulouse, 1889.

question de la reprise *en nature* d'une somme d'argent, quand il s'agit de droits exercés par la femme en qualité de créancière d'une somme déterminée quant à son montant, mais non de la reprise d'une somme confiée dans un coffre fermé ou dans une enveloppe spéciale et cachetée comme dans l'hypothèse du dépôt régulier.

On a fait très justement remarquer que les mots « mobilier, effets mobiliers », n'ont l'acception très large que la Cour suprême leur attribue dans son arrêt de 1886, « que dans la sphère d'application des textes qui les renferment. Or il n'apparaît pas des termes de ces textes qu'ils disposent en vue des reprises exercées par la femme à titre de créancière » (1).

Enfin, comme l'a fait remarquer M. Bufnoir, la Cour de cassation se met par cette doctrine en contradiction avec sa propre jurisprudence. Elle a jugé, en effet, par interprétation de l'article 1352 du Code civil, et conformément à l'opinion de la plupart des auteurs, que les présomptions légales, même quand elles sont *juris et de jure*, admettent cependant la preuve contraire résultant de l'aveu de celui à qui elles profitent, à moins qu'elles ne reposent sur des motifs d'ordre public (2).

Les considérants de la Cour de Caen, dans son arrêt précité du 24 mars 1890, s'écartant de l'opinion de la Cour de cassation, nous paraissent conserver toute leur valeur :

« Attendu que le système conduirait à des conséquences tellement inadmissibles que, seules, elles suffiraient à le faire repousser : 1° qu'ainsi notamment, les créan-

(1) Massigli, *loc. cit.*, 1888, p. 662.

(2) Bufnoir, note dans S., 89, 1, 466, 3^e col. — Comp. Cass., 13 janvier 1875, S., 75, 1, 244; Planiol, *op. cit.*, II, n° 48.

ciers du mari pourraient prouver par tous moyens légaux le paiement des dettes d'une succession échue à la femme et en exiger la répétition de la femme qui, elle, ne pourrait, par les mêmes moyens, prouver la consistance de l'actif ; 2° que la femme du commerçant, dont la loi a voulu restreindre les droits, pourrait, aux termes exprès de l'article 563 du Code de commerce, prouver la consistance d'une succession à elle échue, à l'aide d'un acte sous seing-privé ayant date certaine, tandis que la femme d'un non-commerçant ne le pourrait pas ; 3° que tous pactes de famille, comptes et partages sous seings-privés n'auraient aucune valeur probante en faveur d'une femme mariée ; qu'il en serait de même du jugement qui constaterait les faits les mieux établis, et même de la reconnaissance faite par le mari, alors que la sincérité en serait prouvée par l'aveu des adversaires. »

La jurisprudence va, en effet, jusque là, et sanctionne cette conséquence que la femme est privée de son action en reprise dans des cas où ne s'élève contre elle aucun soupçon de fraude, où les créanciers reconnaissent comme valables et suffisantes les preuves non authentiques que les époux produisent, où le juge est moralement certain que la femme est réellement créancière. Aussi, en nous associant, pour repousser cette doctrine, aux justes critiques que nous venons de reproduire, nous citerons le jugement de M. Bufnoir : « En vérité, il faut y regarder à deux fois avant d'admettre, en présence de textes au moins douteux, une solution qui choque à ce point le sentiment de la justice » (1).

(1) S., 1889, 1, 466, note, col. 3.

SECTION IV. — Système de M Saleilles

Le système de M. Saleilles a le grand mérite de supprimer toutes ces subtiles distinctions qui, pour ingénieuses qu'elles soient, n'en sont pas moins arbitraires.

M. Saleilles interprète chaque article isolément, et lui fait dire ce que raisonnablement on peut y voir. Il ne cherche pas à fonder une théorie d'ensemble qui sans doute n'a jamais existé dans la pensée du législateur. Il se contente des solutions données dans certains cas prévus, et quand les textes sont muets, il s'autorise des nécessités de la situation pour remonter aux principes et recourir aux règles générales.

Ainsi, en principe, M. Saleilles n'établit aucune distinction entre les époux et les tiers ; mais en fait, il reconnaît les différences assez nombreuses qu'impose la théorie des contrats de preuve. De même, en principe, il ne distingue pas entre les reprises en nature et les reprises en valeur, mais en fait, il met en relief la nature particulière des deux hypothèses qui correspondent à des différences quant aux modes de preuve à fournir. En effet, lorsqu'on revendique des meubles nettement déterminés, une preuve d'identité s'impose, et elle ne peut s'établir que sous les conditions de l'article 1499. Au contraire, en matière de reprises en valeur, s'il y a eu estimation, la justification ne porte que sur la preuve du versement, et cette preuve reste soumise aux principes généraux.

Nous acceptons cette sage et prudente méthode qui respecte les textes et n'a pas la prétention, sous prétexte de les concilier, de soumettre aux mêmes règles strictes et rigides les espèces les plus différentes.

TROISIÈME PARTIE

Régimes de communauté autres que la communauté réduite aux acquêts

SECTION I. — Communauté légale

Le Code civil n'a pas prévu dans le chapitre de la communauté légale la question de preuve en notre matière. Ce silence s'ensuit logiquement du principe posé par l'article 1401 ; mais l'existence d'exceptions à ce principe nous oblige à examiner la question étudiée à propos de la communauté réduite aux acquêts.

Nous ne rencontrons sur ce point aucune jurisprudence. C'est que, pour une bonne partie du mobilier exceptionnellement propre sous le régime légal, la difficulté se trouve facilement tranchée.

Les pensions viagères alimentaires ou insaisissables sont, dans la majorité des cas, établies par acte authentique, et leur origine n'est pas douteuse. Les souvenirs et papiers de famille portent en eux-mêmes la preuve de leur caractère de propres, puisque c'est leur nature même qui les exclut de la communauté ; puis ce sont le plus souvent des objets sans grande valeur vénale, n'offrant guère d'intérêt pour tout autre que leur propriétaire actuel.

En ce qui concerne le mobilier faisant partie des dons

et legs reçus par l'époux et exclus de la communauté par le disposant, la question de preuve peut se présenter sous un aspect plus compliqué. Nous savons pourtant que l'époux trouvera dans l'état annexé à l'acte de donation, ou dans le testament même qui l'institue légataire, s'il s'agit d'un legs particulier, une preuve de sa propriété particulière. Mais dans l'hypothèse d'un legs universel ou à titre universel, lorsque, par exemple, une succession mobilière est échue au cours du mariage à l'un des conjoints, et que par testament le *de cujus* a exclu de la communauté les biens compris dans cette succession, comment l'époux héritier établira-t-il la valeur et la consistance de ces meubles propres ?

Sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, nous avons vu que la loi dérogeait au droit commun des preuves en exigeant un inventaire, parce que les époux qui rédigeaient un contrat de mariage avaient la possibilité de se ménager une preuve de l'importance de leur fortune présente. Il serait donc conforme à l'esprit de la loi d'imposer une solution analogue, en cas de régime de communauté légale expressément adopté, pour l'ensemble de biens déjà soumis lors du contrat à une exclusion originelle.

Mais quand les époux, en l'absence de tout contrat, sont placés sous le régime de la communauté légale, le droit commun en matière de preuves doit reprendre son empire, s'il s'agit du mobilier présent. Au contraire, relativement au mobilier échu au cours du mariage, la preuve sera régie par les mêmes règles que sous la communauté d'acquêts, à savoir par l'article 1504. Les considérations qui ont décidé le législateur à accorder à la femme les facilités de preuve qu'autorise ce texte,

se retrouvent ici avec la même force, et il n'y a aucune raison pour en écarter l'application.

Cependant certains auteurs soutiennent que les articles 1499 et suivants, étant insérés sous la rubrique : « communauté conventionnelle », établissent des règles exceptionnelles, dont par conséquent l'interprétation doit être restrictive, et que l'on ne saurait étendre en dehors de leur cadre des dispositions exorbitantes du droit commun (1).

SECTION II. — Clauses de réalisation

La question de la preuve des reprises sous les diverses clauses qui excluent de la communauté le mobilier en tout ou en partie, qu'il s'agisse de propres parfaits ou de propres imparfaits, doit être résolue comme en matière de communauté d'acquêts. Cette solution est d'autant plus certaine que la communauté d'acquêts est très souvent stipulée sous forme de clause de réalisation jointe à une séparation de dettes.

La doctrine, en général, admet cette opinion (2).

La jurisprudence, nous l'avons vu, combine les articles 1499, 1504, 1510 et les explique les uns par les autres.

Rappelons que dans le cas où il s'agit, non plus d'une créance en reprise contre la communauté, mais d'une obligation contractée par un époux envers la communauté au moyen d'une promesse d'apport, c'est l'article

(1) Laurent, *op. cit.*, XXI, n° 286 ; Guillouard, *op. cit.*, I, n° 405 ; Tissier, *Rev. bourguignonne de l'Enseignement supérieur*, 1901, p. 114.

(2) Rodière et Pont, *op. cit.*, II, n° 1310 ; Aubry et Rau, *op. cit.*, V, § 523 ; Guillouard, *op. cit.*, III, n° 1524 ; Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, *op. cit.*, II, n° 1310. — *Contra*, Laurent, *op. cit.*, XXIII, p. 179.

1502 qui règle la preuve du versement de l'apport promis. Mais, dans ce même cas, en ce qui concerne la preuve de l'importance de l'indemnité, ou de la valeur dont les apports excèdent l'objet de la promesse, ce sont les articles 1499 et 1504 qui s'appliquent.

SECTION III. — Clause de reprise d'apport franc et quitte

La femme, pour se soustraire aux conséquences d'une mauvaise administration du mari, peut se réserver par contrat de mariage le droit de reprendre en renonçant à la communauté tout ou partie des biens qui y sont entrés de son chef (art. 1514). Cette convention déroge évidemment au droit commun en matière de communauté, puisque, d'après lui, la femme perd par sa renonciation toute espèce de droit sur les biens entrés dans la masse commune (art. 1492).

Bien que la clause de reprise d'apport franc et quitte ne réserve pas à la femme la propriété de ses apports, comme le ferait une clause de réalisation (1), et lui donne seulement droit à une créance de la valeur nette que les biens présentaient lors de leur mise en communauté, cependant, on applique d'une façon générale les mêmes règles de preuve que sous la communauté réduite aux acquêts (2).

D'ailleurs la question de preuve se présentera toujours en face des créanciers du mari : la femme est en effet renonçante, la communauté est donc mauvaise, la femme veut soustraire son apport aux poursuites des

(1) Note de M. de Loynes dans D., 1900, 2, 345.

(2) Rodière et Pont, *op. cit.*, III, n° 1523 ; Aubry et Rau, *op. cit.*, V, p. 496 ; Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, *op. cit.*, II, n° 1410.

créanciers. Or, si la femme n'est que créancière, elle profite néanmoins de son hypothèque légale. Son intervention va donc être très dangereuse pour les créanciers et les époux vont peut-être se concerter pour grossir le chiffre des reprises de la femme. Il faut donc soumettre cette hypothèse à un système de preuves non suspectes, c'est-à-dire leur appliquer l'article 1499.

SECTION IV. — Préciput

Le préciput est le droit stipulé au profit de l'un des époux, ordinairement du survivant, de prélever sur la masse commune, avant tout partage, une somme déterminée ou certains objets de communauté (art. 1515).

Le droit de préciput ne peut jamais être opposé aux créanciers du mari ; ceux-ci peuvent toujours faire saisir et vendre les biens de la communauté, même ceux qui auraient été individuellement désignés comme faisant l'objet du prélèvement préciputaire (art. 1519). De même, le mari, comme chef de la communauté, a le droit de les aliéner, sans que la femme pour laquelle le préciput serait stipulé pût en critiquer l'aliénation.

Comment la question de preuve se présentera-t-elle ? Le préciput, dit l'article 1515, a pour objet « une certaine somme ou une certaine quantité d'effets mobiliers en nature » ; son objet peut encore être un bien déterminé que l'époux désire conserver pour lui à tout événement : bibliothèque du mari, bijoux de la femme, habits et linges à l'usage personnel du conjoint bénéficiaire, des meubles meublants, des valeurs mobilières. Or, au jour de l'ouverture du préciput, deux situations sont possibles :

1° Les objets sur lesquels portait le préciput n'existent plus en nature ; ils ont été vendus au cours de la communauté. Le conjoint bénéficiaire de la clause sera donc obligé d'exercer son prélèvement en valeur. Comment fera-t-il la preuve de cette valeur ?

Si la question se pose entre l'époux préciputaire et les héritiers de l'autre, et si le contrat de mariage contient des indications suffisantes, on s'y référera. A défaut d'indications dans le contrat, il faudra appliquer l'article 1499 de la même façon que lorsqu'il s'agit, sous la communauté d'acquêts, de la preuve du mobilier présent dans les rapports entre époux.

Si le mari se trouve en face des créanciers de la femme à raison de dettes tombées en communauté, le préciput ne leur étant pas opposable (art. 1519), la question de preuve ne saurait se poser à leur égard. Mais s'il s'agit de dettes restées propres à la femme, rien n'empêchera le mari d'exercer son préciput à l'encontre de ces créanciers ; le mari devra dans ce cas prouver par acte authentique la consistance et valeur de son préciput.

Lorsque c'est la femme qui exerce le préciput, l'exercice de son droit étant en principe subordonné à l'acceptation par elle de la communauté, et le préciput ne se payant que sur l'actif net de la masse commune, il semble qu'un conflit entre la femme et les créanciers du mari ne doive jamais se produire. Cela est vrai en thèse générale, mais le droit au préciput au profit de la femme peut être stipulé même en cas de renonciation. Dans ce cas, la femme est créancière de la valeur de son préciput, et sa créance est garantie par son hypothèque légale. Si, par exemple, il a été stipulé que la femme

même renonçante pourrait reprendre ses bijoux, et si ces bijoux ne se retrouvent pas en nature, la femme poursuivra le paiement de leur valeur. Comme elle se trouve en face des créanciers, la preuve devra être faite par inventaire ou état authentique.

2° Les objets compris dans le préciput existent encore en nature lors de la dissolution de la communauté.

Dans cette hypothèse, il faudra en principe établir par les mêmes preuves que précédemment que tels biens réclamés comme compris dans le préciput faisaient réellement partie des apports de l'époux préciputaire.

Mais supposons que le préciput comprenne sans désignation spéciale un ensemble d'objets de même espèce, par exemple tous les meubles d'ameublement, tous les bijoux de la femme qui dépendront de la communauté au jour de sa dissolution. Il se pourrait alors que, par suite d'acquisitions faites au cours de la vie commune, la quantité ou la valeur de ces objets se trouve être excessive eu égard à l'intention probable des parties ou à leur situation de fortune. Pothier enseignait qu'en pareil cas les héritiers de l'époux prédécédé pouvaient obtenir en justice la réduction du préciput dans des limites convenables (1). Aujourd'hui, les auteurs en général repoussent cette décision : le préciput, étant une convention de mariage, forme la loi des parties dont le respect s'impose au juge ; portant sur un nombre illimité d'objets d'une certaine espèce, il doit embrasser, en outre des choses apportées en mariage, toutes les choses futures du même genre. Il n'en serait autrement que si les héritiers du conjoint prédécédé prouvaient qu'une partie des acqui-

(1) *Communauté*, n° 441.

silions a été réalisée en fraude de leurs droits par l'époux survivant, par exemple la veille du décès de leur auteur. Dans ces conditions, le juge pourrait ramener l'avantage à des limites normales (1).

**SECTION V. — Attribution de la communauté entière
à l'un des époux**

Il est permis de stipuler que la communauté entière appartiendra au survivant des époux, quel qu'il soit, ou bien à tel époux, si c'est lui qui survit. Par l'effet de cette clause, l'époux survivant prend la totalité de la communauté, moins en principe les « apports et capitaux » provenus de son conjoint, conformément à l'article 1525, alinéa 1^{er}.

Les héritiers du prémourant ont donc le droit de reprendre, outre, s'il y a lieu, les biens que leur auteur s'est réservés propres, tous ceux qui sont entrés dans la communauté de son chef, soit par les apports faits lors du mariage, soit par les successions ou donations recueillies pendant le mariage. Ici encore, la question de preuve sera résolue suivant les règles établies pour la communauté d'acquêts.

L'article 1525 édicte que la stipulation qu'il prévoit « n'est point réputée un avantage sujet aux règles relatives aux donations..., mais simplement une convention de mariage et entre associés. » La doctrine et, depuis un arrêt de la Cour de cassation du 2 août 1899 (2), la jurisprudence reconnaissent que cet avantage ne perd

(1) Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, *op. cit.*, II, n° 1418 *bis* et les renvois.

(2) S., 1900, I, 233 et la note de M. Ferron.

pas son caractère de *convention de mariage* quand bien même une clause expresse conférerait au survivant toute la communauté, sans que les héritiers du prémourant ne puissent rien réclamer des apports et capitaux tombés en communauté du chef de leur auteur. Il n'y a donc plus intérêt à établir la valeur des biens ainsi donnés, puisque l'avantage n'est plus compté pour le calcul de la réserve ni soumis à la réduction.

Il en serait autrement dans le cas d'un second mariage, quand il y a des enfants d'un premier lit. La loi, dans cette hypothèse, soumet au rapport fictif ordonné par l'article 922 les avantages résultant pour le survivant de la convention de mariage portant sur toute la communauté sans déduction des apports, et accorde à ces enfants l'*action en retranchement*. Par cette action, ils feront réduire les avantages excédant les limites de la quotité disponible établies en leur faveur par l'article 1098. Cette règle, déjà posée par l'article 1496 pour la communauté légale, est appliquée par l'article 1527 aux diverses clauses de communauté conventionnelle.

Cela étant, comment les enfants réservataires, en l'absence de l'indication des apports des nouveaux époux dans leur contrat de mariage, pourront-ils en établir la consistance ? Ce silence a pour résultat et peut-être pour but de porter atteinte à leur réserve : la preuve dont il s'agit leur permet de dévoiler une fraude. Aussi admet-on qu'ils pourront prouver tant par titres que par témoins. Rodière et Pont vont plus loin : ils leur concèdent la preuve par commune renommée (1). Mais d'au-

(1) *Op. cit.*, III, n° 1628.

tres auteurs refusent cette faculté qui ne peut être accordée qu'en vertu d'un texte formel (1).

Notre attention doit s'arrêter sur une convention particulière qui se rencontre dans presque tous les contrats de mariage de la région du Nord de la France, où la communauté réduite aux acquêts est le droit commun des gens qui font un contrat.

Il y est stipulé que le survivant des époux aura, à titre de convention de mariage, outre la propriété de la moitié des biens acquêts qui lui revient de plein droit, l'usufruit de l'autre moitié des mêmes biens sa vie durant ou jusqu'à convol, sans être tenu de donner caution ni de faire emploi du mobilier. Cette attribution éventuelle de l'usufruit de la moitié de communauté revenant en nue-propriété à la succession du prémourant est très souvent accompagnée d'une donation de même nature sur les propres, c'est-à-dire sur les apports présents et futurs.

Or, grâce à cette convention, il est rare que l'on fasse au décès du prémourant la liquidation et le partage de la communauté et de la succession. A ce moment, en effet, cette opération ne paraît d'aucune utilité, les héritiers n'ayant actuellement vocation qu'à une nue-propriété. Les enfants laissent donc tout en l'état (2), la liquidation est reportée au décès du survivant des époux, et la masse confondue des acquêts et des apports reste aux mains de leur père ou mère.

(1) Guillouard, *op. cit.*, III, n° 1434; Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, *op. cit.*, II, n° 1453.

(2) N'oublions pas que la donation sur les propres n'échapperait pas à la réduction, si celle-ci en était demandée.

Dès lors, l'on comprend que, par l'effet d'une telle clause, les difficultés de liquidation se trouveraient accrues si, dans la pratique, l'on se bornait, après le décès du prémourant, à dresser l'inventaire des seuls biens dépendant de sa succession. Pendant la durée de la jouissance usufruitaire et de l'administration du survivant des époux, les valeurs qui devaient être reprises en nature ont disparu et laissé place à des créances de reprises en deniers. Avec le temps, et par suite de la disparition des deux intéressés, la preuve des apports est devenue plus difficile.

Aussi, en fait, l'inventaire comprend-il, outre les biens du défunt, l'indication complète de l'actif et du passif de la communauté et encore celle des biens de l'époux survivant. Le notaire consigne dans la partie de l'inventaire appelée « analyse des papiers », soit sous forme de résumé de titres, soit sous forme de déclarations supplémentives prêtées aux parties, les mêmes renseignements concernant les reprises d'apports que s'il devait immédiatement procéder à la liquidation (1). Il coordonne les pièces justificatives dont nous avons étudié précédemment la valeur comme preuves littérales et y supplée même, d'accord avec les assistants. Par la rédaction en ce sens de l'inventaire, le règlement final de cette communauté qui a duré autant que le mariage et, pourrait-on dire, plus que lui, se trouve grandement facilité.

(1) Au surplus, il est nécessaire de tenir de suite ces renseignements afin de dresser correctement la déclaration de succession. Ils permettront le règlement des droits de mutation ouverts à raison de la transmission immédiate de la nue-propriété des biens dont l'époux survivant a l'usufruit et parmi lesquels, sous une forme ou sous une autre, se trouvent les apports du conjoint prédécédé; droits dus en principe par les héritiers nu-propriétaires, quoique l'avance en soit généralement imposée à l'usufruitier.

QUATRIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

DROIT COMMERCIAL

Les abus auxquels avait donné lieu, sous l'ancienne jurisprudence, l'exercice des droits de la femme dans la faillite de son mari, a conduit le législateur du Code de commerce à édicter toute une série de règles rigoureuses en vue de réprimer les collusions des époux au préjudice des créanciers.

La loi du 28 mai 1838, qui a modifié tout le livre III du Code de commerce, a supprimé ces sévérités excessives, sans cependant modifier la nature des mesures anciennes. Cette législation, commune à la faillite et à la liquidation judiciaire (1), encore qu'elle n'ait pas toute la clarté désirable, présente un ensemble de dispositions mieux coordonnées que les règles éparses du Code civil. Elle s'applique à tous les régimes de communauté, comme d'ailleurs à tous les régimes matrimoniaux.

Examinons successivement le cas où la femme veut

(1) Loi du 4 mars 1889, art. 24.

reprendre en nature, par la voie de la revendication, les meubles remis au mari par l'effet du mariage, ou d'autres biens qu'elle prétend acquis en emploi de deniers propres ; puis le cas où elle produit comme créancière, échappant grâce à son hypothèque légale à la loi du dividende ; enfin celui où elle vient au marc le franc, comme créancière simplement chirographaire. Nous dirons aussi quelques mots des reconnaissances d'apports fictifs et des conditions générales d'application des différentes règles que nous aurons rencontrées.

I. — *La femme se présente comme propriétaire*

L'article 559 nous rappelle la présomption d'acquêts de l'article 1402, de l'article 1499, ou plus exactement il consacre en matière de faillite une disposition analogue à l'ancienne *présomption mucienne* (1). « La présomption légale, dit-il, est que les biens acquis par la femme du failli appartiennent à son mari, ont été payés de ses deniers. » Pris à la lettre, ce texte s'applique seulement aux biens acquis pendant le mariage ; mais l'ensemble des autres articles de la section montre que les biens que la femme prétend avoir apportés en se mariant ou avoir recueillis depuis à titre gratuit obéissent à une règle identique. Comme les premiers, « ils doivent être réunis à la masse de l'actif. »

La preuve du caractère propre des biens revendiqués, mise à la charge de la femme, varie suivant qu'il s'agit de biens meubles par elle apportés en dot ou acquis à titre gratuit pendant le mariage, ou qu'il s'agit de biens

(1) Dig., liv. 24, titre I, loi 51. *De donationibus inter virum et uxorem.*

de toute nature acquis à titre onéreux au cours du mariage.

Meubles apportés en dot ou advenus à titre gratuit pendant le mariage. — L'article 560 indique les conditions de preuve : « La femme pourra reprendre en nature les effets mobiliers qu'elle s'est constitués par contrat de mariage ou qui lui sont advenus par succession, donation entre-vifs ou testamentaire et qui ne sont pas entrés en communauté, toutes les fois que l'identité en sera prouvée par inventaire ou tout autre acte authentique » ; il ajoute qu'à défaut de ces moyens de preuve, tout le mobilier est acquis à la faillite, et la femme n'a droit qu'aux habits nécessaires à son usage. Ce texte ne laisse aucun doute sur la nature de la preuve exigée ; il ne prête pas aux incertitudes provenant en droit civil de la pluralité des textes.

La loi commerciale est impérative et exclut ici, *a fortiori* du droit commun, une dispense complète de preuve, ou l'autorisation de prouver autrement que par les moyens qu'elle énumère, insérée au contrat de mariage (1). Cette convention ne serait pas comprise dans l'extrait du contrat publié conformément aux termes de l'article 67 du Code de commerce. Au surplus, ces concessions du mari ne peuvent être opposées à ses créanciers puisque c'est précisément contre lui que la loi entend protéger ceux-ci.

La jurisprudence, dont le système interprète les uns par les autres les articles 1499 et 1510 du Code civil et 560 du Code de commerce, et impose le même traitement à la femme chaque fois que le mari est insolvable, déclara-

(1) Paris, 9 février 1867, D., 68, 2, 29, S., 67, 2, 309 ; Metz, 26 mai 1868, D., 70, 2, 80.

re, nous l'avons vu, que les mots « mobilier » ou « effets mobiliers » employés dans ces textes comprennent « tout ce qui est censé meuble d'après les règles de la loi (art. 535 C. civ.) » (1). Les sommes d'argent, bien qu'elles ne paraissent guère susceptibles de revendication, ne peuvent donc être réclamées que suivant les mêmes moyens de preuve que les autres meubles. La conclusion qu'en déduit la Cour de cassation est d'interdire à la femme qui, faute d'acte authentique, a échoué dans la revendication de son mobilier, toute autre réclamation : les arrêts ne lui reconnaissent pas le droit d'en exercer la reprise en valeur en produisant au titre de créancière, même simplement chirographaire.

Nous connaissons les considérations de raison qui ont entraîné la doctrine à une opinion opposée et à se montrer plus favorable pour les reprises en valeur que pour les reprises en nature. L'un des arguments de texte qu'elle invoque à l'appui de son opinion doit être examiné ici.

On a dit : l'article 560, rigoureux, emploie l'expression « reprendre en nature » ; mais l'article 563 accorde à la femme, quand elle exerce ses reprises en valeur, des facilités de preuve particulières : la preuve authentique exigée par l'article 560 serait inutile, un acte sous seing-privé suffirait pourvu qu'il ait date certaine.

Cet argument de texte n'a pas la valeur qu'on lui attribue. Les termes de l'article 560 s'expliquent aisément : l'article 554 ancien, que l'article 560 actuel a remplacé en 1838, n'autorisait la femme à reprendre en nature que

(1) Cass., 22 novembre 1886, précité. — *Adde* : *Ann. dr. com.*, 1886-87, 2^e partie, p. 100, note.

les bijoux, vaisselle et diamants à elle donnés par contrat de mariage ou advenus par succession ; quant au reste du mobilier propre, la reprise en nature n'était pas permise, la femme ne pouvait qu'en reprendre la valeur. Le Code de 1807 limitait ainsi rigoureusement l'exercice des reprises en nature. La loi de 1838 a voulu supprimer cette sévérité et permettre à la femme de reprendre en nature tout son mobilier propre encore existant au moment de la faillite. Ainsi s'explique, croyons-nous, la rédaction de l'article 560 « reprendre en nature ». Quant à l'article 563, il s'occupe non de la consistance des apports, comme le disent les adversaires de la jurisprudence, mais de leur réception.

Biens acquis à titre onéreux au cours du mariage. — Pour justifier qu'elle a réalisé ces acquisitions avec des deniers propres, sommes comprises dans son apport de dot, argent recueilli dans des successions ou donations, montant d'une créance propre payée, prix de vente de biens propres, ou qu'elles proviennent d'échange de biens propres, la femme est-elle soumise à des mesures particulières ?

Le Code de commerce ne s'est occupé que des acquisitions immobilières et dans une hypothèse seulement.

Immeubles. — Il n'a prévu expressément que le cas où un immeuble revendiqué a été acquis en emploi de deniers provenant de succession ou donation. Pour empêcher la présomption de l'article 559 de s'appliquer, il faut, aux termes de l'article 558 : 1° qu'il ait été expressément stipulé dans l'acte d'acquisition fait au nom de la femme que l'immeuble était acquis pour servir d'emploi ; 2° que l'*origine des deniers* soit constaté par *inventaire* ou par tout autre acte authentique.

L'acte d'acquisition, même notarié, portant mention de l'origine des deniers, ne doit pas être pris, croyons-nous, pour cet « autre acte » équipollent à l'inventaire (1) ; il faut un acte authentique spécial, contrat de mariage, acte de partage notarié entre co-héritiers, testament, acte de donation...

L'exigence par l'article 558 d'une constatation rigoureuse de l'origine des deniers est certainement exorbitante du droit commun : c'est une condition ajoutée à celles de l'article 1435 du Code civil. Mais il faut remarquer qu'elle est identique à la solution admise en matière civile par la jurisprudence de la Cour de cassation. Ainsi que nous l'avons longuement constaté, lorsque la femme exerce ses reprises à l'encontre des créanciers, la jurisprudence exige une preuve authentique, même en dehors du cas de faillite. Or, tout en gardant l'hypothèse prévue par l'article 558, écartons la disposition de ce texte en supposant que le mari ne soit pas commerçant et qu'il s'agisse d'une simple déconfiture : la femme prétend qu'un immeuble a été acquis à l'aide de deniers propres ; sa prétention se fonde donc sur l'existence originaire de propres mobiliers. Laissons parler la jurisprudence : la femme ne peut, à l'encontre des créanciers, prouver l'origine des deniers propres qui ont servi à l'acquisition, que conformément aux articles 1499 et 1510, par inventaire ou état authentique.

Faut-il appliquer l'article 558 aux cas que nous avons énumérés dans lesquels la femme revendique un immeuble acquis par elle à titre onéreux autrement qu'en emploi de deniers provenant de succession ou donation ?

(1) V. cependant Cass., 8 janvier 1844, D., *Rép.*, v^o *Contrat de mariage*, n^o 1419.

Bien que dans cette matière rigoureuse nous devions nous garder d'étendre un texte exceptionnel, nous sommes partisan de l'extension. En exigeant une justification authentique de l'origine des deniers compris dans une succession ou une donation et employés à l'achat d'un immeuble propre à la femme, le législateur a entendu parer aux fraudes qui peuvent facilement se glisser au point de départ de cette acquisition. Les créanciers ont à redouter le même danger quant à l'emploi de sommes prétendues apportées en dot (1), au remploi du prix ou à l'échange d'autres valeurs mobilières.

Meubles. — L'article 558 d'une part ne parle que des immeubles ; l'article 560 d'autre part n'a trait qu'aux meubles appartenant à la femme avant le mariage ou acquis depuis à titre gratuit. Lorsque l'épouse du failli revendique des meubles qu'elle prétend avoir acquis durant le mariage en emploi de deniers propres, en remploi ou en échange de biens propres, comment doit-elle renverser la présomption de l'article 559 ?

La jurisprudence, appelée à statuer sur la revendication d'une valeur mobilière (rente sur l'Etat), a accordé la reprise du titre acquis au nom de la femme et à titre de remploi, encore que l'exigence de l'article 558 *in fine*, savoir la constatation authentique de l'origine des deniers, n'eût pas été satisfaite (2).

Cette opinion, basée sur le silence du Code, est de nature à permettre des abus. Le souci de protéger les

(1) En ce sens, Ruben de Couder, *Dict. de dr. com.*, 3^e éd., IV, v^o *Faillite*, n^o 927 ; Boistel, *Cours de dr. com.*, 4^e éd., sur l'art. 558, n^o 1014 ; Thaller, *op. cit.*, n^o 1975, note 1 ; Nancy, 17 janvier 1846, D., 46, 2, 69, S., 47, 2, 128.

(2) Cass. req., 1^{er} décembre 1879, S., 80, 1, 308.

créanciers pousserait à étendre aux acquisitions mobilières l'exigence d'une constatation régulière de l'origine des deniers, et cela, par analogie de l'article 558 du Code de commerce (1).

Pour nous, la preuve à fournir doit porter sur l'existence du propre originaire sur lequel la femme fait reposer la base de son acquisition. Comme ce propre originaire ne peut en principe provenir que d'une constitution par contrat de mariage, d'une succession ou d'une donation, nous rentrons alors dans le cas prévu par l'article 560. D'ailleurs, si le propre originaire dont l'aliénation a fourni les deniers avait été vendu sans remploi, la femme ne pourrait, d'après la jurisprudence, exercer la reprise du prix qu'à l'aide d'une preuve authentique de l'existence originaire de son propre. Il ne doit pas en être autrement lorsqu'il y a eu remploi.

II. — *La femme produit comme créancière*

Parmi les diverses créances que la femme peut exercer contre son mari, il en est qu'elle possède à raison des deniers qu'elle lui a remis, à raison de ses biens propres qui n'existent plus en nature au moment de la faillite, ou à raison des biens qu'elle a vendus à la communauté. D'après la jurisprudence, ces reprises en valeur ne se distinguent pas, au point de vue de la preuve, des reprises en nature, et cela, que la femme se présente comme créancière hypothécaire ou comme créancière chirographaire : la femme doit dans tous les cas établir, conformément aux règles que nous avons étudiées, l'existence originaire des propres dont elle réclame la valeur. Il

(1) Thaller, *op. cit.*, *loc. cit.*

semblerait donc que notre hypothèse ne dût pas être examinée séparément. Cependant la loi commerciale édicte une règle spéciale pour le cas où la femme fait valoir dans la faillite son hypothèque légale à l'appui de ses créances.

La femme se prévaut de son hypothèque légale. — L'article 563 apporte à l'hypothèque de la femme deux sortes de restrictions : 1° restriction de l'assiette de l'hypothèque : les seuls immeubles qu'elle grève sont ceux que le mari possédait au jour du mariage ou qui lui sont advenus depuis par succession, donation ou legs ; 2° restriction quant aux causes de l'hypothèque, soit quant aux créances garanties, soit quant aux preuves à administrer. Ce dernier point seul nous intéresse particulièrement.

La femme, dit le texte, pourra exercer son hypothèque « pour les deniers et effets mobiliers qu'elle aura apportés en dot ou qui lui seront advenus depuis le mariage par succession ou donation entre-vifs ou testamentaire, et dont elle prouvera la *délivrance* ou le *paiement par acte ayant date certaine*. » C'est là une condition nouvelle, qui vient, non remplacer les exigences de l'article 560, mais s'y ajouter. La femme a prouvé conformément à ce dernier article la consistance de ses biens, et justifié par un acte sous seing-privé, par exemple par une quittance du mari, qu'elle en a effectué l'apport : ces points établis, elle pourra exercer ses reprises en nature si les biens existent encore, en valeur dans le cas contraire, et se prévaloir de son hypothèque légale si le mari a des immeubles. C'est ici qu'intervient l'article 563 : si le mari est en faillite et que la femme veuille exercer son hypothèque à raison des deniers ou effets

mobiliers qu'elle a apportés en dot ou qu'elle a acquis à titre gratuit durant le mariage, elle doit alors en prouver la délivrance ou le paiement par acte ayant date certaine.

L'article 563 n'exige pas un acte authentique, comme l'exigeait l'article 551 du Code de commerce de 1807. Ce qu'il impose, et ce qui suffit, c'est la date certaine de l'acte. Cette mesure a pour but d'empêcher la rédaction de quittances antidatées constatant le versement d'un mobilier qui ne serait jamais entré en réalité dans la masse commune. Et ce qui fixe, à l'égard des tiers, l'époque à laquelle la quittance n'est pas antérieure, c'est l'un des trois événements indiqués par l'article 1328, dont le plus fréquent en pratique est l'enregistrement. Quant à cette époque à laquelle au plus tard peut remonter la date certaine de la quittance, opposable aux créanciers de la faillite, c'est celle du prononcé de la faillite ou de la liquidation judiciaire. « Faute de date certaine antérieure au jugement déclaratif, dit M. Thaller, la quittance devient suspecte. Ou elle est simulée, le mari n'ayant rien touché, ou elle répond à un encaissement effectif, mais dont la masse, considérée comme « tiers », est fondée à fixer l'époque au moment de l'enregistrement, le mari étant dessaisi alors et ayant dû toucher, par conséquent, la somme sans le concours du syndic. L'actif de la masse ne s'étant pas grossi de cette valeur n'a pas non plus à la rendre » (1).

En droit civil, le rang de l'hypothèque pour les créances que prévoit l'article 563-1° est déterminé par la date nécessairement certaine du mariage, de l'acceptation de la donation, de l'ouverture de la succession ou du legs

(1) Thaller, *op. cit.*, n° 2044.

(art. 2135). Mais la date certaine n'est pas requise pour l'acte qui constate le versement de la dot ou des valeurs futures. L'exigence d'une date certaine est donc une rigueur spéciale à la faillite.

Pour le mobilier présent, la clause du contrat de mariage déclarant que la célébration vaudra quittance satisfait à l'article 563 (1). La jurisprudence décidait même, sous l'empire du Code de 1807, qu'elle constituait l'acte authentique exigé par l'ancien article 551.

La femme agit comme créancière simplement chirographaire. — Si, faute de produire un acte ayant date certaine, la femme est privée de son hypothèque légale, elle peut néanmoins, en faisant dans les termes du droit commun la preuve du versement des valeurs réclamées en deniers, se présenter comme créancière chirographaire. Mais, tant qu'elle se trouve en face des créanciers du mari, comme la jurisprudence ne distingue pas sous quelle forme elle élève sa réclamation, elle doit prouver la consistance des biens suivant les modes prévus par l'article 560. Nous n'avons pas à insister sur ce qu'il y a de particulièrement excessif, dans un cas où la femme

(1) Colmar, 28 décembre 1853, S., 56, 2, 397 ; *id.*, 2 février 1857, S., 57, 2, 681 ; Cass., 22 février 1860, D., 60, 1, 180. Il a même été décidé que la clause suivante : « duquel apport la future épouse a donné connaissance au futur époux qui le reconnaît », insérée au contrat de mariage, constitue la preuve de la délivrance exigée par l'article 563 (Amiens, 1^{er} février 1908, *Gaz trib.*, 12 juin 1908). D'après ce même arrêt, si l'apport de la femme comprend des créances, les *intérêts* courus jusqu'au jour du mariage constituent des propres dont la femme peut exercer la reprise, comme *accessoires* de la créance, sans avoir à en prouver, conformément à l'article 563, la perception par le mari : « le fait de la délivrance au mari des titres d'où les revenus proviennent établit suffisamment le droit propre de la femme au prorata des intérêts courus jusqu'au jour du mariage. »

n'a aucun moyen de primer la masse, de lui imposer des conditions que l'on n'exige pas des autres créanciers.

III. — *Dots fictives*

L'article 564 n'accorde aux époux « aucune action à raison des avantages portés au contrat de mariage. » Il supprime toute réclamation de ce chef, quelle qu'en soit la forme, revendication, production privilégiée, concours au marc le franc.

Supposons que le mari ait reconnu à sa femme, par une clause du contrat de mariage, une dot fictive. Le syndic a certainement le droit de démontrer la simulation de la dot pour rétablir dans la masse le montant de cette libéralité. Mais nous savons combien sera délicate en pratique l'administration de cette preuve et nous avons vu que l'emploi de cette quittance fournit aux conjoints un moyen de frustrer les créanciers, sans qu'il y ait nécessairement entre eux la concession définitive d'un avantage.

La perte des libéralités consenties par contrat de mariage est réciproque, en ce sens que « les créanciers ne pourront pas, de leur côté, se prévaloir des avantages faits par la femme au mari. » Cela étant, nous devons envisager, ne serait-ce que pour la symétrie, l'hypothèse suivante : au jour du contrat de mariage, tandis que la femme apporte 100.000 francs, le mari n'a aucun capital. Dans le contrat adoptant la communauté réduite aux acquêts, la femme déclare apporter 50.000 francs et le mari lui donne quittance pour ce chiffre ; le mari déclare posséder 50.000 francs. Survient la faillite du ma-

ri. La femme pourra-t-elle démontrer que la déclaration par le mari d'un apport est mensongère et qu'en signant le contrat elle lui a en réalité consenti une libéralité déguisée dont le montant ne fait pas partie du gage des créanciers ?

Pour admettre une solution affirmative, il faudrait sous-entendre dans les données de l'hypothèse que la femme possède un écrit constatant la totalité de sa fortune (art. 1341), d'une date assez rapprochée de la rédaction du contrat ; cet écrit devrait même être authentique, car, à côté de la négation de l'apport du mari, il y a l'affirmation par la femme de sa propriété. Nous renvoyons ainsi précisément dans le cas de l'article 560. Dès lors, la simulation supposée est assez peu praticable.

Les modifications réelles ou apparentes apportées par la loi commerciale au système de preuves du droit commun spécial à la matière ne sont pas également applicables à tous les cas de faillite du mari.

Les règles prescrites par l'article 563 ne s'appliquent que lorsque le mari était commerçant à l'époque de la célébration du mariage ou que, n'ayant pas alors d'autre profession déterminée, il est devenu commerçant l'année suivante. Dans ce cas seulement, estime le législateur, la femme a dû et a pu prévoir qu'un statut restrictif régirait la reprise de ses apports.

Il en est de même de la disposition de l'article 564. De là s'ensuit, lorsque le mari n'ayant lors du mariage aucun état déterminé n'a entrepris son commerce qu'après le délai de la loi, une conséquence importante quant à la demande en annulation de la dot fictive de la femme : il faut, pour faire rétablir dans la masse le produit de la libéralité, après avoir prouvé la simulation de la dot,

démontrer que le mari, en reconnaissant les apports, était *consciis fraudis*, selon les règles traditionnelles de l'action paulienne (art. 1167). Le syndic aurait cependant une action d'un maniement plus facile si, par une coïncidence assez rare, le contrat de mariage contenant la reconnaissance des apports fictifs avait été signé après le jour fixé pour la cessation des paiements ou dans les dix jours qui l'ont précédé. Dans ce cas, la simulation étant établie, la nullité s'ensuivrait de plein droit, conformément aux règles de l'article 446, alinéa 2, du Code de commerce (1).

Quand il s'agit des preuves imposées à la femme qui revendique les biens dont elle prétend avoir la propriété (art. 558 et 560), les restrictions sont les mêmes, à quelque époque que le mari ait commencé son commerce (2). On l'a remarqué, « cela n'est pas très équitable ; mais le fait a peu d'importance s'il est vrai que le droit de la déconfiture et celui de la faillite sont en concordance, ainsi que l'affirme la jurisprudence » (3).

(1) L'action en nullité de l'article 446 n'appartient qu'au syndic seul ou au liquidateur. L'action paulienne, d'après la jurisprudence, peut être intentée par le syndic et, à son défaut, par le créancier : cette solution est critiquable. Cf. Thaller, *op. cit.*, nos 1812 et 1873.

(2) Rouen, 16 avril 1857, D., 58, 5, 189. — La présomption de l'article 559 s'applique même si le mari n'est devenu commerçant qu'après un an de mariage. Trib. Marseille, 6 juillet 1906, P. F., 1907, 2. 160.

(3) Thaller, *op. cit.*, n° 1965.

CHAPITRE II

LOI DU 13 JUILLET 1907

Aux yeux du législateur de 1804, l'activité de la femme, presque toujours concentrée dans le ménage, était conservatrice du bien commun, non créatrice d'un bien nouveau. Avec l'évolution économique, cette activité a changé de nature : en s'exerçant au dehors elle est devenue productrice de salaires.

Le Code civil faisait tomber dans la communauté, même réduite aux acquêts, les produits de « l'industrie » de chacun des époux (art. 1498, al. 2). Cette règle, en tant qu'elle concerne les gains de la femme qui exerce une profession distincte de celle de son mari, ne s'applique plus aujourd'hui à la lettre. La loi du 13 juillet 1907 a fait des produits du travail personnel de la femme une catégorie particulière de biens, dits « biens réservés », soumis à raison de leur provenance à un régime spécial qui peut, au cas de communauté, se résumer ainsi :

Les biens réservés ne sont pas propres à la femme : à la dissolution, ils sont compris dans le partage du fonds commun ; mais la femme pourra les reprendre en renonçant à la communauté, de même que d'après le droit commun la femme peut stipuler la reprise de ses apports

en cas de renonciation. Ces biens sont administrés par la femme avec des pouvoirs très étendus : elle peut les employer seule en acquisitions mobilières ou immobilières ; elle peut même, sans autorisation du mari, aliéner les biens ainsi acquis pourvu toutefois que ce soit à titre onéreux. La loi nouvelle va plus loin, à cet égard, que l'article 1449 concernant les pouvoirs de la femme séparée de biens. Les biens réservés sont le gage des créanciers de la femme ; ils ne sont le gage des créanciers du mari ou de la communauté que s'il s'agit de dettes contractées dans l'intérêt du ménage.

Il y a ainsi quatre groupes de personnes intéressées à savoir si un bien dépend ou non de ce patrimoine d'exception. Ce sont : le mari ou ses héritiers ; les tiers avec qui la femme veut contracter ; les créanciers personnels de la femme ; les créanciers du mari ou de la communauté.

Pour la solution des difficultés que cette législation soulève en matière de preuve, la règle générale est posée par l'article 4, ainsi conçu : « en cas de contestation, la femme pourra, tant vis-à-vis de son mari que vis-à-vis des tiers, établir par toutes preuves de droit, même par témoins, mais non par la commune renommée, la consistance et la provenance des biens réservés. »

La loi nouvelle impose donc à la femme la charge de la preuve et cette disposition est conforme aux principes. La femme étant demanderesse doit apporter la justification de sa demande. D'autre part, en vertu des articles 1402 et 1499, tous les biens sont réputés communs jusqu'à preuve contraire ; la femme qui prétend que certains d'entre eux ne sont pas soumis au régime ordinaire des biens de communauté doit établir que ceux

qu'elle réclame ont des caractères spéciaux qui les distinguent des autres biens communs.

L'objet de la preuve à fournir est double, la qualité de bien réservé étant attachée au meuble ou à l'immeuble qui a été acquis: 1° par une femme mariée exerçant une profession distincte de celle de son mari, 2° avec des deniers provenant de l'exercice de cette profession. Il s'agira donc toujours, remarquons-le, même quand la femme réclamera un immeuble, de la preuve d'une propriété mobilière puisque la question sera toujours de savoir si la femme avait la disposition des deniers dont cet immeuble prétendu réservé a été acquis.

La preuve que le bien réunit les deux conditions indiquées se fera, avons-nous vu, tant *vis-à-vis du mari* que *vis-à-vis des tiers*, par tous moyens de droit, même par témoins, mais non par commune renommée (1). Le législateur a donc abandonné sur ce point les règles spéciales des articles 1499 et 1504 telles que la jurisprudence les avait dégagées. Il ne pouvait, sans trop de rigueur, exiger de la femme vis-à-vis des créanciers un inventaire pour constater non pas une masse patrimoniale unique, mais des acquisitions et des économies réalisées au jour le jour. D'autre part, il a pensé que la capacité plus grande accordée à la femme en face de son mari permettait de délaissier cette preuve dangereuse et exorbitante du droit commun qu'est la commune renommée. Cependant, malgré ce retour partiel aux règles ordinaires, les moyens que le législateur accorde à la femme sont encore très larges puisque la femme est autorisée à prouver par témoins l'acquisition par elle faite, même pour

(1) V. les critiques formulées par Sourdois, *Rev. trim. dr. civ.*, 1907, p. 584.

une valeur de plus de 150 francs (1). Par l'effet des principes généraux, la preuve par présomptions serait recevable (2).

Le fait que la femme exerçait au moment de l'acquisition du bien une profession séparée se prouvera pratiquement, ainsi que le dit la loi dans l'article 1^{er}, par un acte de notoriété, c'est-à-dire à l'aide de déclarations faites devant notaire, par lesquelles des témoins affirment qu'il est de notoriété publique et à leur connaissance personnelle que la femme exerce telle profession distincte de celle de son mari (3). La femme pourrait aussi produire sa patente ou un certificat du patron chez lequel elle travaille (4), et recourir enfin à la preuve par témoins.

Quant à la preuve que le bien prétendu réservé a été acquis par la femme avec des deniers provenant de l'exercice de sa profession, c'est là une question extrêmement délicate à résoudre. Il est certain tout d'abord que les formalités d'emploi et de remploi prescrites dans les articles 1434 et 1435 ne sont pas d'application dans notre matière et il nous semble que, à moins de rendre les fraudes trop faciles, la mention dans l'acte d'acquisition de la provenance des fonds employés est insuffisante si elle n'est pas reconnue par le mari (5). Certains auteurs cependant semblent admettre qu'il suffit pour la femme

(1) Cf. *J. off.*, Chambre, 1907, annexe, p. 964, col. 3.

(2) Cf. rapport Viollette, D., 1907, 4, 151, n. 1.

(3) V. formule de cet acte de notoriété dans *J. des notaires*, 1908, art. 29185. — Pour la rédaction d'actes de ce genre, le notaire serait seul compétent. Cf. Dépinay, *Rev. not. et enreg.*, 1908, art. 13162, p. 178.

(4) *Rev. not. et enreg.*, loc. cit., p. 179.

(5) Cf. de la Grasserie, *Lois nouv.*, 1907, I, p. 495.

de faire indiquer dans l'acte l'origine des deniers, sauf au mari ou aux créanciers à démontrer qu'ils ont une autre provenance (1). Selon d'autres, la femme devra établir toute une suite de faits, rendant au moins vraisemblable l'existence entre ses mains des sommes provenues de son travail personnel et employées par elle à l'acquisition des biens qu'elle réclame (2).

Il est une hypothèse où la femme n'a certainement aucune justification à fournir relativement à l'origine des deniers. C'est lorsqu'il s'agit pour elle, non pas de reprendre au moment de la liquidation de la communauté, soit contre son mari, soit contre les créanciers de celui-ci, certains biens qu'elle prétend réservés ; mais lorsqu'elle veut employer ses gains et économies en acquisitions mobilières ou immobilières, accomplir sur les biens ainsi acquis un acte d'administration ou les aliéner à titre onéreux. Bien que le législateur n'ait étendu la capacité de la femme que dans la mesure où celle-ci dispose des produits de son travail personnel ; que par conséquent il semblerait logique d'exiger de la femme qui veut exercer les pouvoirs nouveaux à elle conférés la preuve qu'elle en use dans la limite des produits de son travail (3), cependant la loi n'en a pas disposé ainsi. L'exigence de la preuve de l'origine des deniers se comprend lorsque la femme veut reprendre ses biens réservés, confondus dans une masse de biens ; elle peut dans ce cas par des témoignages, par des présomptions, éta-

(1) Dépinay, *Rev. not. et enreg.*, loc. cit., p. 181 ; Violette, D., 1907, 4, 151.

(2) Cf. Defrénois, *Rép. not.*, 1907, 2^e partie, p. 240, n^{os} 42 et 47.

(3) V. le système proposé à la Société d'Etudes législatives, *Bull. Soc. ét. lég.*, 1901-1902, p. 455, 462 et 464.

blir toute une série de faits qui détermineront la conviction du juge. Mais lorsqu'il s'agit pour l'épouse de traiter avec un tiers, de vendre ou d'acheter, le législateur a pensé que, si l'on subordonnait la validité de l'opération à la justification de l'origine des deniers, le tiers ne voulant pas courir le risque d'une nullité exigerait toujours, pour se mettre à couvert, le concours du mari à l'acte. Ainsi, en fait, les pouvoirs de la femme mariée ne se seraient trouvés en rien augmentés. C'est pourquoi l'article 1^{er} a consacré une autre solution : « La validité des actes faits par la femme, dit l'alinéa 4, sera subordonnée à la seule justification... qu'elle exerce personnellement une profession distincte de celle de son mari ; la responsabilité des tiers, avec lesquels elle a traité en leur fournissant cette justification, n'est pas engagée. »

L'article 3 de la loi du 13 juillet 1907, qui détermine les droits des différents créanciers sur les biens réservés, répartit la charge de la preuve en partant toujours du principe que les biens sont réputés communs, ou du moins soumis au régime ordinaire des biens de communauté.

Les créanciers de la femme peuvent poursuivre leur paiement sur les biens réservés et en principe, à moins d'avoir contracté dans l'intérêt du ménage, ils n'ont action que sur ces biens réservés. En cas de saisie de ces biens, ce n'est pas au mari à prouver qu'ils lui appartiennent ou qu'ils sont communs, c'est aux créanciers qu'incombe la charge de la preuve. Ils la feront suivant les modes indiqués par l'article 4.

Quant aux créanciers du mari, ils ne peuvent se payer sur les biens réservés s'ils n'ont pas contracté

dans l'intérêt du ménage, mais ce sera en principe à la femme à prouver la consistance et la valeur de ses biens réservés pour les soustraire aux poursuites des créanciers de son mari.

Si au contraire les créanciers ont contracté avec le mari dans l'intérêt du ménage, ils ont action sur les biens réservés. Lorsqu'ils voudront les saisir, la femme pourra prouver leur qualité de biens réservés et en demander la distraction ; mais les créanciers pourront répondre à cette espèce d'exception en établissant qu'ils ont contracté avec leur débiteur dans l'intérêt du ménage (1).

(1) *Rev. crit.*, 1908, p. 223.

CINQUIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

DÉSIGNATION DES BIENS DES ÉPOUX DANS LE CONTRAT DE MARIAGE

L'inventaire, ou état en bonne forme, exigé par l'article 1499 consiste, aux yeux de la jurisprudence, en un inventaire dressé selon les règles de l'article 943 du Code de Procédure civile ; ou en tout acte authentique, individualisant nettement les propres mobiliers des époux, et permettant le cas échéant de vérifier si les objets revendiqués sont les mêmes que ceux qui leur appartenaient au moment du mariage ou qui leur sont échus depuis à titre gratuit. Tels sont par exemple les états que l'on trouve annexés à des comptes de tutelle, d'administration légale ou de succession bénéficiaire, ou à la minute des actes de donation. Le contrat de mariage peut, en ce qui concerne les propres existant à l'époque de sa rédaction, contenir dans son contexte l'état exigé.

Chaque fois qu'il existera déjà un état en bonne forme, le contrat de mariage ne contiendra pas en lui-

même la désignation des apports mobiliers. Il portera une référence à cet acte antérieur.

Il semblerait même de prime abord que cette référence soit superflue, puisque cet acte peut à la rigueur suffire seul. Cependant, si les inventaires ou autres titres équivalents établissent la consistance des biens à une époque déterminée, rien ne prouve que ces biens existent encore au moment du mariage : l'argent a pu être dépensé, les créances ont pu être recouvrées, les autres meubles vendus ou détruits. D'un autre côté, rien ne prouve que le versement de ce mobilier dans la communauté ait été réellement accompli. Il est vrai que la justification du versement est plus facile que celle de la consistance : tandis que la seconde doit résulter en principe d'actes en bonne forme, la première peut se faire selon le droit commun et résulter par conséquent même d'actes sous seing-privé. Les difficultés pourraient néanmoins être considérables s'il s'était écoulé un long temps depuis le mariage. Il est donc toujours utile d'établir dans le contrat les apports des époux bien que ces apports aient été constatés dans des actes antérieurs, sauf à se borner dans ce cas à une énonciation indirecte.

La précaution sera surtout bonne pour les créances de la femme qui viendraient à échéance avant la célébration du mariage. Leur exigibilité pourrait faire présumer leur remboursement, et le mari n'en serait responsable qu'autant qu'il serait prouvé qu'il les a encaissées. Tandis que si elles ont figuré au contrat valant quittance à la femme, et si elles n'existent plus à la dissolution de la communauté, le mari, comme administrateur, aura été tenu de les recouvrer ; il en sera

par suite comptable envers la femme qui n'aura aucune justification à fournir.

S'il n'existe pas déjà un inventaire ou autre acte équivalent auquel il puisse en être référé, le contrat de mariage servira lui-même d'état authentique. Il contiendra, soit dans son contexte même, dans un paragraphe placé immédiatement après la rédaction des règles fondamentales de l'association pécuniaire, soit dans un état annexé au contrat et auquel celui-ci fera référence, le détail et l'estimation article par article des propres mobiliers.

L'on ne saurait trop insister sur la nécessité qu'il y a de désigner en détail, minutieusement, chacun des objets composant l'apport, et de donner à chacun une évaluation séparée.

Les difficultés qui se sont produites en jurisprudence, lorsque les femmes veulent exercer leurs reprises vis-à-vis d'un mari qui est au-dessous de ses affaires, qu'il soit en faillite ou simplement en déconfiture, portent presque toutes sur l'insuffisance de détail que présente la rédaction des apports dans les contrats de mariage.

La doctrine de M. Bufnoir, du moins dans sa première manière, attachait une grande importance à la distinction entre d'une part les propres parfaits, et d'autre part les propres imparfaits dont « la femme n'a eu *ab initio* qu'une créance de reprise » ; elle n'admettait au bénéfice des preuves larges et faciles de l'article 1504 que les reprises causées par les propres de cette dernière catégorie. C'est, semble-t-il, une distinction de ce genre qui, présente à l'esprit des praticiens au moment de la rédaction de l'article relatif aux apports des futurs époux, les conduit, ainsi que le révèle le grand

nombre de décisions judiciaires rendues sur cette question, à se mettre en non-conformité avec les exigences du système de la jurisprudence.

C'est encore cette théorie qui, par l'autorité de ses tenants et l'accueil que lui ont fait plusieurs arrêts de Cours d'appel, a entraîné des auteurs spécialistes du notariat à cette opinion que, en constatant en bloc l'évaluation des apports mobiliers, la pratique notariale répondait suffisamment au vœu de la loi.

« L'article 1499, dit M. Edouard Clerc, répute acquêt le mobilier existant lors du mariage s'il n'a pas été constaté par un inventaire ou état en bonne forme. Cette disposition ne s'applique qu'au cas où le contrat de mariage garde le silence sur la consistance du mobilier actuel des époux. Mais si le contrat indique que chaque époux possède telle valeur en objets mobiliers, argent ou créance, l'apport est suffisamment justifié, sans qu'il soit besoin d'un état ou d'un inventaire, et c'est ainsi que l'on procède toujours dans l'usage. L'état détaillé ne serait utile que pour conserver à chaque époux, et particulièrement à la femme, le droit de reprendre en nature les objets apportés en mariage, ou pour se défendre contre la saisie que des tiers pourraient exercer sur les objets réservés à la femme » (1).

La même opinion est présentée par M. Defrénois comme généralement admise en doctrine et en jurisprudence : « Si le mobilier apporté par l'un ou l'autre des époux, dit cet auteur, quoique non décrit dans un inventaire ou état, était estimé en bloc dans le contrat, il ne serait acquêt que sauf la reprise du montant de

(1) Edouard Clerc, *Manuel formulaire du notariat*, 8^e éd., I, n° 3783.

l'estimation, ce qu'il est, d'ailleurs, parfaitement licite de stipuler » (1).

Sans doute, il est de jurisprudence que les meubles estimés en bloc sans détail constituent des propres imparfaits, en sorte qu'ils se trouvent en fait dépendre de la communauté d'acquêts, sauf reprise en deniers du montant de leur estimation par celui des époux qui en a fait l'apport. Certes, les créanciers du mari et de la communauté peuvent saisir et faire vendre les objets mobiliers que la femme a apportés dans ces conditions, sans que celle-ci puisse en demander la distraction, et le mari a sur eux tous pouvoirs de disposition. Le fait avoué de la réception par le mari d'un tel chiffre de valeurs l'oblige bien à restituer pareille somme quand la communauté prend fin. Mais ce que n'admet pas la jurisprudence, c'est que la simple reconnaissance par le mari que sa femme a apporté une valeur de... en objets mobiliers soit suffisante pour que celle-ci puisse faire valoir par préférence aux créanciers, ou même en concours avec eux, la reprise en deniers résultant en sa faveur de ce chef.

Dans la plupart des cas soumis à l'appréciation des tribunaux, les estimations valaient vente à la communauté des objets estimés ; cette considération fut jugée insuffisante pour autoriser la reprise, même en deniers : car, ainsi que l'a décidé l'arrêt de Cassation du 15 mai 1899, « l'estimation du mobilier dans le contrat, quoique valant vente à la communauté, pas plus que la disposition de l'article 1551 du Code civil, ne sauraient faire échec aux dispositions impératives de l'article 1499

(1) Defrénois, *Traité pratique du notariat*, 10^e éd., III, n° 6136 et note 9.

vis-à-vis des tiers. » Ainsi, et c'est ce qu'il importe de ne pas perdre de vue, la femme qui vend dans le contrat de mariage, pour un prix indiqué, ses meubles à la communauté, sans détail ni inventaire, ne pourra pas exercer la reprise du prix contre les créanciers de son mari.

Les tribunaux et la Cour de cassation sont très fermes sur l'application des principes, dans la crainte des fraudes que les époux pourraient être tentés de commettre au préjudice des créanciers de la communauté et du mari.

Ainsi, s'il est encore permis aux maîtres de la doctrine de critiquer les exigences de la jurisprudence, les disciples de la pratique doivent considérer sa théorie comme un fait accompli et l'accepter pour point de départ.

Au lendemain de l'arrêt de Cassation de 1886, la Cour de Besançon (1) décidait qu'un notaire n'est pas responsable du préjudice subi par l'un des époux par suite du défaut d'inventaire ou d'état du mobilier présent. La jurisprudence se prononce aujourd'hui dans le sens opposé. Un arrêt de la même Cour d'appel (2) a jugé que « le notaire rédacteur du contrat de mariage qui se contente d'estimer en un seul chiffre les apports mobiliers sans faire inventaire ou sans dresser état des valeurs méconnaît les prescriptions de l'article 1499, contrevient à l'un de ses devoirs professionnels, et cette omission constitue contre lui une présomption de faute qui ne peut s'effacer que par la preuve contraire dont

(1) Besançon, 23 novembre 1887, Defrénois, *Rép. not.*, 1889, art. 4813.

(2) Besançon, 24 février 1897, D., 97, 2, 222.

la charge lui incombe. » L'arrêt reconnaît d'ailleurs que cette « faute professionnelle trouve son atténuation dans une pratique ancienne du notariat. »

On peut ajouter que cette absence de détails procède souvent tout autant d'une circonstance de fait que des incertitudes de la jurisprudence. Tous les notaires se plaignent de l'impossibilité pour eux d'obtenir de leurs clients, au moment de la rédaction du contrat, l'état détaillé des valeurs de toute nature composant les apports. Vainement insistent-ils sur la nécessité de ces renseignements : ils se heurtent à une négligence invincible. Les fiancés n'écoutent pas ces observations : le présent est si plein de promesses, a-t-on le temps de penser à l'avenir ? Quant aux parents, volontiers ils croient que le notaire a intérêt à procéder ainsi, et qu'il y a là pour lui une source de profits et d'honoraires plus élevés (1).

Les honoraires du notaire sont en effet, d'après une jurisprudence toute récente, proportionnels au chiffre des apports *énoncés* dans l'acte : si les apports sont passés sous silence, les honoraires sont réduits au minimum (2). Les époux ont donc un gros intérêt à ne pas faire inventorier leurs apports dans le contrat de mariage.

Afin de dégager complètement sa responsabilité, le

(1) Cf. *Compte-rendu du 15^e Congrès des notaires de France*, 1905, p. 37.

(2) Loi du 20 juin 1896 ; décret du 25 août 1898 ; Orange, 13 janvier 1903, *Rev. not. et enreg.*, 1903, art. 11173 ; Seine, 19 janvier 1906, P. F., 1907, 2, 69 ; Paris, 24 février 1905, P. F., 1905, 2, 79 ; Cass. req., 6 mars 1906, S., 1907, 1, 489, *Gaz. Pal.*, 4 avril 1906 ; Aix, 16 janvier 1907, *Defrénois, Rép. not.*, 1908, art. 15559. — Nous verrons qu'il en est de même pour la perception des droits d'enregistrement,

notaire devra exposer aux parties l'utilité d'un inventaire. Il s'imposera comme un devoir de ne recourir qu'en désespoir de cause à une décharge séparée et explicative des faits, obtenue des parties ; de même, il n'attachera que la valeur d'un expédient à l'insertion au contrat d'une clause l'exonérant de toute responsabilité, comme celle d'après laquelle « l'apport irrégulier ne sera pas opposable aux tiers, mais seulement aux époux qui en exerceront l'un à l'égard de l'autre la reprise en deniers. »

Nous devons examiner, en prenant pour point de départ les décisions de la jurisprudence, comment il convient d'énoncer dans le contrat les différentes catégories d'objets dont se composent habituellement les apports mobiliers des futurs époux et dont la désignation peut offrir des difficultés : effets composant le trousseau, sommes d'argent, valeurs de Bourse, fonds de commerce, offices ministériels, mobilier indivis.

Présentons d'abord quelques remarques d'une portée générale.

Observations générales

Une simple énumération d'objets faite en bloc, avec ou sans estimation, n'équivaut pas à l'inventaire ou état en bonne forme exigé par la jurisprudence ; c'est ce qui a été jugé pour les apports de la future comprenant, sans autre explication :

1° Constitution d'une dot de 12.500 francs « tant en espèces qu'en valeur d'un trousseau composé de divers objets et effets mobiliers de ménage (1), » ou bien « la

(1) Cass., 24 janvier 1906, D., 1908, 1, 357. — Comp. Seine, 15 décembre 1891, Defrénois, *Rép. not.*, 1892, art. 6542.

future se constitue en dot ses habits, linges, hardes, bijoux, meubles meublants et deniers comptants, le tout d'une valeur de 18.000 francs » (1).

2° « Des bijoux et objets mobiliers d'une valeur de 6.000 francs, trousseau compris » (2).

3° Un château avec tous les bâtiments accessoires qui en dépendent et « les objets mobiliers de toute nature garnissant ledit château et ses dépendances » (3).

4° Dans un contrat de mariage, il était dit : « la femme se constitue en dot la part lui revenant dans la succession de son père, ladite part s'élevant à la somme de 23.000 francs. » Cette clause fut jugée inefficace à l'égard des créanciers (4).

5° La jurisprudence va plus loin. Une femme avait déclaré apporter : « un mobilier de maison consistant en meubles meublants et objets mobiliers ; un mobilier de ferme comprenant notamment 5 chevaux et leurs harnais, 7 vaches, porcs, veaux, poules, oies, canards, 1 voiture, 1 charrette, 1 tombereau, extirpateur, herse en fer et en bois, et généralement tous les instruments aratoires, chevaux, bestiaux, grains, fourrages, paille et foin garnissant la maison de ferme. » La Cour de Douai a jugé que cette énumération ne constituait pas l'inventaire exigé par la loi et, en conséquence, a validé la saisie pratiquée sur ces biens par les créanciers du mari (5).

(1) Cass., 25 février 1908, D., 1908, 1, 353 ; *Rev. not. et enreg.*, 1908, art. 13616 ; *Gaz. Pal.*, 3 mars 1908 ; *Rev. trim.*, 1908, p. 2.

(2) Cass., Belgique, 7 février 1895, D., 96, 2, 295. — Comp. Dijon, 18 décembre 1902, D., 1904, 2, 87.

(3) Cass., 3 mars 1902, D., 1904, 1, 188.

(4) Cass. req., 15 mai 1899, D., 99, 1, 397, S., 1900, 1, 113.

(5) Douai, 28 avril 1890, D., 91, 2, 334.

La Cour de cassation pousse jusqu'aux limites les plus rigoureuses la sévérité de son interprétation de l'article 1499. Elle ne permet pas aux juges de décomposer, à l'aide des documents produits devant eux, l'évaluation globale portée au contrat de mariage. Ainsi, dans une espèce où la femme s'était constitué en dot « une somme de ... tant en espèces qu'en valeur de divers objets mobiliers », la Cour de Paris avait cru pouvoir séparer l'apport en argent des autres apports mobiliers et autoriser la femme à en exercer la reprise en espèces, en se fondant sur ce que la simple mention de la somme dans le contrat suffisait à remplir la condition de preuve par acte authentique (1). La Cour suprême a cassé l'arrêt de Paris : « attendu qu'en se basant, à défaut de précision du contrat de mariage, pour fixer le chiffre de la reprise de la femme en sommes, sur d'autres documents qu'un inventaire ou tout autre acte authentique, l'arrêt attaqué a violé le texte de loi visé par le pourvoi » (2).

Dans l'espèce de l'arrêt du 24 janvier 1904, la Cour de Paris s'était appuyée, pour déterminer le montant de la somme d'argent, sur les « documents fournis » sans indiquer lesquels. Dans une autre espèce, elle s'était basée sur les constatations faites sur les registres du notaire et probablement aussi sur les quittances données à ce dernier par le mari. La Cour suprême cassa également cette décision (3).

Dans une hypothèse identique, la Cour de Riom a suivi la solution consacrée par la Cour de cassation :

(1) Paris, 28 janvier 1904, D., 1904, 2, 88.

(2) Cass., 24 janvier 1906, S., 1906, 1, 80, P. F., 1906, 1, 290.

(3) 27 novembre 1905, D., 1908, 1, 356.

« Attendu qu'avec les seules énonciations du contrat de mariage, il est de toute impossibilité de savoir dans quelle proportion l'apport de 9.000 francs était fait de créances ou en argent. Attendu qu'il s'agit de déterminer dans quelle proportion la valeur de 9.000 francs est représentée par des espèces ou des créances ; que cette détermination ne peut être faite que d'après les règles imparties par l'article 1499. Qu'il eût été nécessaire, pour que la reprise d'une somme quelconque puisse être exercée en vertu de la clause énoncée au contrat de mariage, que cette clause, ou tout au moins la quittance donnée par le mari dans l'acte, constate que l'apport était fait en numéraire jusqu'à concurrence de cette somme déterminée et pour le surplus en créances, ou qu'à l'inverse, les créances avec leur valeur respective soient successivement énumérées, le surplus consistant alors en numéraire » (1).

La nécessité de diviser la clause contenant les apports en autant d'articles qu'il y a de catégories d'objets de nature différente étant bien établie, nous devons maintenant entrer dans le détail.

Trousseau

Relativement à une catégorie d'effets mobiliers : les objets composant le trousseau, il est de pratique courante de ne leur donner qu'une faible estimation en déclarant que cette évaluation est établie seulement pour la perception des droits d'enregistrement. On fait suivre cette énonciation d'une clause dite de « reprise en nature », par l'effet de laquelle « lors de la dissolu-

(1) Riom, 4 juillet 1907, *Gaz. Pal.*, 1907, 2, 487.

tion de la communauté, les époux ou leurs héritiers reprendront respectivement en nature, à titre de propres et sans estimation, comme étant à forfait la représentation de ceux apportés en mariage, les objets qui seront à ce moment à l'usage personnel de chacun d'eux » (1).

C'est là, à notre avis, une pratique défectueuse. Après quelques années de communauté, les effets apportés en mariage n'existent plus ; ils sont remplacés par d'autres. Sans doute, l'article 1492, alinéa 2, du Code civil permet à la femme renonçante la reprise en nature des « linges et hardes à son usage » sans d'ailleurs se préoccuper de savoir si ces objets sont les mêmes que ceux apportés en mariage ; le texte n'exige même pas que ceux qu'il permet à l'épouse de reprendre en totalité ne soient pas d'une valeur supérieure à ceux qu'elle avait apportés en se mariant. Mais l'article 560 du Code de commerce rétablit le principe que, même pour les habits et linges, la femme ne peut reprendre que ce dont elle justifie par un inventaire ou autre acte authentique avoir la propriété ; à défaut de cette justification, l'article 560 permet seulement de remettre à l'épouse l'habillement à son usage.

Il est vrai que, dans l'application, cette disposition de la loi des faillites est interprétée avec beaucoup de bienveillance dès qu'il s'agit de gens de bonne foi, mais cette pratique ne doit pas faire oublier le droit strict des créanciers. Ceux-ci peuvent dénier à la femme, arguant de la clause de « reprise en nature » stipulée dans son contrat de mariage, la propriété de ces effets comme

(1) Defrénois, *Traité prat. not.*, III, formule 1183, p. 25.

étant, dans les termes de son contrat, « la représentation à forfait de ceux par elle apportés en mariage. »

Pour nous, la stipulation de reprise des objets représentant ceux qui sont disparus n'est qu'une convention matrimoniale entre époux, non opposable aux créanciers. Elle ne saurait créer un cas de subrogation réelle, par affectation spéciale des biens, ni permettre à l'égard des tiers cette substitution des objets achetés par les époux, payés avec les deniers communs, aux lieu et place des propres de la femme qui ne se retrouvent pas. La réserve de propriété qui a été faite pour ces derniers doit être appliquée dans toutes ses conséquences : c'est pour le compte de leur propriétaire qu'ils se détériorent par l'usage ; c'est par la femme que, vis-à-vis des créanciers, doit être subie la perte de ces objets, due à l'usage qui en a été fait. Il n'y aurait pas davantage lieu à une reprise en deniers (1).

Que faut-il donc faire pour donner à la femme entière garantie ?

A notre avis, il est nécessaire d'estimer à leur juste valeur, et non plus seulement pour l'enregistrement, les effets composant le trousseau détaillés au contrat, et de les vendre à la communauté pour leur valeur véritable. De cette façon, en cas d'insolvabilité du mari, faillite ou déconfiture, arrivant au moment où ces objets auraient disparu par l'usage, la femme pourra, même à l'encontre des tiers, reprendre le prix d'estimation. Mais on aura soin de stipuler aussi que s'il n'y a pas faillite, si la communauté se dissout par exemple par le décès de l'un des conjoints, cette reprise en va-

(1) Angers, 23 décembre 1873, D., 76, 2, 197 et Cass. rej., 16 janvier 1877, D., 78, 1, 265.

leur ne se fera pas, mais sera dans ce cas remplacée par la reprise des objets existant au moment de la dissolution, conformément à la clause de reprise en nature.

S'agit-il d'objets, tels les bijoux, qui ne se détruisent pas par l'usage ?

Il n'est pas dans les usages du notariat de détailler dans le contrat de mariage les bijoux offerts par le fiancé à la future. Outre que cette façon d'agir s'explique assez naturellement, elle se trouve bien souvent en conformité avec la condition juridique de ces *bijoux* dits de *corbeille* (1).

Quant aux *bijoux de famille* que la femme avait avant de se marier, il faut d'une part, en l'absence d'autre état authentique, l'inventaire de la succession d'une parente d'où proviennent les diamants, par exemple, qu'ils soient spécifiés dans le contrat de mariage. D'autre part l'estimation, qui n'est essentielle, en dehors des nécessités fiscales, qu'au cas où les apports sont vendus à la communauté, nous semble elle aussi nécessaire. Si, en effet, les bijoux ne se retrouvent pas à la dissolution de la communauté, comme ils n'ont pu disparaître qu'au moyen d'une aliénation que la femme, en droit, ne pouvait valablement faire seule, et que le mari a autorisée ou est censé avoir autorisée, le mari est tenu à en restituer à la femme soit le prix d'aliénation s'il est connu, soit la valeur au jour où le débat prend naissance. La fixation du montant de la reprise en deniers donnera

(1) Thaller, *Séparation de biens et effets personnels de la femme dans la faillite*, *Ann. dr. com.*, 1896, p. 369 ; Paris, 2 décembre 1903, *Rev. not. et enreg.*, 1904, art. 11763 ; trib. Toulouse, 30 mai 1907, *Rev. not. et enreg.*, 1909, art. 13482 ; *Gaz. trib. Midi*, 6 octobre 1907.

lieu à de grandes difficultés : la description des objets litigieux faite dans l'état annexé au contrat de mariage serait, en général, le seul élément d'appréciation, toujours insuffisamment précis. Il est donc bon que l'état contienne la base sur laquelle s'établira, le cas échéant, le chiffre de la reprise.

Sommes d'argent

Nous savons déjà que, pour décrire efficacement l'apport d'une somme d'argent, il faut nettement spécifier la quotité des espèces. Ainsi, serait insuffisante, vis-à-vis des tiers, la mention en bloc d'un apport en espèces et créances pour un chiffre unique et sans distinction, à moins toutefois que la somme d'argent pût être distinguée des créances et déterminée par le rapprochement du contrat avec un inventaire ou autre acte authentique (Cass., 24 janvier 1906 précité, cassant un arrêt de la Cour de Paris du 28 janvier 1904 qui s'était basée sur des documents non authentiques pour opérer la distinction de la somme d'argent d'avec les créances).

Mais l'estimation du *quantum* dans le contrat de mariage devrait suffire, semble-t-il, parce que, ainsi que le dit la Cour de Dijon, les sommes d'argent « ne comportent pas à raison même de leur nature une description détaillée (1) ». Qu'importe, en effet, aux tiers que les espèces consistent en or, en argent ou en billets de banque, puisque, choses fongibles par excellence, elles sont destinées à ne pas être représentées *in specie*.

Un arrêt de la Cour de Rennes paraît néanmoins dé-

(1) Dijon, 18 décembre 1902 ; Cass., 24 janvier 1904, précités.

cider que cette mention du *quantum* dans le contrat n'est pas suffisante. On a cru y voir une tendance de la jurisprudence vers de nouvelles rigueurs.

Aux termes d'un contrat adoptant le régime de la communauté réduite aux acquêts, la future épouse déclara apporter en mariage une somme de 10.000 francs dont le futur époux reconnut avoir connaissance et consentit à demeurer chargé par le seul fait de la célébration du mariage. Le tribunal de Dinan, le 10 janvier 1902, rejeta cette reprise vis-à-vis des créanciers comme n'étant pas justifiée par un inventaire ou état en bonne forme. « Considérant que ni par son contrat de mariage, ni par aucun état en due forme, la dame L... n'établit l'existence de l'apport dont elle voudrait exercer la reprise ; que par suite, aux termes de l'article 1499 du Code civil, de l'article 560 du Code de commerce et de la jurisprudence, cette valeur est réputée acquêt de communauté et est devenue la propriété des créanciers de son mari en faillite. » Sur l'appel, la Cour de Rennes, le 1^{er} août 1902, confirme : « Considérant que le contrat constate que de l'apport il a été donné connaissance au futur époux qui le reconnaît et consent à en demeurer chargé par le seul fait du mariage ; considérant que cette clause, valable dans les rapports des époux entre eux, ne peut être opposée aux tiers, qui sont fondés à invoquer les prescriptions de l'article 1499 du Code civil... »

« Nous ne saurions approuver, dit M. Defrénois, les décisions rapportées, d'après lesquelles, lors de la réception d'un contrat de mariage, il serait nécessaire, afin d'éviter toute contestation ultérieure, d'exiger la justification de l'origine d'un apport en numéraire, et

de le faire constater au moyen d'un état indiquant le nombre et la nature des espèces » (1).

Si tel était en effet le sens de l'arrêt de la Cour de Rennes, ce serait une jurisprudence bien singulière ! Quelle serait l'utilité d'indiquer dans le contrat de mariage la nature, la valeur et la quantité des espèces, de distinguer les billets de banque de l'or, les pièces d'or des pièces d'argent ? Le contrat de mariage devrait-il à cet égard réunir les énonciations requises du procès-verbal que dresse l'officier ministériel dans la procédure d'offres réelles, par exemple ? Quand la loi exige que l'huissier décrive les espèces qu'il a mandat d'offrir en paiement (art. 812 C. Pr. civ. et 1259-3° C. civ.), c'est afin que le créancier ne puisse pas dire que les offres n'étaient point sérieuses, puisqu'elles étaient accompagnées du paiement : ou qu'elles n'étaient point suffisantes, puisqu'elles égalaient la somme due. Mais dans le contrat de mariage, que signifierait le détail de l'apport en argent ? Est-ce qu'un ami n'a pas pu prêter pour les besoins du contrat, à l'un des conjoints, la somme qu'il remettra à l'ami complaisant, le mariage célébré ?

Non, tel n'est pas, à notre avis, le sens des décisions du tribunal de Dinan et de la Cour de Rennes, malgré les textes de loi (art. 1499 C. civ. et 560 C. comm.) sur lesquels elles s'appuient. Si les reprises de la femme ne furent pas accordées, ce fut non par suite de défaut d'un état de la somme d'argent, mais plutôt parce que la quittance du mari fut jugée insuffisante. Or, sur ce dernier point, les deux solutions s'écartent de l'ensemble

(1) *Rép. not.*, 1902, art. 12702.

de la jurisprudence dont une décision toute récente s'appropriait la doctrine : « Si la jurisprudence fait une application rigoureuse des principes établis dans les rapports que les conjoints ont avec les tiers, en ce qui regarde les apports mobiliers de la femme commune, elle apporte au contraire, lorsqu'il s'agit de la délivrance du mobilier, un juste tempérament basé sur ce qu'aucun texte de loi n'exige que, dans ce cas, la femme rapporte une preuve authentique ou même sous seing-privé de cette délivrance (1) et elle admet qu'il lui suffit de faire cette preuve par tous les moyens de droit commun » (2).

Lorsque l'indication d'une origine non douteuse des sommes d'argent, par référence à un acte authentique, en rend l'apport certain, la jurisprudence n'exige pas une plus ample désignation des espèces que le chiffre exact de leur importance. Ainsi, dans une hypothèse où la femme avait déclaré apporter « une somme de 14.000 francs en valeurs de Bourse au porteur ou espèces, dont 10.000 francs proviennent de la donation faite à la future épouse par sa tante, ainsi qu'il résulte d'un acte passé devant M^e., et les 4.000 francs de surplus de ses gains et économies », la Cour de Bordeaux,

(1) Réserve faite de l'article 563 du Code de commerce, pour le cas spécial qu'il prévoit.

(2) Nérac, 11 mars 1909, *Defrénois, Rép. not.*, 1909, art. 16253. Le jugement du tribunal de Nérac reprenait d'ailleurs, en ce qui concerne l'inventaire, la doctrine de la cour de Dijon : « La représentation d'un état ou d'un inventaire se comprend lorsqu'il s'agit d'un mobilier composé d'objets différents ou de valeurs, obligations et créances diverses, mais l'on ne conçoit plus cette nécessité, ni même, peut-on dire, la possibilité d'un inventaire ou d'un état lorsqu'il s'agit d'une valeur spécialement déterminée en argent dans le contrat de mariage ».

par arrêt du 23 juin 1908, a autorisé la reprise à concurrence de la somme de 10.000 francs, objet de la donation (1).

Pour prévenir les difficultés, en l'absence de toute justification authentique antérieure au contrat de mariage, certains auteurs ont conseillé « la nomination d'un séquestre qui demeurerait dépositaire des fonds jusqu'au jour de la célébration du mariage et ne s'en dessaisirait que contre une quittance donnée par le mari sous la forme authentique. » D'autres proposent de déposer en banque l'argent comptant de façon à avoir comme justification l'extrait du compte-courant (2). A notre avis, l'efficacité de ces mesures, en les supposant justifiées, serait encore, dans chaque cas particulier, une question de fait, dont l'appréciation dépendrait des circonstances de la cause.

Valeurs de Bourse

Les titres au porteur sont assujettis aux mêmes règles que le mobilier corporel. Ainsi, est insuffisamment individualisé l'apport par la future « d'actions, d'obligations et fonds publics d'une valeur de 24.000 francs (3). » De même l'apport de « divers titres et valeurs de Bourse au porteur, ainsi que du numéraire, le tout d'une valeur de 4.000 francs, sans autre indication » (4).

Il est donc nécessaire de mentionner au contrat les titres au porteur par la désignation de l'Etat, compa-

(1) *Journ. du not.*, 11 février 1909; Defrénois, *Rép. not.*, 1909, art. 16086.

(2) Cf. Defrénois, *Rép. not.*, 1902, art. 12702.

(3) Cass. Belgique, 7 février 1905, précité.

(4) Besançon, 24 février 1897, D., 97, 2, 222.

gnie, société ou établissement d'où ils proviennent, d'indiquer leur capital et leurs numéros respectifs. On indiquera aussi leur valeur actuelle, telle qu'elle résultera du cours de la Bourse ou de tout autre document, afin que s'ils viennent à être vendus sans formalités et sans entremise d'aucun agent intermédiaire, il ne soit pas impossible de déterminer le prix de la vente qui fixera le montant de la reprise. Même pour les titres cotés, en effet, le prix de la vente du titre ne pourrait être fixé par le cours de la Bourse qu'autant que l'époque précise de la négociation serait établie et dûment justifiée (1).

L'on fait quelquefois suivre la liste des titres au porteur d'une phrase ainsi conçue : « Ces valeurs devront, aussitôt après le mariage, être converties en titres nominatifs au nom de la future (2). » L'usage d'une semblable clause est sans doute de nature à donner, sinon en théorie, du moins en fait, plus de sécurité à l'épouse, si le mari fait exécuter cette conversion, grâce à l'habitude des établissements débiteurs d'exiger la signature de la femme pour une conversion inverse. Mais il peut être très délicat pour le notaire d'insérer dans le contrat cette clause qui est une marque de défiance envers le mari (3).

(1) Comme l'énonciation de la valeur de ces titres pourrait être équivoque et donner lieu à des difficultés sur le point de savoir s'il y a eu ou non vente à la communauté, on indiquera nettement sur ce point l'intention des époux. Cette observation, qui est d'ailleurs commune à tous les meubles, corporels ou incorporels, a une importance particulière en ce qui concerne les valeurs mobilières : la hausse ou la baisse de leur cours est susceptible d'occasionner, au moment de la liquidation, des difficultés entre le conjoint qui les a apportées et l'autre conjoint ou ses ayants droit, si le contrat n'est pas explicite sur ce point.

(2) Defrénois, *Traité prat. not.*, III, formule 1190.

(3) Comp. *Vie juridique du Français*, loc. cit., p. 509.

Quelques décisions ont admis que la preuve de l'origine de valeurs nominatives résulterait d'une façon indubitable d'une immatriculation au nom de l'époux, antérieure au mariage, ou au nom du *de cujus* dont l'époux a recueilli la succession, sur le grand-livre de la Dette publique. Mais si l'on peut considérer l'inscription sur le grand-livre de la Dette publique comme un acte authentique, il est à craindre que la jurisprudence ne considère pas comme satisfaisant au vœu des articles 1499 et 1510 la mention du transfert opéré sur les registres d'une société, quelque raisonnable et équitable que soit cette solution (1).

Il est donc prudent de faire énoncer dans le contrat l'apport de titres nominatifs autres que la Rente, en les mentionnant par l'indication de l'établissement d'où ils proviennent, les numéros et séries des certificats, leur capital, leur revenu, leur immatricule complet.

Pour les valeurs mobilières des deux catégories, il est utile d'énoncer aussi de quelle époque elles portent jouissance, afin de fixer plus tard les proratas courus au jour du mariage, pour les reprises à exercer. Les intérêts produits au moment de la célébration ont en effet le caractère de *fonds*, non de *fruits*, au sens que la pratique des liquidations attache à ces expressions, et ils n'appartiennent pas à la communauté en tant qu'usufruitière.

Le cours de la Bourse comprend en France le capital et les arrérages courus depuis la dernière échéance. On ne tient donc pas compte isolément de la partie gagnée du coupon non échu. Les coupons des Rentes sur

(1) Thaller, *op. cit.*, n° 1974.

l'Etat français cependant se détachent quinze jours avant l'échéance, et cessent dès ce moment de faire partie du cours, quoique non payables alors (1). Il faut donc en tenir compte si un contrat de mariage est dressé dans les quinze jours qui précèdent l'échéance, c'est-à-dire des 15 au 30 mars, juin, septembre, décembre.

Si l'apport comprend des titres non entièrement libérés, le jeu des reprises et la liquidation des droits d'enregistrement seront facilités par l'indication dans le contrat de la somme à concurrence de laquelle le titre est libéré.

En ce qui concerne les valeurs étrangères, le notaire ne peut, à peine de l'amende de 100 francs édictée par l'article 2 de la loi du 30 mars 1872 et l'article 5 de la loi du 28 décembre 1895, les énoncer dans l'acte qu'en observant les exigences de la législation fiscale. Si les titres émanent de sociétés, de villes ou de provinces étrangères, et ne figurent pas dans la liste des valeurs dites *abonnées*, ou ne sont pas comprises dans le nombre des coupures taxées par abonnement, pour lesquelles aucune allusion au timbre n'est exigée dans l'acte; il faut les faire timbrer au comptant à 2 %, à moins qu'elles ne le soient déjà par suite d'un précédent usage dans un acte public, et mentionner dans les deux cas dans le contrat le lieu, la date, le numéro du visa pour timbre et le montant du droit payé. Si la formalité a été donnée au moyen soit du timbre extraordinaire, soit d'un timbre mobile, il faut relater les mentions contenues dans l'empreinte ou la vignette apposée. Les *effets publics*

(1) Ordonnances des 30 janvier et 5 février 1822.

étrangers, même s'ils sont cotés à la Bourse, ne sont jamais admis à l'abonnement : la mention relative au paiement du droit de timbre doit donc toujours être insérée dans l'acte (1).

Cette législation du timbre détermine parfois les parties à ne pas mentionner dans leur contrat tout ou partie des valeurs étrangères. Elles déclarent à leur place pour une égale valeur un apport en argent provenant de la vente d'un certain nombre de titres dont elles indiquent la dénomination, mais non les numéros (2). L'inventaire fait alors évidemment défaut.

Créances

Pour les créances appartenant à l'un ou à l'autre époux au moment du mariage, il y a lieu de distinguer : pour celles résultant de titres authentiques, au nom du conjoint, ou au nom du *de cujus* dont il a recueilli la succession, l'écrit qui en prouve l'existence remplacera l'inventaire ou état exigé par l'article 1499 et écartera tout soupçon de majoration frauduleuse. Il est à croire que les tribunaux n'hésiteraient pas à consacrer cette solution.

Quant à celles résultant d'actes sous seings-privés, ayant acquis date certaine avant la célébration du mariage, aucune fraude n'est à redouter. Cependant la Cour de cassation, si sévère dans l'application de l'ar-

(1) A moins qu'il ne s'agisse d'emprunts pour lesquels il n'est pas créé de titres : on sait que les Consolidés anglais et les inscriptions nominatives de la Rente hollandaise ne donnent pas lieu à la délivrance aux créanciers de titres émanant des gouvernements anglais et hollandais.

(2) Comp. Wahl, *Traité de droit fiscal*, III, n° 494, note et décisions citées.

ticle 1499, ne se contenterait peut-être pas de cette justification. Il n'y a pas ici le titre authentique dont parle l'article 1510, et il est douteux que l'on puisse voir dans l'acte sous seings-privés l'état en bonne forme dont se contente l'article 1499. Il sera bon de les détailler dans le contrat de mariage, à moins toutefois qu'elles n'aient figuré dans un inventaire ou acte authentique antérieur.

Il faut indiquer le titre de la créance ; les nom, profession et domicile des débiteurs, car, comme le décide l'arrêt de la Cour de Dijon du 18 décembre 1902, « en ce qui concerne les créances, l'omission de faire connaître les noms des débiteurs leur attribue le caractère d'affirmation vague et suspecte qui se prête à la fraude contre laquelle le législateur a voulu protéger les créanciers » ; le montant de la créance ; son terme d'exigibilité ; le taux des intérêts et les sûretés qui en garantissent le remboursement.

Fonds de commerce

L'origine d'un fonds de commerce peut être établie aussi aisément que celle des immeubles : on en a conclu que, même en adoptant le système rigoureux de preuves consacré par la Cour de cassation, il ne fallait pas appliquer à ce bien les règles des articles 1499 et 1510, lesquelles sont faites pour le mobilier dont l'origine et la consistance peuvent être l'objet d'incertitudes, ou à l'occasion desquelles des fraudes peuvent être commises. A ce bien, malgré son caractère mobilier, il faudrait appliquer, en vertu d'une assimilation conforme aux tendances de la législation et de la jurisprudence contemporaines, les mêmes règles de preuve qu'aux im-

meubles (1). Il suffirait donc que le conjoint prouve qu'il exploitait le fonds avant son mariage, ou qu'il l'a recueilli depuis à titre de succession, de donation ou de legs pour avoir le droit d'en exercer la reprise, même à l'encontre des créanciers. La preuve de ce fait serait relativement facile.

Cette considération ne résout pourtant point complètement la question de preuve, au moins quant à la consistance. Les marchandises garnissant le fonds, sinon le matériel, sont en effet des éléments d'une valeur extrêmement variable. N'est-il pas à redouter que les époux n'en augmentent la valeur par des acquisitions faites avec des deniers communs (2) ? Sans doute, les époux n'achèteront vraisemblablement pas de marchandises, s'ils n'ont pas la quasi-certitude de les écouler, et alors cette augmentation sera la conséquence du développement des affaires et de la plus-value du fonds, plus-value inséparable du fonds lui-même et qui ne fait pas partie de la communauté (3) ; cependant l'idée du législateur (interprétée par la jurisprudence) est la crainte que les époux ne se constituent des chefs de reprises sous le couvert desquels ils pourraient frauder les créanciers. D'ailleurs, en cette matière, « les tribunaux ne paraissent plus se rappeler les qualificatifs d'universalité juridique, d'universalité de fait, *universum corpus*, etc., qu'ils attribuent, en d'autres occasions, au fonds de commerce. Ils ne veulent y voir qu'une réunion d'éléments n'ayant

(1) Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, *op. cit.*, II, n° 1302 et les références.

(2) Note de M. Lyon-Caen dans S., 1900, 1, 113.

(3) Note de M. de Loynes dans D., 1908, 1, 35.

aucune unité. Ils lui appliquent donc les mêmes solutions qu'aux autres meubles » (1).

Les contrats de mariage se bornent presque toujours à individualiser le fonds par l'indication de la nature de l'exploitation et du lieu où elle s'exerce ; il est presque de style de dire qu'il comprend « l'achalandage, le droit au bail, les loyers payés d'avance, le matériel et les marchandises » ; parfois on mentionne la quantité de deniers comptants et les créances commerciales avec les dettes correspondantes. Puis l'on donne au tout une valeur d'ensemble (2).

S'il s'agit d'une part dans un fonds social, les contrats de mariage ne portent le plus souvent qu'une simple mention. Voici par exemple comment un recueil de formules propose la rédaction de la clause d'un apport de cette nature : « Le futur époux déclare apporter en mariage ses droits de toute nature dans la société en nom collectif ayant son siège à ..., formée entre lui et M. X... sous la raison ..., pour l'exploitation d'un fonds de commerce de ..., et pour un temps devant expirer le ..., aux termes d'un acte reçu par M^e ..., notaire à ..., le ..., publié conformément à la loi. Ces droits sont évalués à la somme de ... et il est convenu que cette estimation vaudra vente desdits droits sociaux à la communauté, laquelle sera substituée activement et passivement aux futurs époux » (3).

De semblables usages ne tiennent évidemment pas

(1) Boutaud et Chabrol, *Traité général des fonds de commerce*, p. 520 ; trib. Annecy, 14 juin 1888, *Ann. dr. comm.*, 1888, 1^{re} partie, p. 226 ; Cass., 15 mai 1899, S., 1900, 1, 113 ; Bordeaux, 2 août 1901, *Rec. Bordeaux*, 1901, 1, 275.

(2) Comp. Defrénois, *Traité prat. not.*, III, formule 1195.

(3) Amiaud, *Traité formulaire du notariat*, v^o *Contr. de mar.* I, p. 665.

compte des exigences de la jurisprudence actuelle de la Cour de cassation. Il faut au contraire, si les éléments corporels, marchandises et matériel, ne sont pas détaillés dans un acte authentique antérieur au mariage, les détailler au moins dans le contrat, comme tout ce qui n'est pas l'achalandage. L'on indiquera l'industrie ou le négoce que comprend le fonds et le lieu où il est exploité, la consistance et valeur du matériel et du mobilier d'exploitation, des marchandises, le total des créances à recouvrer ainsi que l'ensemble du passif à acquitter (1) ; les locaux où s'exploite le fonds et s'il y a lieu le bail donnant droit à leur jouissance ainsi que les loyers payés d'avance. Si ce fonds par le contrat est vendu à la communauté (2), il faudra évaluer l'achalandage et majorer d'autant le total de l'estimation du fonds.

Il est peut-être logique, mais il est bien rigoureux et particulièrement regrettable que pour le détail des marchandises il ne puisse être référé aux livres comptables. L'inventaire *ad hoc* sera en effet une source de frais. Comme le disent très bien MM. Boutaud et Chabrol, « la complication sera extrême dans le cas où la constitution de dot de la femme comprendra une part dans un fonds exploité en société, ou lorsque le chef d'un établissement commercial donnera en dot à l'une de ses filles une part du fonds social. Un inventaire de tout l'actif de la société devra être annexé au contrat de mariage (3) ». Le

(1) Nous parlons du passif inhérent à l'exploitation. Si une partie du prix d'acquisition était encore due, on indiquerait séparément ce passif exceptionnel.

(2) Cf. Lons-le-Saulnier, 12 août 1902 *Rev. not. et enreg.*, 1903, art. 11213.

(3) *Op. cit.*, p. 521.

contrat grossi de l'inventaire d'une maison de commerce importante prendra des proportions inouïes.

Cet excès de précautions n'est même pas compensé par une plus grande sécurité pour les tiers, car l'inventaire n'empêche pas les majorations d'apport, les parties restant, dans une certaine mesure, maîtresses de leur estimation.

Offices ministériels.

Les motifs de la loi, même en admettant le système de la Cour suprême en notre matière de preuves, sont étrangers aux offices ministériels. Le décret de nomination est une preuve de propriété suffisante et l'on ne saurait leur appliquer la disposition de l'article 1499, si compréhensive soit-elle. Nous avons vu précédemment que le tribunal de Marseille les mettait en dehors des exigences de ce texte « à raison de la netteté exceptionnelle avec laquelle apparaît leur existence aux yeux de tous » (1).

D'ailleurs que pourrait-on exiger ? Même après le décès d'un notaire, lorsqu'on dresse un inventaire, on n'inventorie pas les minutes, seul élément matériel de l'office : on se borne à faire sur les registres un simple récolement (2).

Si nous comparons sous le rapport de la preuve les fonds de commerce et les offices ministériels, nous sommes amenés à conclure avec M. Lyon-Caen que « les au-

(1) Marseille, 10 juin 1904, précité. — Rapp. Bordeaux, 19 février 1856, D , 56, 2, 177 ; Jonzac, 29 décembre 1868, D , 70, 3, 29 ; Agen, 2 juillet 1869, D., 70, 2, 185 ; Aix, 24 mai 1903, D , 1906, 2, 388 ; Douai, 11 janvier 1906, *Rev. not. et enreg.*, 1907, art. 12981.

(2) Amiaud, *op. cit.*, v^o *Inventaire*, II, p. 455.

teurs et les arrêts qui ont écarté la nécessité d'un acte authentique pour constater la consistance d'un fonds de commerce se sont laissé induire en erreur par une fausse analogie » (1).

Mobilier indivis

Il peut arriver qu'avant le mariage l'un des époux ait recueilli une succession comprenant des biens meubles encore indivis au moment du mariage. La constatation de cet apport est-elle indispensable au contrat ? Il nous semble qu'il y a lieu de distinguer entre le cas où l'époux héritier est seul dans la succession et celui où il vient en concours avec d'autres.

Dans le premier cas, si le mobilier a été détaillé et estimé dans un inventaire ou autre acte authentique antérieur au mariage, nul doute que ces actes satisfont au vœu de la loi ; mais à défaut, le contrat lui-même devra en tenir lieu, à peine pour le conjoint apporteur de ne pouvoir en exercer la reprise vis-à-vis des tiers, le cas échéant.

Lorsqu'il y a plusieurs héritiers, la règle change à cause du partage à intervenir. Si, en effet, après l'ouverture de la succession et avant le mariage, il n'a été fait ni inventaire, ni partage contenant le détail du mobilier, le contrat pourra encore ne pas mentionner ce mobilier, mais à deux conditions, savoir : 1° que ce mobilier fasse l'objet d'un partage authentique ; 2° que ce partage postérieur au mariage en contienne une description suffisante (2). Par suite de l'effet rétroactif atta-

(1) Note dans S., 1900, 1, 113.

(2) L'acte de partage, même authentique, ne contient parfois en effet qu'une indication sommaire des biens mis dans chaque lot

ché à cet acte, l'époux attributaire sera censé propriétaire des objets de son lot dès la naissance de l'indivision, antérieure au mariage, de telle sorte que pendant l'indivision ce mobilier n'aura pu entrer dans la communauté, en totalité ou en partie.

conçue en termes généraux comme ceux-ci : le « mobilier contenu dans telle maison. » Pour produire l'effet que nous indiquons, l'acte doit être énumératif et descriptif des meubles partagés.

CHAPITRE II

DROIT FISCAL

Au cours de ce travail, nous avons plusieurs fois fait allusion aux charges fiscales qui résultent pour les futurs époux de la désignation plus ou moins complète de leur fortune dans le contrat de mariage, ainsi que de l'estimation de la valeur des biens qui la composent, par le fait de la soumission du contrat à la formalité de l'enregistrement.

Dans le Chapitre précédent, l'on a vu, à propos de la mention de valeurs de Bourse dans le contrat de mariage, certaines dispositions spéciales de la législation du timbre sur les titres étrangers.

Il nous faut maintenant dire quelques mots des règles essentielles qui commandent à la perception des droits sur le contrat de mariage considéré comme instrument de preuve des apports mobiliers.

Notions générales

Les contrats contenant seulement la déclaration par les futurs de ce qu'ils apportent eux-mêmes en mariage, sans aucune stipulation avantageuse entre eux, n'étaient assujettis qu'au droit fixe de 3 francs sous l'empire de la loi du 22 frimaire an VII (art. 68, § 3, n° 1, droit

porté à 5 francs par l'article 46, n° 2, de la loi du 28 avril 1816).

C'est à la faveur de cette législation, semble-t-il, que put être contractée l'habitude de présenter dans le contrat de mariage un tableau d'ensemble de la fortune de chaque époux, en énumérant, mais sans souci du détail, tous les apports des conjoints : immeubles, meubles incorporels, meubles corporels, trousseau, mobilier, habitude devenue par la suite fort onéreuse pour les parties (1).

La loi du 28 février 1872 (art. 1^{er}, n° 4) comprit parmi les actes tarifés au droit gradué « les contrats de mariage actuellement soumis au droit fixe de 5 francs », en ajoutant que le droit est liquidé sur « le montant net des apports des époux. »

Aujourd'hui ils sont soumis à un droit proportionnel de 0,20 % en principal, que l'article 19 de la loi du 28 avril 1893 a substitué à l'ancien droit gradué. Les contrats qui ne contiennent que la déclaration du régime adopté par les futurs époux, sans constater de leur part aucun apport, sont sujets au droit fixe de 5 francs (même loi, art. 20).

Quant à la clause du contrat de mariage portant que la célébration vaudra quittance de la dot, ou quant à la reconnaissance de la part du futur époux, qui forment toutes deux la preuve du versement en ce qu'elles établissent une présomption libératoire, elles sont considérées comme « dispositions dépendantes » et à ce titre exemptes de droit particulier (art. 68, § 3, n° 1, loi du

(1) Cf. *Rev. crit.*, 1907, p. 604 : « Il est de pratique notariale séculaire d'énoncer dans le contrat de mariage des futurs époux, longuement et fastueusement, les apports des conjoints... »

22 frimaire an VII). Au contraire, le droit de 0,50 % est exigible sur l'acte séparé qui constate le paiement de la dot, sans qu'il y ait lieu de distinguer si la célébration devait ou non faire preuve du versement.

Etudions le mode de liquidation du droit de 0,20 % qui frappe les apports et les conditions de son exigibilité.

Liquidation et exigibilité du droit

Le droit proportionnel de 0,20 % se calcule sur le montant net des apports cumulés. Pour liquider l'impôt, on déduit de la valeur des biens le total des dettes grevant l'ensemble des apports : si le passif grevant l'apport de l'un des époux excède son actif brut, l'excédent est déduit de l'actif net de l'apport de l'autre.

Afin de faire connaître à l'Administration la valeur des biens, base de la perception, et à défaut d'actes antérieurs où le receveur puisse prendre ce renseignement, il y a lieu pour les parties, ou pour le notaire rédacteur du contrat se portant fort pour elles, de faire une déclaration estimative. Il y a là une obligation absolue : à défaut de déclaration, les receveurs de l'Enregistrement sont autorisés à refuser la formalité (1).

La loi de 1872 n'impose aucune forme particulière pour la déclaration estimative ; elle renvoie simplement à l'article 16 de la loi de frimaire. Cet article n'exige pas que la déclaration soit détaillée : les parties sont libres d'estimer article par article les biens apportés ou de donner une estimation globale de leurs apports respectifs. « Quelles que soient les difficultés qui peuvent en résulter pour le contrôle de l'Administration si les ap-

(1) Guilhot, *Manuel de droit fiscal spécial au notariat*, n° 383.

ports des époux sont confondus, dit M. Garnier, on doit reconnaître que la seule obligation des parties est de fournir au receveur la base absolument indispensable pour la perception de l'impôt, c'est-à-dire le chiffre unique sur lequel il doit asseoir le droit. »

La loi sanctionne les dissimulations provenant de déclarations estimatives insuffisantes. « Si dans le délai de deux années à partir de l'enregistrement, dit la loi du 28 avril 1893, article 21, la dissimulation des sommes ou valeurs ayant servi de base à la perception du droit proportionnel est établie par des actes ou écrits émanés des parties ou par des jugements, il sera perçu, indépendamment des droits simples supplémentaires, un droit en sus, lequel ne pourra être inférieur à 50 francs. »

Ce texte toutefois ne peut pas être pris à la lettre. Conformément aux principes généraux, ce droit en sus ne sera perçu, cette pénalité du « double-droit » ne sera prononcée que s'il y a dissimulation au sens de la loi, c'est-à-dire seulement si elle est intentionnelle. La fraude serait présumée si la valeur vraie résultait de documents émanés des parties antérieurement au contrat de mariage. Mais si l'inexactitude de l'évaluation était établie au moyen d'actes postérieurs au contrat ou même par des actes antérieurs que les parties pouvaient ignorer, il y aurait simple « insuffisance » ne donnant ouverture qu'à un supplément de droit simple.

Si la Régie peut prouver que la valeur attribuée par les parties à leurs apports est inexacte, peut-elle aussi se plaindre de dissimulation lorsque l'époux n'a pas déclaré tout ce dont il était propriétaire, et établir que des

biens ont été omis dans le contrat de mariage, afin de les soumettre au droit proportionnel ? Dès la promulgation de la loi de 1872, on s'est demandé ce qu'il fallait entendre, en droit fiscal, par le mot « apports ».

L'Administration a tout d'abord soutenu : 1° que par « apports », on doit entendre, non pas seulement ce que chaque époux se constitue expressément dans son contrat ou qu'il déclare mettre en communauté, mais la fortune entière de chaque époux, mobilière ou immobilière, préexistante au contrat de mariage ; 2° que le futur époux qui, ayant un avoir personnel préexistant, ne fait mentionner dans le contrat qu'une partie de cet avoir ou y déclare ne rien apporter, commet une dissimulation punissable.

A la suite d'un jugement rendu par le tribunal de la Seine le 9 janvier 1875 (1), l'Enregistrement a abandonné ces prétentions. « Les receveurs, porte l'Instruction du 17 août 1875, s'abstiendront d'exiger le droit gradué, lors de l'enregistrement du contrat de mariage, sur les biens appartenant personnellement aux futurs époux mais dont l'existence ne résulterait d'aucune mention de ce contrat. » La même règle de perception s'applique aujourd'hui au droit proportionnel (2).

Ainsi le droit de 0,20 % ne doit frapper que les biens

(1) S., 75, 2, 58.

(2) Le minimum du droit proportionnel exigible sur le contrat constatant un apport est de 0,25 (loi du 27 ventôse an IX, art. 3). Il peut paraître singulier qu'un contrat de mariage ne constatant aucun apport soit passible d'un droit de 5 francs, alors que le minimum de 0,25 doit seul être perçu sur un contrat constatant un apport de 100 francs. Mais il convient de remarquer que les parties ont un moyen facile de se soustraire à l'application du droit de 5 francs, en faisant l'apport de leurs vêtements, quelque minime qu'en soit la valeur.

constatés dans le contrat et appartenant en propre aux époux. Mais il frappe tous ces biens, c'est-à-dire non seulement les biens entrant en communauté, mais aussi les autres biens des futurs dont le contrat révèle l'existence. « Le contrat de mariage, dit M. Wahl, est imposé comme acte déclaratif de la fortune et il est clair que des apports, quelle que soit leur destination, sont une preuve de la fortune » (1).

Quant à l'énonciation qui rend exigible le droit de 0,20 pour cent, elle ne consiste pas simplement en une mention vague et générale, ne faisant pas connaître l'importance des biens ; cette énonciation doit s'entendre d'une constatation réelle et précise, susceptible de servir de fondement à une action efficace relativement aux objets désignés. Elle peut être indirecte, résulter de la référence à un acte antérieur ; telle serait la mention du contrat de mariage d'après laquelle la future apporte des droits successoraux désignés dans un inventaire (2).

Enfin, ce n'est pas toujours à la perception du droit proportionnel de 0,20 que doit régulièrement donner lieu l'énonciation de valeurs dans le contrat de mariage. La mention qui est faite de biens donnés en faveur du mariage aux futurs époux par un acte antérieur rend sans doute exigible le droit de 0,20 pour cent ; mais les biens constitués en dot aux futurs époux par le contrat de mariage même ne sont pas frappés de ce droit d'apport. Ils supportent une autre taxe, le droit proportionnel de donation, au tarif réduit spécial aux libéralités faites par contrat de mariage et qui commence à 2 %

(1) Wahl, *op. cit.*, II, n° 96.

(2) Lunéville, 2 août 1872, *Rép. pér.*, art. 5997.

sans décimes en ligne directe (art. 18, loi du 25 février 1901). « Par cela même que l'acquéreur se marie, dit M. Wahl, il se constitue en dot les biens acquis : leur apport est donc inhérent à l'acquisition ; on ne conçoit pas l'acquisition sans l'apport qui est ainsi une disposition dépendante de l'acquisition » (1).

Lés parties pourraient être tentées, par suite de la différence du taux de ces droits, de déclarer comme apports personnels, provenant par exemple de gains ou d'économies, les valeurs données par les parents ou par des tiers (2) ; elles ne doivent cependant pas perdre de vue, indépendamment de toute question de rapport ou de retour successoral, l'utilité que les exigences de la jurisprudence pour l'exercice des reprises confèrent à la preuve authentique de l'origine des sommes d'argent apportées en mariage (3).

(1) Wahl, *op. cit.*, *eod. loc.*

(2) Le projet de budget pour 1910 augmenterait encore l'économie résultant de ce calcul, en élevant à 2,50 % le taux minimum des libéralités faites aux futurs époux par le contrat de mariage.

(3) Bordeaux, 23 juin 1908, précité.

CONCLUSION

Dans cette épineuse question de la preuve des apports mobiliers, l'on est étonné surtout de l'extrême rigueur du système de la jurisprudence, de sa méfiance même à l'égard de valeurs dont la constatation semble cependant exclure toute idée de fraude.

L'on est aussi surpris de l'obscurité et des complications qui proviennent en droit civil, soit de dispositions éparses et de solutions fragmentaires, soit de textes en apparence contradictoires, comme les articles 1499 et 1504. Les articles du Code de commerce, mieux rédigés, ont eu leur influence sur eux : la réglementation des articles 560 et 563, concernant les reprises de la femme contre les créanciers du commerçant en faillite, a fait triompher dans les arrêts, pour l'hypothèse où le mari est en déconfiture, l'article 1499 rigoureux sur l'article 1504 plus favorable.

Si la jurisprudence, sous l'influence du Code de commerce, se préoccupe ainsi avant tout du besoin de crédit devenu commun à presque toutes les personnes, il est cependant impossible de l'absoudre d'un reproche de sévérité excessive : « Il ne faut pas, dans une faillite ou dans une déconfiture, que la loi se montre trop dure à l'égard de la femme. Il ne faut pas que la loi se laisse trop facilement aller à présumer le mensonge ou les

desseins ténébreux ; cette idée finirait par l'obséder, elle verrait partout la fraude, même là où elle n'est pas. Pour un abus que l'on réprimerait, on exproprierait vingt fois de sa dot une femme digne de ménagements » (1).

A un autre point de vue, la nécessité de préconstituer une preuve authentique de tous les meubles exclus de la communauté, pour en assurer la reprise à tout événement, rend très délicate dans certains cas la pratique instrumentaire ; elle entraîne la plupart du temps des conséquences fort onéreuses pour les époux que leurs convenances conduisent à adopter la communauté réduite aux acquêts. L'authenticité, l'intervention du notaire, n'ajoute d'ailleurs rien à la sincérité de l'inventaire ou des énonciations du contrat de mariage.

On peut se demander si l'intérêt général ne serait pas aussi bien servi par la production d'états ou d'inventaires sous seings-privés, signés des deux époux, dressés avant le mariage pour les biens présents, dans un court délai pour les successions échues au cours du mariage.

La date certaine serait exigée et attesterait que l'acte n'a pas été fait au moment de la déconfiture ou de la faillite ; la preuve contraire resterait d'ailleurs possible, conformément au droit commun, et les fraudes pourraient être établies par tous moyens. Quant au dommage qui résulte pour le mari de l'emploi de la preuve par commune renommée, l'on pourrait la supprimer en insérant dans le Code un article autorisant chaque époux, la femme en particulier, à imposer l'inventaire à son conjoint, ainsi qu'il en est dans le Code civil alle-

(1) Thaller, *Des faillites en droit comparé*, Paris, 1887, II, p. 126.

mand. La femme exigerait l'inventaire lorsqu'elle recueille une succession ; les époux s'habitueraient à dresser ces inventaires chaque fois qu'ils reçoivent une valeur qui doit leur rester propre.

Des modifications en ce sens rendraient le système de preuves spécial à notre matière, en même temps que plus ferme dans ses principes et plus sûr dans ses déductions, plus conforme aux conditions économiques actuelles. Elles le mettraient mieux en harmonie avec le rôle prépondérant que les placements mobiliers jouent aujourd'hui dans la composition des fortunes.

Vu :

Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

Vu :

Le Président de la thèse,
E. THALLER.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

- AMIAUD. — Traité formulaire du notariat, 5^e édit.
Annales de droit commercial, français, étranger et international.
AUBRY et RAU. — Cours de droit civil français, 4^e édit.
AUZANET. — Coutume de Paris, 1708.
BACQUET. — Traité des droits de justice.
BAUDRY-LACANTINERIE, LE COURTOIS et SURVILLE. — Du contrat de mariage, 1898.
BOISTEL. — Cours de droit commercial, 4^e édit.
BONNIER. — Traité des preuves, 4^e édit.
BOURJON. — Droit commun de la France.
BOUTAUD et CHABROL. — Traité général des fonds de commerce et d'industrie, 1905.
BOYER. — De la preuve en matière de reprises matrimoniales, thèse, Toulouse, 1889.
BRESSOLLES. — Théorie et pratique des dons manuels, 1885.
BUCHÈRE. — Traité théorique et pratique des valeurs mobilières, 2^e édit.
Bulletin de la Société d'Etudes législatives.
CLERC. — Manuel formulaire du notariat, 8^e édit.
Compte-rendu du 15^e Congrès des notaires de France (1905), Marseille, 1905.
DALLOZ. — Répertoire de législation, de doctrine et de jurisprudence.
— Recueil périodique et critique de jurisprudence, de législation et de doctrine.
DEFRÉNOIS. — Traité pratique et formulaire général du notariat, 10^e édit.
DESREZ. — De la preuve en matière de reprises matrimoniales, thèse, Paris, 1903.
DURANTON. — Cours de droit français, 4^e édit.
FENET. — Recueil des travaux préparatoires du Code civil, 1836.
FERRIÈRE. — Coutume de Paris.

- FUZIER-HERMAN. — Répertoire général alphabétique du droit français.
- GARSONNET. — Traité théorique et pratique de procédure, 1882-1897. Gazette des tribunaux.
- Gazette du Palais.
- GLASSON. — Précis de procédure civile, 2^e édit.
- GOUVON. — Des questions de preuve en matière de reprises matrimoniales, thèse, Paris, 1900.
- GUILHOT. — Manuel de droit fiscal spécial au notariat, 1902
- GUILLOUARD. — Traité du contrat de mariage, 1885.
- HUC. — Commentaire du Code civil, 1892-1903.
- Journal des notaires.
- Journal officiel.
- La Loi.
- LAURENT. — Principes du droit civil français, 1878.
- LEBRUN. — Traité de la communauté entre mari et femme, 1754.
- Le Droit financier.
- Lois nouvelles.
- MARCADÉ. — Explication du Code civil, 5^e édit.
- Pandectes. — Nouveau répertoire de doctrine, de législation et de jurisprudence.
- Recueil mensuel de jurisprudence et de législation.
- PLANIOL. — Traité élémentaire de droit civil, 2^e édit.
- POTHIER. — Œuvres (Edit. Bugnet).
- RENUSSON. — Traité des propres, 1730.
- Répertoire général du notariat et de l'enregistrement.
- Revue critique de législation et de jurisprudence.
- Revue du notariat et de l'enregistrement.
- Revue trimestrielle de droit civil.
- RODIÈRE et PONT. — Traité du contrat de mariage, 2^e édit.
- RUBEN DE COUDER. — Dictionnaire de droit commercial, 3^e édit.
- SIREY. — Recueil général des lois et arrêts.
- THALLER. — Traité élémentaire de droit commercial, 3^e édit.
- Des faillites en droit comparé, Paris, 1887.
- La vie juridique du Français (Travaux de la conférence d'agrégation de droit privé), Paris 1908-1909.
- TOULLIER. — Droit civil français, 1830.
- TROPLONG. — Du contrat de mariage, 1850.
- WAHL. — Traité de droit fiscal, 1902-1906.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — Différents aspects de la question et intérêts divers à concilier.	7
Section I. — Apports; propres parfaits et propres imparfaits.	7
Section II. — Les meubles de la femme et les pouvoirs du mari.	14
Section III. — L'unité de possession et le droit de poursuite des créanciers.	20
Section IV. — Exercice des reprises de la femme.	28
Section V. — Apports fictifs.	34
Appendice. — Résumé du Chapitre premier.	40
CHAPITRE II. — Historique.	44

DEUXIÈME PARTIE

Régime de la communauté réduite aux acquêts

CHAPITRE PREMIER. — Système de la jurisprudence.	55
Section I. — Preuve dans les rapports des époux entre eux.	55
I. — Mobilier présent.	55
Preuve de la réception	63
Apports fictifs	72
II. — Mobilier futur	73
Preuve de l'origine	79
Section II. — Preuve dans les rapports des époux avec les créanciers	83
Preuve de la réception	97
Preuve de l'identité	98
Clauses du contrat de mariage réglant les questions de preuve	99
CHAPITRE II. — Système de M. Laurent.	101
CHAPITRE III. — Système de M. Bufnoir.	103

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE IV. — Système de M. Saleilles.	114
CHAPITRE V. — Examen critique des différents systèmes . . .	121
Section I. — Système de M. Laurent	121
Section II. — Système de M. Bufnoir	122
Section III. — Système de la jurisprudence	128
Section IV. — Système de M. Saleilles	132

TROISIÈME PARTIE

Régimes de communauté autres que la communauté réduite aux acquêts

Section I. — Communauté légale	133
Section II. — Clauses de réalisation.	135
Section III. — Reprise d'apport franc et quitte	136
Section IV. — Préciput	137
Section V. — Attribution de la communauté entière à l'un des époux	140

QUATRIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — Droit commercial	145
I. — La femme se présente comme propriétaire.	146
II. — La femme produit comme créancière.	152
III. — Dots fictives	156
CHAPITRE II. — Loi du 13 juillet 1907.	159

CINQUIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — Désignation des biens des époux dans le contrat de mariage.	167
Observations générales.	174
Trousseau	177
Sommes d'argent.	181
Valeurs de Bourse	185
Créances.	189
Fonds de commerce.	190
Offices ministériels	194
Mobilier indivis	195
CHAPITRE II. — Droit fiscal.	197
Notions générales	197
Liquidation et exigibilité du droit.	199
CONCLUSION	205

LA ROCHELLE, IMPRIMERIE NOUVELLE NOEL TEXIER.
